



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

sage
ADOUR AVAL

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Adour aval

Rapport Environnemental

Projet de SAGE Adour aval validé par la CLE le 15 janvier 2020 pour être soumis aux phases de consultation administrative et d'enquête publique

Le rapport environnemental a été complété à l'automne 2020, suite aux remarques de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale visant à assurer la bonne information du public sur les enjeux du territoire Adour aval et sur le SAGE ; les annexes au rapport environnemental n'ont fait l'objet d'aucune modification.

À toutes fins utiles, et si le public souhaite en prendre connaissance, la version initiale du rapport environnemental, validé par la CLE en janvier 2020, est accessible par le lien de téléchargement suivant :
http://ftp-ia.institution-adour.fr/Gestion_integree/SAGE_Adour_aval/202001_rapport_environnemental.docx

Des réponses et compléments aux remarques de l'autorité environnementale sont également disponibles dans le rapport bilan de la consultation.

Sommaire

Préambule	5
Contexte règlementaire et objectifs de l'évaluation environnementale	5
Contenu du rapport environnemental	5
 Résumé non technique.....	7
 Chapitre 1 :_Objectifs, contenu du SAGE et articulations avec les autres plans et programmes.....	10
le contenu du SAGE Adour Aval	11
Historique du SAGE Adour aval	11
Enjeux et objectifs du SAGE.....	11
Documents constitutifs du SAGE.....	13
Articulation du SAGE avec les autres plans et programmes	19
Les plans et programmes avec lesquels le SAGE doit être compatible	20
Programmes et documents qui doivent être pris en compte par le SAGE Adour aval	27
Documents qui devront être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE	33
 Chapitre 2 :_Etat des lieux environnemental, tendances et scénarios de l'application du SAGE.....	36
Principales caractéristiques du bassin versant Adour aval	37
Périmètre du SAGE et couverture administrative	37
Occupation de l'espace et démographie.....	37
Contexte géomorphologique, climatique et géologique	37
Enjeux environnementaux	39
Qualité de l'eau	39
Pressions sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	41
Richesse et qualité des milieux naturels	45
Cadre de vie et paysages	49
Risques naturels	50
Qualité de l'air et des sols	51
Santé humaine.....	51
Ressources énergétiques.....	53
Changement climatique	53



Perspectives d'évolution de l'environnement si le SAGE n'est pas mis en œuvre	59
Contexte socio-économique	59
Contexte climatique et hydrologique	60
Eau potable et assainissement	60
Qualité de l'eau (superficielles, souterraines, baignade, estuaire).....	61
Milieux naturels (zones humides, barthes, continuité écologique,).....	61
Risques naturels	62
Chapitre 3 : Solutions de substitution raisonnables	63
Contexte d'émergence du SAGE	64
Solutions alternatives	65
Chapitre 4 : Justification du choix du scénario retenu.....	66
Choix de la stratégie au regard des autres solutions envisagées.....	67
Choix de la stratégie au regard des objectifs environnementaux.....	68
Textes internationaux.....	68
Directives Européennes.....	69
Plans nationaux ou régionaux	70
Chapitre 5 : Analyse des effets du SAGE sur l'environnement	71
Méthodologie d'analyse environnementale	72
Thématiques environnementales analysées.....	72
Les impacts sont considérés comme très positifs, positifs, négatifs ou très négatifs.....	72
Les impacts peuvent être directs et indirects	73
Les conditions de mise en œuvre des dispositions du SAGE sont considérées	73
Représentation graphique.....	74
Résultats de l'analyse environnementale	75
Analyse des incidences du SAGE sur les sites Natura 2000.....	95
Contexte règlementaire	95
Réseau Natura 2000 et sites présents sur le périmètre du SAGE Adour aval.....	95
Synthèse des incidences du SAGE sur les sites Natura 2000	100
Mesures de suppression, de correction ou de compensation	101
limites de l'évaluation	101



Chapitre 6 :_Dispositif de suivi environnemental	102
Méthode de suivi : objectifs et principes	103
Définition d'indicateurs de suivi.....	103
Tableau de bord du SAGE Adour aval.....	104
Déclaration d'effets négatifs liés à la mise en œuvre du SAGE.....	105



PRÉAMBULE

Contexte règlementaire et objectifs de l'évaluation environnementale

La directive européenne n°2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, adoptée le 27 juin 2001, prévoit qu'un certain nombre de plans et programmes fassent l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption.

En application de cette directive et conformément à l'article R.122-17 du code de l'environnement qui énumère les plans et programmes concernés, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Adour aval doit faire l'objet d'une évaluation environnementale permettant notamment d'évaluer les incidences du SAGE sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou compenser ses éventuelles incidences négatives.

L'évaluation environnementale a pour objectif d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement, et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de plans et de programmes en vue de promouvoir un développement durable. Elle apprécie l'effet du programme sur les enjeux territoriaux du bassin versant considéré afin de s'assurer que les dispositions définies vont contribuer à faire de la qualité de l'environnement l'une des dimensions centrales de la stratégie de développement.

Le processus d'évaluation environnementale fait appel à une double démarche d'expertise et de concertation :

- en premier lieu, l'évaluateur apprécie les incidences environnementales du programme et propose des solutions alternatives ou dispositions correctrices en cas d'effets négatifs identifiés ;
- ensuite, le SAGE, accompagné des conclusions de l'évaluation environnementale, est soumis à l'avis des acteurs et partenaires locaux, de l'autorité environnementale et du grand public.

La démarche d'évaluation environnementale a été réalisée conformément aux dispositions du code de l'environnement, telles que modifiées par le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Elle a été menée conjointement à l'élaboration du SAGE Adour aval.

Contenu du rapport environnemental

L'article R.122-20 du code de l'environnement précise les éléments attendus dans le rapport environnemental :

« *Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessous :*

1° Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

2° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;



3° Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;

5° L'exposé :

a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;

b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ;

6° La présentation successive des mesures prises pour :

a) Eviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;

b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a ci-dessus n'ayant pu être évitées ;

c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.

Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

7° La présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances-retenus :

a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6° ;

b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;

8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

9° Le cas échéant, l'avis émis par l'Etat membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L. 122-9 du présent code.



RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Contexte réglementaire et contenu du rapport environnemental

Conformément à l'article R.122-17 du code de l'environnement, faisant écho à la Directive européenne n° 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, adoptée le 27 juin 2001, les SAGE doivent faire l'objet d'une analyse environnementale, dont l'objectif est d'évaluer les incidences du SAGE sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou compenser ses éventuelles incidences négatives.

9 compartiments de l'environnement sont étudiés : qualité de l'eau, quantité d'eau, milieux naturels aquatiques et humides, santé humaine, cadre de vie et paysages, risques naturels, air et sols, énergie et changement climatique.

L'analyse environnementale permet aussi de mettre en évidence les liens entre le SAGE et les nombreux autres réglementations ou documents au niveau international, national, régional ou local et d'envisager leur cohérence, prise en compte et compatibilité. Ceci permet de s'assurer qu'il n'y a pas de contradiction majeure entre ces documents ou réglementation et également que les objectifs des documents ou réglementation de norme supérieure sont bien retranscrits dans les documents de norme inférieure.

A partir d'un résumé de l'état des lieux environnemental et des tendances prospectives pour le territoire Adour aval, plusieurs scénarios de gestion de l'eau et des milieux aquatiques et humides ont été envisagés et le choix de la mise en œuvre du SAGE est argumenté. Ainsi, au vu des avantages et inconvénients présentés pour chacune des solutions de substitution par rapport à la solution de mise en œuvre du SAGE, le choix de la mise en œuvre du SAGE apparaît comme la solution la plus pertinente pour une gestion de l'eau et des milieux aquatiques intégrée et concertée ; cette solution est tout de même complémentaire de solutions plus locales et opérationnelles pour assurer la mise en œuvre du SAGE.

Le présent rapport présente les résultats de l'analyse environnementale de la mise en œuvre du SAGE Adour aval. Par l'application d'une méthodologie spécifique, il a pu être mis en évidence qu'aucune incidence négative n'est prévisible sur les 9 compartiments de l'environnement précités. De même, l'analyse des incidences sur les sites Natura 2000 met en évidence aucun effet négatif sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire mais au contraire des effets positifs, même si indirects, pour leur préservation.

Toutefois, pour permettre à tout acteur ou citoyen de faire remonter d'éventuels effets négatifs qu'elle n'aurait pas envisagé dans la présente analyse, et qui pourraient être liés à la mise en œuvre du SAGE, la CLE a produit un formulaire, disponible en fin de rapport, pour décrire ces effets négatifs constatés et alerter la CLE.

Le territoire Adour aval

Le périmètre du SAGE Adour aval couvre 636 km² à cheval entre les départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, dont l'axe central est l'estuaire de l'Adour. Il accueille environ 214 000 habitants essentiellement situés sur l'agglomération proche de l'embouchure (Bayonne, Anglet, Biarritz, Tarnos) mais la dynamique d'urbanisation s'étend en périphérie, notamment dans la vallée de l'Adour. L'attractivité du territoire, plus marquée par rapport aux moyennes nationales et départementales, induit un enjeu fort dans la prospective pour l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la préservation des milieux face au besoin d'urbanisation et à l'accroissement des activités. La diversité des milieux et la proximité du littoral permet la pratique d'activités de loisirs variées et très prégnantes.

L'approvisionnement en eau potable est assuré depuis des captages dans le périmètre du SAGE mais aussi et majoritairement depuis des captages en dehors du périmètre. Le maintien ou la reconquête de la qualité de ces captages et l'utilisation durable de la ressource sont des enjeux forts.

Les systèmes d'assainissement collectif sur le périmètre du SAGE sont tous récents et conformes à la directive ERU (à l'exception d'un système mais projet en cours). La gestion de ces systèmes est



un enjeu fort pour limiter les rejets lors d'épisodes pluvieux importants, et les collectivités locales investissent fortement ce sujet sur ce secteur proche du littoral, en lien avec la qualité des eaux de baignade. Des efforts conséquents sont portés pour assurer la sécurité sanitaire des baigneurs, aussi bien en termes de prévention (amélioration des systèmes d'assainissement) que de gestion active (analyses quotidiennes de qualité en période de baignade).

L'assainissement non collectif est également présent sur le territoire Adour aval ; son impact sur la qualité de l'eau nécessite une approche d'étude approfondie.

Les milieux aquatiques et humides existants sont variés. La connaissance sur les zones humides a été améliorée et a révélé leur importance sur le territoire. Près de la moitié des masses d'eau sont en état dégradé au regard de la Directive Cadre sur l'eau. Un enjeu fort existe donc de reconquête de la qualité des milieux et de la biodiversité associée. La continuité écologique doit être améliorée entre l'Adour, ses affluents et les barthes, pour augmenter le potentiel d'accueil des poissons migrateurs, l'anguille notamment.

Les surfaces dédiées à l'agriculture représentent la majorité de l'occupation du sol sur l'Adour aval. Trois paysages agricoles bien marqués existent sur ce territoire : le piémont pyrénéen est propice à la pratique de l'élevage ; la vallée de l'Adour présente des caractéristiques variant d'une agriculture traditionnelle extensive adaptée à la proximité du fleuve à des cultures plus conventionnelles sur des secteurs plus aménagés pour contenir les aléas du fleuve ; enfin, un paysage agricole plus tourné vers les cultures céréalières existe sur les coteaux landais.

L'activité industrielle est présente sur tout le territoire mais particulièrement concentrée à proximité de l'embouchure de l'Adour, sur la zone industrielle liée au port de Bayonne. Ce port fonctionne grâce à des aménagements spécifiques et des opérations d'entretien du chenal du fleuve pour permettre la navigation des bateaux.

L'activité de pêche, en très fort déclin depuis plusieurs années, est régie par des réglementations dédiées et par le plan de gestion des poissons migrateurs en vigueur sur le territoire.

Le territoire est soumis aux risques d'inondation et de submersion. L'aléa est connu de longue date dans la vallée de l'Adour, plusieurs outils sont mobilisés pour gérer le risque. La connaissance est moins développée et centralisée ailleurs sur le territoire. L'aléa d'inondation et submersion évolue dans le contexte de changement climatique, ce qui nécessite un regard nouveau pour une gestion plus globale et multi-bénéfices à l'échelle des sous bassins versants.

En termes de disponibilité de la ressource en eau, ce territoire n'est pas identifié comme étant déficitaire à ce jour. Les ressources disponibles permettent de satisfaire les usages. Toutefois, dans le contexte de changement climatique, une vigilance doit être portée sur le long terme pour assurer une disponibilité et un partage de la ressource pour satisfaire l'ensemble des activités et usages. L'enjeu des économies d'eau est important.

Stratégie du SAGE Adour aval pour l'aménagement et la gestion durable et concertée de l'eau et des milieux aquatiques

Les enjeux et objectifs choisis par la CLE ont été définis en considérant les problématiques spécifiques et les enjeux majeurs du territoire Adour aval. La stratégie du SAGE est établie par la déclinaison de ces enjeux et objectifs en dispositions et règles permettant de résoudre les problématiques identifiées, de répondre aux grands enjeux du territoire dans le cadre d'une démarche de développement durable permettant de concilier le maintien ou le développement des usages avec la préservation ou la restauration de l'eau et du bon fonctionnement des milieux aquatiques et humides. La stratégie du SAGE permet également de contribuer à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux définis dans le cadre de l'application de la DCE.

Le SAGE Adour aval porte une attention particulière à la prospective et au changement climatique qui constitue un fil rouge dans ses documents. L'enjeu de la prise en compte de ses effets et de l'adaptation indispensable du territoire est mis en évidence dans tout le SAGE.

Le SAGE porte une ambition pour la reconquête de la qualité de l'eau et le respect des objectifs de bon état des masses d'eau fixés par la Directive Cadre sur l'Eau. Cette ambition passe par l'incitation à l'amélioration, la centralisation et le partage des connaissances pour les eaux superficielles ou souterraines et les bassins limitrophes au périmètre Adour aval. Des dispositions



ciblent spécifiquement les usages et activités économiques (industrie, artisanat, port, agriculture) susceptibles d'avoir un impact sur la qualité de l'eau.

L'eau potable, enjeu majeur des années à venir dans un contexte d'augmentation démographique et de raréfaction de la ressource, est un enjeu fortement investi dans le SAGE. La préservation des ressources exploitées, la sécurisation des réseaux et les économies d'eau sont au cœur de la stratégie du SAGE, et la reconquête de la qualité sur des secteurs sensibles est le point fort de l'ambition du SAGE.

Les autres activités sensibles vis-à-vis de la qualité de l'eau sont prises en compte dans le SAGE et font l'objet de dispositions dédiées.

La préservation, gestion, restauration et valorisation des milieux est un autre pilier du SAGE. Ils sont particulièrement riches et variés sur ce territoire, et chaque type de milieu fait l'objet de dispositions ciblées : cours d'eau, estuaire, barthes, zones humides. La biodiversité fait l'objet de dispositions dédiées, et notamment à travers l'enjeu fort de restauration de la continuité écologique, avec une responsabilité particulière du territoire pour la restauration de la continuité entre l'Adour et son lit majeur à la faveur de l'anguille. Les zones humides enfin sont un point fort de l'ambition du SAGE avec une amélioration importante de la connaissance qui a conduit à identifier des zones humides prioritaires qui font l'objet, dans le SAGE, d'une protection forte.

Un lien fort avec les acteurs de l'urbanisme et l'aménagement du territoire est recherché dans ce SAGE pour un territoire connaissant une croissance démographique et un développement rapides. Ainsi, de par sa force opposable envers les documents d'urbanisme locaux, le SAGE cible les sujets essentiels et incontournables qui devront être traités au sein de ces politiques d'aménagement : préservation des zones humides, prise en compte des schémas directeurs pour l'assainissement, l'eau potable et les eaux pluviales, préservation des zones d'expansion de crues. L'enjeu de la gestion de l'imperméabilisation et du ruissellement au profit des possibilités de rétention et infiltration des eaux, à l'échelle des bassins versants, est mis en évidence dans plusieurs chapitres du PAGD, et particulièrement dans celui concernant l'aménagement et l'urbanisme.

La disponibilité de la ressource constituera un point de vigilance sur le long terme pour la CLE, avec une incitation portée sur les économies d'eau, point essentiel de l'adaptation dans les décennies à venir.

Enfin, la gestion raisonnée et concertée des risques d'inondation et submersion passe, au sein du PAGD, par un enjeu de centralisation et d'amélioration des connaissances, et la mobilisation d'outils dédiés à la gestion du risque à des échelles pertinentes.



Chapitre 1 :

Objectifs, contenu du SAGE et articulations avec les autres plans et programmes

Article R.122-20 du code de l'environnement :

Le rapport environnemental comprend :

« Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ».



LE CONTENU DU SAGE ADOUR AVAL

Historique du SAGE Adour aval

Le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 mentionnant la nécessité de faire émerger un SAGE sur le secteur Adour aval d'ici à 2015, les services de l'État ont sollicité l'Agglomération Côte Basque Adour dans le courant de l'année 2011 pour engager des réflexions sur le sujet.

Ainsi, en 2011, une convention a été signée par 9 EPCI-FP partenaires¹ dont le but était de mettre en œuvre un travail commun et concerté visant à répondre à l'objectif de bon état des masses d'eau à l'horizon 2015 imposé par la Directive Cadre sur l'Eau et à garantir une qualité sanitaire satisfaisante des eaux de baignade du littoral basque.

Dès lors, une étude de faisabilité de la mise en place d'un SAGE a été menée de 2012 à 2014. A son terme, les partenaires (élus locaux ou représentants de l'Etat) ont unanimement convenu de la pertinence de mettre en place l'outil SAGE sur le secteur Adour aval. L'émergence du SAGE a donc été formellement engagée en 2015 et son élaboration s'est déroulée selon les étapes précisées dans le tableau ci-dessous :

Étapes de mise en œuvre du SAGE	Date
Étude sur la gouvernance de l'eau et faisabilité d'un SAGE Adour aval	2012 - 2014
Dossier préliminaire pour la mise en place du SAGE Adour Aval	Juillet 2014
Arrêté inter-préfectoral de délimitation du périmètre du SAGE Adour aval	26 mars 2015
Arrêté préfectoral de constitution de la CLE	7 septembre 2015
Elaboration du SAGE	2015-2020

Enjeux et objectifs du SAGE

Suite à la réalisation d'un état des lieux validé par la commission locale de l'eau (CLE) en 2016 et à l'établissement du scénario tendanciel du territoire à l'horizon 2050, validé en 2018, la CLE a mis en évidence 9 grands enjeux déclinés en 44 objectifs.

Gouvernance	(5 objectifs)
Qualité des masses d'eau et maintien des activités	(8 objectifs)
Milieux aquatiques	(6 objectifs)
Quantité d'eau - ressource	(2 objectifs)
Risque Inondation	(5 objectifs)
Alimentation en eau potable	(5 objectifs)
Assainissement	(5 objectifs)
Aménagement territoire	(5 objectifs)
Communication	(3 objectifs)

Les 44 objectifs sont présentés dans le tableau suivant :

¹ Agglomération Côte Basque Adour, Communauté de communes Errobi, Communauté de communes Nive Adour, Communauté de communes Du Pays d'Hasparren, Communauté de communes du Pays de Bidache, Agglomération du Grand Dax, Communauté de communes des pays d'Orthe, Communauté de communes du Seignanx, Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud



Enjeu GOUV : Gouvernance	
GOUV1	Établir des liens et des démarches inter-outils dans le bassin Adour aval et avec les territoires limitrophes
GOUV2	Participer à l'attractivité du territoire tout en optimisant l'accueil des populations permanentes et saisonnières croissantes
GOUV3	Prendre en compte le changement climatique
GOUV4	Favoriser la mise en place de compétences pour l'eau et les milieux à des échelles hydrographiques cohérentes et uniformiser les pratiques
GOUV5	Favoriser la concertation entre les acteurs du territoire
Enjeu QUAL : Qualité des masses d'eaux et maintien des activités	
QUAL1	Respecter les objectifs de bon état (ou bon potentiel) des masses d'eau superficielles et souterraines de la DCE
QUAL2	Améliorer la connaissance sur les pollutions et leurs origines
QUAL3	Assurer une qualité d'eau suffisante pour la conciliation de l'ensemble des usages et loisirs sur le long terme et le bon fonctionnement des milieux et de la vie aquatique
QUAL4	Maintenir la qualité des eaux de baignade sur le littoral
QUAL5	Améliorer la connaissance de l'impact des activités économiques sur la qualité de l'eau
QUAL6	Faire évoluer les pratiques agricoles pour limiter les impacts potentiels sur l'eau et les milieux
QUAL7	Améliorer les pratiques industrielles pour minimiser les impacts potentiels sur l'eau et les milieux
QUAL8	Concilier l'activité industrialo-portuaire avec la préservation de l'eau et des milieux et la prise en compte de l'environnement urbain
Enjeu MIL : Milieux aquatiques	
MIL1	Gérer les cours d'eau pour préserver leur bon fonctionnement et leur qualité
MIL2	Connaître et gérer les zones humides pour les préserver ou les restaurer
MIL3	Favoriser une gestion globale et multi-enjeux des barthes
MIL4	Préserver et restaurer la continuité écologique
MIL5	Connaître et gérer les espèces envahissantes
MIL6	Favoriser une gestion globale de l'estuaire
Enjeu QUANT : Quantité d'eau - Ressource	
QUANT1	Assurer des débits suffisants dans les cours d'eau et adapter au besoin les usages en fonction des débits existants
QUANT2	Maintenir une vigilance dans la zone de répartition des eaux
QUANT3	Suivre l'état quantitatif des eaux souterraines
Enjeu INOND : Risque inondation	
INOND1	Gérer les inondations de l'Adour de manière globale et concertée entre les deux rives
INOND2	Améliorer la connaissance de l'aléa et du risque sur les affluents
INOND3	Préserver, par la limitation de l'urbanisation, le caractère naturel des zones inondables
INOND4	Prévoir des mesures de diminution des risques proportionnées aux enjeux en présence
INOND5	Promouvoir le ralentissement dynamique naturel dans les bassins versants



Enjeu AEP : Alimentation en eau potable	
AEP1	Connaître et maîtriser la qualité des ressources utilisées pour l'AEP
AEP2	Rechercher et préserver de nouvelles ressources
AEP3	Sécuriser et partager les ressources actuelles
AEP4	Prioriser les ressources utilisées pour l'AEP à cet usage
AEP5	Inciter aux économies d'eau
Enjeu ASST : Assainissement collectif, individuel, pluvial	
ASST.COLL1	Améliorer les performances des systèmes d'assainissement, y compris par temps de pluie, et la conformité à la directive ERU
ASST.COLL2	Adapter les rejets des systèmes d'assainissement à la sensibilité des milieux récepteurs et aux enjeux en présence
ASST.COLL3	Optimiser la gestion des eaux pluviales et la connaissance de leur qualité
ASST.IND1	Mieux connaître l'impact de l'assainissement individuel sur la qualité de l'eau et des milieux
ASST.IND2	Réhabiliter les systèmes d'assainissement individuel non conformes
Enjeu AMENAG : Aménagement du territoire	
AMENAG1	Assurer les liens entre les acteurs de l'eau et de l'aménagement
AMENAG2	Renforcer la prise en compte de l'eau et des milieux aquatiques et humides dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement
AMENAG3	Adapter le développement de l'urbanisme aux possibilités réelles de l'AEP et de l'assainissement
AMENAG4	Contrôler sur le long terme la mise en place, l'entretien et le maintien des aménagements préconisés
AMENAG5	Prendre en compte le risque d'inondation dans l'aménagement du territoire
Enjeu COMM : Communication - Formation	
COMM1	Faire connaître le SAGE et les travaux de la CLE et accompagner les porteurs de projets ou d'aménagement
COMM2	Communiquer et sensibiliser sur les richesses naturelles du territoire et sur les enjeux liés à l'eau
COMM3	Mettre en avant et encourager les projets culturels, de patrimoine et touristiques autour de l'eau sur le territoire

Les enjeux et objectifs, qui ont fait l'objet d'un document validé par la CLE en mars 2018, ont permis ensuite de structurer les dispositions et règles nécessaires à inscrire dans les documents finaux constitutifs du SAGE (plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) et règlement).

Documents constitutifs du SAGE

Le SAGE est un outil stratégique de planification de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, dont l'objectif principal est la recherche d'un équilibre durable entre protection des milieux aquatiques et satisfaction des usages. Cet équilibre doit permettre l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau prévu par la DCE.

L'objectif d'un SAGE doit être d'offrir une solution adaptée aux enjeux locaux de l'eau, réellement efficace, et soutenable sur le territoire. Il doit être issu de la concertation des acteurs locaux donc consensuel, mais doit tout de même se donner certaines ambitions pour être réellement utile.

Les SAGE doivent être en compatibilité avec la réglementation en vigueur, et notamment avec :

- la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000,
- la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques n° 2006-1772 du 30 décembre 2006,
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2016-2021.



L'article L.212-5-1-II du Code de l'Environnement définit les documents constitutifs du SAGE : il s'agit du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et du règlement.

Le PAGD, Plan d'Aménagement et de Gestion Durable

Le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) fixe les objectifs, orientations et dispositions du SAGE et ses conditions de réalisation. Il est opposable aux pouvoirs publics : tout programme, projet ou décision prise par l'administration, directement ou indirectement, dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques doit être compatible avec le PAGD.

Selon l'article R.212-46 du Code de l'environnement, le PAGD comprend : une synthèse de l'état des lieux, l'exposé des principaux enjeux de la gestion de l'eau sur le bassin, la définition des objectifs généraux, l'identification des moyens de les atteindre, notamment à travers les dispositions choisies par la CLE. Plusieurs types de dispositions existent :

- des dispositions de mise en compatibilité des décisions administratives prises dans le domaine de l'eau (IOTA, ICPE, etc.) et des documents d'urbanisme (SCoT, PLU/PLUi ou cartes communales), des schémas régionaux des carrières avec le SAGE ;
- des dispositions d'action (animation, communication, travaux) ;
- des dispositions d'amélioration des connaissances (acquisition de connaissances, études) ;
- des dispositions d'orientation de gestions (conseils, recommandations, bonnes pratiques).

Le PAGD identifie les moyens matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre des dispositions et est accompagné d'un calendrier prévisionnel de leur mise en œuvre et de l'identification des maîtres d'ouvrage, financeurs et partenaires potentiels.

Le Règlement

Le règlement, accompagné de documents cartographiques, édicte les règles à appliquer pour atteindre les objectifs fixés dans le PAGD. Elles prolongent les dispositions du PAGD par une portée juridique renforcée. Le règlement est opposable aux tiers : tout mode de gestion, projet ou installation de personnes publiques ou privées doit être conforme avec le règlement.

Le contenu du règlement est encadré par l'article R.212-47 du code de l'environnement.

Dispositions et règles du SAGE Adour aval

Afin de répondre aux objectifs qu'elle s'est fixés pour le territoire du SAGE Adour aval, la CLE a décliné 103 dispositions et 5 règles, organisées au sein de 26 orientations selon 6 chapitres thématiques.

Le tableau suivant est une synthèse de l'ensemble des orientations, dispositions et règles qui constituent le PAGD. Il permet une lecture rapide de la structure du PAGD.

Axes Thématiques	Orientations	Dispositions	Règles
A - Qualité de l'eau	7	29	
B - Usages prioritaires et loisirs	5	16	3
C - Milieux naturels aquatiques et humides	5	26	2
D - Aménagement du territoire	3	13	
E - Aspects quantitatifs	3	10	
F - Axes transversaux	3	9	
Total	26	103	5



THEME	ORIENTATION		DISPOSITION	
A - QUALITE DE L'EAU	A1	Améliorer la connaissance et communiquer sur la qualité de l'eau et l'état des milieux	A1D1	Centraliser les informations de qualité des eaux superficielles et de l'état des milieux disponibles sur le territoire Adour aval et les bassins limitrophes
			A1D2	Actualiser et développer les connaissances sur la qualité de l'eau de l'Adour et de ses affluents
			A1D3	Centraliser les connaissances sur la qualité des eaux souterraines et les améliorer
			A1D4	Améliorer les connaissances sur les déchets et les gérer
			A1D5	Sensibiliser la population sur la qualité de l'eau et les déchets et les impacts des pratiques quotidiennes individuelles
	A2	Cibler les actions pour atteindre le bon état (ou bon potentiel) des masses d'eau	A2D1	Prioriser les actions pour atteindre le bon état (ou bon potentiel) des masses d'eau
			A2D2	Réaliser un bilan sur la contamination de l'estuaire par le TBT et essayer de résorber les rejets
			A2D3	Considérer les flux admissibles sur les masses d'eau du SAGE Adour aval
			A2D4	Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions des PAOT *du territoire du SAGE
	A3	Réduire la pression des activités industrielles et artisanales sur la qualité de l'eau et l'état des milieux	A3D1	Réaliser un diagnostic de la pression des petites industries et des activités artisanales sur la qualité de l'eau et sensibiliser les artisans aux bonnes pratiques
			A3D2	Adapter les rejets des industries à la sensibilité du milieu récepteur
			A3D3	Réaliser un diagnostic des réseaux d'assainissement et des rejets dans la zone industrialo-portuaire
	A4	Réduire la pression des activités portuaires sur la qualité de l'eau et l'état des milieux	A4D1	Aménager les quais et les aires techniques pour gérer les eaux avant rejets
			A4D2	Optimiser les opérations de manutention de matières depuis/vers les bateaux pour limiter les transferts vers l'eau
			A4D3	Minimiser l'impact des dragages
			A4D4	Maintenir le dialogue entre tous les acteurs locaux concernés ou intéressés par le port et sa zone industrielle
	A5	Réduire la pression des activités agricoles sur la qualité de l'eau et l'état des milieux	A5D1	Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires en zones agricoles et améliorer les pratiques d'utilisation
			A5D2	Réduire l'utilisation de produits fertilisants en zones agricoles et améliorer les pratiques d'utilisation
			A5D3	Améliorer les pratiques d'exploitation agricole pour prévenir le lessivage et l'érosion des sols agricoles
			A5D4	Accompagner l'évolution des pratiques agricoles
			A5D5	Réduire l'impact des exploitations d'élevage
	A6	Réduire la pression des systèmes d'assainissement collectif sur la qualité de l'eau	A6D1	Connaître les performances des systèmes d'assainissement collectif et la qualité des rejets des stations de traitement des eaux usées
			A6D2	Adapter les rejets de STEU à la sensibilité du milieu récepteur
			A6D3	Généraliser et renouveler régulièrement les diagnostics de réseaux d'assainissement collectif
			A6D4	Mettre aux normes les branchements privés non conformes sur les réseaux séparatifs
			A6D5	Réduire les rejets des réseaux d'assainissement vers les milieux par temps de pluie
			A6D6	Améliorer les connaissances sur la qualité des eaux pluviales rejetées vers le milieu
	A7	Mieux connaître et réduire la pression de l'assainissement non collectif sur la qualité de l'eau	A7D1	Réaliser un bilan de l'impact de l'assainissement non collectif sur la qualité de l'eau
A7D2			Mettre en conformité les systèmes d'ANC non conformes et ayant un impact sur l'environnement ou un impact sanitaire	

THEME	ORIENTATION		DISPOSITION	
B - USAGES PRIORITAIRES ET LOISIRS	B1	Maintenir/reconquérir la qualité des ressources utilisées pour la production d'eau potable	B1D1	Mettre en œuvre les prescriptions applicables dans les périmètres de protection des captages d'eau potable
			B1D2	Réaliser un bilan régulier de l'occupation des sols et des pratiques dans les périmètres de protection ou les aires d'alimentation des captages
			B1D3	Faire évoluer les productions et pratiques agricoles dans le cadre de projets stratégiques concertés, pour les rendre compatibles avec la préservation ou l'amélioration des ressources utilisées pour la production d'eau potable
			B1D4	Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires par les usagers non agricoles
			B1D5	Reconquérir la qualité de l'eau dans les captages d'Orist
			B1D6	Délimiter les zones utiles pour la sauvegarde de la ressource d'Orist
	B2	Sécuriser l'alimentation en eau potable à une échelle cohérente	B2D1	Traiter l'enjeu de l'AEP à l'échelle des bassins de vie avec les territoires limitrophes au SAGE
			B2D2	Sécuriser les réseaux d'AEP par la mise en place d'interconnexions dans une vision rationnelle et globale intégrant les enjeux du changement climatique
			B2D3	Prioriser l'alimentation en eau potable par rapport aux autres usages consommateurs d'eau
	B3	Economiser l'eau potable	B3D1	Connaître et améliorer les rendements des réseaux de distribution d'eau potable
			B3D2	Promouvoir les économies d'eau potable
	B4	Assurer une qualité d'eau suffisante pour la pratique des activités nautiques sur le littoral	B4D1	Prendre en compte sur l'Adour et ses affluents proches de l'embouchure la zone d'influence microbiologique ayant un impact prépondérant sur la qualité des eaux de baignade
			B4D2	Mettre en œuvre les plans d'actions prévus dans les profils de baignade
	B5	Limiter la pression des activités nautiques sur la qualité de l'eau et des milieux	B5D1	Aménager et optimiser l'utilisation des ports de plaisance, cales et zones de mouillage et d'amarrage collectives pour limiter les pollutions vers le milieu aquatique
			B5D2	Réaliser un bilan des zones d'amarrage et des pontons privés et des pratiques existantes
B5D3			Sensibiliser les pratiquants d'activités nautiques sur leurs impacts possibles sur la qualité de l'eau et du milieu	
C - MILIEUX NATURELS AQUATIQUES ET HUMIDES	C1	Gérer et valoriser les cours d'eau et l'estuaire	C1D1	Mettre en place des plans pluriannuels de gestion des cours d'eau à des échelles hydrographiques pertinentes
			C1D2	Gérer les cours d'eau de manière raisonnée dans un principe de respect du fonctionnement naturel
			C1D3	Aménager les bassins versants pour favoriser la qualité des milieux et leur fonctionnement naturel
			C1D4	Préserver les ripisylves et boisements humides
			C1D5	Renaturer les cours d'eau dégradés ou anthropisés
			C1D6	Gérer les fossés de manière à valoriser et préserver leur potentiel écologique
			C1D7	Valoriser l'estuaire de l'Adour et améliorer son état et son fonctionnement
	C2	Connaître, préserver et gérer les zones humides	C2D1	Partager les connaissances sur les zones humides
			C2D2	Améliorer et mettre à jour les connaissances sur les zones humides
			C2D3	Identifier les zones humides prioritaires
			C2D4	Préserver et gérer et restaurer les zones humides
			C2D5	Prévoir et dimensionner les mesures compensatoires au regard de la localisation des projets et de leurs impacts sur les zones humides
	C3	Mettre en place une gestion concertée des barthes de l'Adour	C3D1	Gérer les barthes de l'Adour et de ses affluents de manière intégrée et concertée, en tenant compte de tous les enjeux et usages
			C3D2	Régulariser la situation réglementaire des ouvrages et des plans d'eau dans les barthes
			C3D3	Mettre en place des plans pluriannuels d'entretien/restauration des ouvrages hydrauliques frontaux et à l'intérieur des barthes
			C3D4	Mettre en place des plans de gestion des ouvrages et des niveaux d'eau
			C3D5	Améliorer la continuité écologique entre l'Adour et les barthes et les potentialités écologiques des barthes
	C4	Restaurer la continuité écologique	C4D1	Traiter les ouvrages situés sur les cours d'eau classés dans la liste 2 au titre de l'article L.214-17 pour rétablir la continuité écologique
			C4D2	Améliorer la connaissance sur les ouvrages présents dans les réseaux hydrographiques
			C4D3	Porter une vigilance sur les projets d'installations pour la production d'énergie renouvelable
	C5	Préserver et valoriser la biodiversité	C5D1	Améliorer les connaissances sur les espèces exotiques envahissantes et établir des stratégies de gestion adaptées et partagées
			C5D2	Limiter la progression des espèces exotiques envahissantes
			C5D3	Informier et former les acteurs locaux sur les espèces exotiques envahissantes et leur gestion
			C5D4	Améliorer les connaissances sur les espèces remarquables et leurs habitats et les protéger
C5D5			Informier et former les acteurs locaux sur les espèces ordinaires ou remarquables et leurs habitats, et sur leur préservation	
C5D6			Connaître et suivre les interventions des gestionnaires de réseaux	

THEME	ORIENTATION		DISPOSITION		
D - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	D1	Renforcer le lien entre les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire	D1D1	Associer les acteurs de l'eau et de l'aménagement lors de l'élaboration et la mise en œuvre de leurs documents et projets respectifs	
			D1D2	Adopter une vision prospective commune et anticiper les impacts du changement climatique	
			D1D3	Rédiger un guide pour assurer la compatibilité des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement locaux avec le SAGE	
	D2	Prendre en compte durablement l'eau et ses risques dans l'aménagement du territoire	D2D1	Elaborer des schémas directeurs pour l'eau potable, l'assainissement et les eaux pluviales en cohérence avec les documents d'urbanisme locaux	
			D2D2	Prendre en compte les schémas directeurs dans les documents d'urbanisme locaux	
			D2D3	Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser l'infiltration et la rétention des eaux pluviales	
			D2D4	Réaliser, entretenir et maintenir sur le long terme les aménagements préconisés par les différents schémas directeurs et documents d'urbanisme	
			D2D5	Prendre en compte l'aléa de débordement des cours d'eau dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme et préserver les zones d'expansion de crues	
	D3	Prendre en compte durablement les milieux aquatiques et humides dans l'aménagement du territoire	D3D1	Améliorer la connaissance sur les zones humides dans les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement	
			D3D2	Prendre les dispositions utiles au sein des documents d'urbanisme pour préserver les zones humides	
			D3D3	Intégrer les éléments topographiques et paysagers utiles pour la gestion de l'eau et la biodiversité dans les documents d'urbanisme	
			D3D4	Valoriser les milieux aquatiques et humides dans les zones urbanisées et aménagées	
			D3D5	Préserver les milieux naturels des impacts liés aux déblais et déchets de chantiers et à la gestion des eaux lors d'opérations d'aménagement	
	E - ASPECTS QUANTITATIFS : PRELEVEMENTS ET RISQUES	E1	Améliorer la connaissance sur l'état quantitatif des masses d'eau et les prélèvements	E1D1	Réaliser un bilan de l'état quantitatif des eaux superficielles et souterraines et des prélèvements existants sur le périmètre du SAGE et les bassins d'influence limitrophes
				E1D2	Mettre en place des suivis quantitatifs des eaux superficielles et souterraines
E2		Promouvoir les économies d'eau	E2D1	Promouvoir les économies d'eau utilisée par les activités industrielles et artisanales	
			E2D2	Promouvoir les économies d'eau utilisée par l'activité agricole	
E3		Gérer les inondations de manière raisonnée et limiter le risque	E3D1	Centraliser et améliorer les connaissances sur les inondations et les mettre à disposition des acteurs locaux	
			E3D2	Gérer les inondations de manière raisonnée	
			E3D3	Elaborer et mettre en œuvre les stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI) des TRI côtier basque et de Dax	
			E3D4	Mettre en place des PPRI à une échelle élargie pertinente et en cohérence avec l'ensemble des outils dédiés à la gestion des inondations	
			E3D5	Gérer les ouvrages participant à la gestion des inondations, le long de l'Adour et de ses affluents, de manière adaptée et à une échelle pertinente	
			E3D6	Informers les citoyens sur les phénomènes d'inondation	
F - AXES TRANSVERSAUX		F1	Mettre en œuvre le SAGE et promouvoir la cohérence territoriale	F1D1	Animer et mettre en œuvre le SAGE
				F1D2	Consulter la CLE sur les projets du territoire
	F1D3			Centraliser et valoriser les données sur l'eau et les milieux aquatiques	
	F1D4			Mettre en cohérence les compétences, les pratiques et les actions entre les différents maîtres d'ouvrages	
	F1D5			Former les élus, techniciens et autres acteurs locaux	
	F1D6			Assurer des liens avec les SAGE limitrophes et développer des démarches inter-SAGE	
	F2	Adopter une vision prospective prenant en compte le changement climatique	F2D1	Prendre en compte le changement climatique dans une vision prospective de long terme	
			F2D2	Mettre en œuvre les pistes d'adaptation au changement climatique utiles et pertinentes pour le territoire Adour aval	
	F3	Communiquer sur les milieux aquatiques et humides et la biodiversité et sur les projets du territoire	F3D1	Communiquer sur le SAGE et les enjeux de l'eau auprès de divers publics	

THEME	ORIENTATION		REGLE	
B - USAGES PRIORITAIRES ET LOISIRS	B1	Maintenir/reconquérir la qualité des ressources utilisées pour la production d'eau potable	Règle 1	Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, interdire toute culture dans des largeurs définies le long du réseau hydrographique
			Règle 2	Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires sur une bande tampon le long du réseau hydrographique
			Règle 3	Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires dans la zone d'influence liée à l'infiltration
C - MILIEUX NATURELS AQUATIQUES ET HUMIDES	C2	Connaître, préserver et gérer les zones humides	Règle 4	Préserver les zones humides prioritaires de toute dégradation
			Règle 5	Prévoir et dimensionner les mesures compensatoires au regard de leur localisation et de l'impact des projets sur les zones humides

ARTICULATION DU SAGE AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

La hiérarchie des normes

Le rapport entre les documents de planification ou plus largement entre les « normes » au sens juridique est cadré afin d'éviter tout conflit. Une hiérarchie est introduite entre des normes dites de rang supérieur ou inférieur, les premières s'imposant aux secondes :

- la prise en compte : notion la plus souple juridiquement. Elle implique que le document de norme inférieure n'ignore pas le document de norme supérieure ;
- la compatibilité : le document de norme inférieure ne doit pas être « en contrariété » avec le document de norme supérieure ;
- la conformité : le document de norme inférieure doit être établi sans aucune marge d'appréciation par rapport à la règle, pour autant que celle-ci soit précise, concise et claire.

Ainsi, le SAGE Adour aval sera de rang inférieur par rapport à certains plans ou programmes et de rang inférieur par rapport à d'autres. Les liens entre ces documents sont analysés ci-après.

Documents en lien avec le SAGE Adour aval

Les orientations et principaux objectifs des autres programmes et plans avec lesquels le SAGE interagit sont présentés ci-après. L'analyse vise à étudier les rapports existants entre le SAGE avec les autres plans et programmes. 3 niveaux d'articulation se distinguent :

- les plans et programmes avec lesquels le SAGE doit être compatible ;
- les plans et programmes que le SAGE doit prendre en compte ;
- les plans et programmes qui devront être rendus compatibles avec le SAGE.



Les plans et programmes avec lesquels le SAGE doit être compatible

Le SDAGE Adour Garonne 2016-2021

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil de planification stratégique qui fixe la politique de l'eau à l'échelle d'un grand bassin hydrographique. Il définit les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau dans le bassin. Il a pour ambition de concilier les différents usages de l'eau avec la protection des milieux aquatiques. Il prend en compte les principaux programmes publics et définit des objectifs de gestion des milieux aquatiques, de quantité et de qualité et fixe le cadre des SAGE.

Pour le bassin Adour-Garonne, le SDAGE 2016-2021 comprend 4 grandes orientations rassemblant les dispositions à mettre en œuvre pour atteindre le bon état écologique des masses d'eau d'ici 2021 :

- la gouvernance locale,
- la réduction des pollutions,
- la gestion quantitative de la ressource en eau,
- la préservation des milieux aquatiques.

Le tableau suivant présente les liens entre les dispositions et les règles du SAGE Adour aval avec les orientations et dispositions du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021. Les dispositions du SAGE Adour aval font toutes échos à une ou plusieurs dispositions du SDAGE en les précisant selon les enjeux locaux, à l'exception de 4 d'entre elles qui correspondent à des enjeux ou sujets identifiés par la CLE mais qui ne se rapprochent pas directement d'une disposition du SDAGE :

- disposition C1D6 relative à la gestion des fossés pour valoriser leur potentiel écologique ;
- disposition C5D6 relative aux interventions des gestionnaires de grands réseaux et à leurs impacts sur les milieux ;
- disposition E3D4 évoquant la mise en place de PPRi ;
- disposition E3D5 traitant de la gestion des ouvrages participant à la gestion des inondations.

Les 99 autres dispositions du SAGE font référence à 84 dispositions du SDAGE. Elles participent à la réalisation des dispositions du SDAGE, de manière plus ou moins complète et directe selon l'ambition choisie par la CLE et adaptée au territoire Adour aval.

En particulier, 33 dispositions du SDAGE, figurées en jaune dans les tableaux suivants, évoquent les SAGE et les CLE ou les visent expressément pour leur mise en œuvre. Pour 22 de ces dispositions, les enjeux ou thématiques concernés sont effectivement intégrés dans le SAGE ce qui permet d'assurer la compatibilité du SAGE vis-à-vis du SDAGE. 11 d'entre elles n'ont pas été intégrées pour les raisons suivantes :

- territoire non concerné
 - A5 : SAGE non transfrontalière
 - A6 : pas de schémas de massifs et chartes des parcs
 - B42 : pas de débits objectifs définis sur l'estuaire de l'Adour
 - C13 : pas d'opérations de réalimentation collective sur le SAGE
 - C17 : pas de retenues hydroélectriques sur le SAGE
 - D13 : non concerné car territoire non identifié dans la disposition D12 liée et peu de plans d'eau de taille significative connus sur le périmètre du SAGE (pas de masse d'eau « plan d'eau » notamment)
 - D22 : non concerné par la définition des têtes de bassin évoquée dans le SDAGE sur ce territoire à l'embouchure de l'Adour
- enjeux traité différemment
 - C3, C4, C7 : non concerné directement par la définition de débits, territoire peu soumis à ce jour à des déficits quantitatifs avérés et chroniques ; à noter toutefois que la disposition E1D1 visant à établir un bilan quantitatif incluant au regard prospectif permettra d'apporter des bases de réflexions plus solides.
 - C10 : la disposition E1D1 vise à faire un premier bilan quantitatif global et prospectif ; la disposition E1D2 incite à la mise en place de suivis au besoin.



Orientations et dispositions du SDAGE Adour Garonne 2016-2021	Dispositions du PAGD du SAGE Adour aval
ORIENTATION A – Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE	
Optimiser l'organisation des moyens et des acteurs	
A1 Organiser les compétences à l'échelle des bassins versants pour le grand cycle de l'eau	F1D4
A2 Favoriser la bonne échelle dans l'émergence de maîtrises d'ouvrage	B2D1
A3 Faire émerger et élaborer les SAGE nécessaires d'ici 2021	F1D1
A4 Développer une approche inter-SAGE	F1D6
A5 Organiser une gestion transfrontalière	
A6 Intégrer les objectifs du SDAGE dans les schémas de massifs* et dans les chartes des parcs	
A7 Rechercher la synergie des moyens et promouvoir la contractualisation entre les acteurs sur les actions prioritaires	A2D1, A2D4
A8 Adapter les aides publiques aux secteurs de montagne	
A9 Informer et sensibiliser le public	A1D5, A3D1, A4D4, B1D4, B3D2, B5D3, C5D3, C5D5, E3D6, F3D1
A10 Former les élus, les cadres, les animateurs et les techniciens des collectivités territoriales	C5D3, C5D5, F1D5
Mieux connaître pour mieux gérer	
A11 Développer les connaissances dans le cadre du SNDE*	A1D2, A1D3, A1D4, C2D2, E1D2, E3D1
A12 Favoriser la consultation des données	A1D1, C2D1, E3D1, F1D3
A13 Développer des outils de synthèse et de diffusion de l'information sur les eaux souterraines	A1D3, E1D2, F1D3
A14 Développer la recherche et l'innovation	
A15 Améliorer les connaissances pour atténuer l'impact du changement climatique sur les ressources en eau et les milieux aquatiques	A1D2, A2D1, A3D2, A5D1, A5D2, A5D3, A6D2, B2D2, C1D2, D1D2, E1D2, E3D2, E3D3, F2D1, F2D2
A16 Etablir un plan d'adaptation au changement climatique pour le bassin	D1D2, F2D2
A17 Partager les savoirs et favoriser les transferts de connaissances scientifiques	A1D1
A18 Promouvoir la prospective territoriale	B2D2, D1D2, F2D1
A19 Intégrer des scénarios prospectifs dans les outils de gestion	F2D2
A20 Raisonner conjointement les politiques de l'eau et de l'énergie	C4D3
A21 Élaborer un tableau de bord du SDAGE et réaliser des bilans	
A22 Évaluer l'impact des politiques de l'eau	
A23 Assurer le suivi des SAGE et des contrats de rivière	A2D4, F1D1
A24 Mettre en œuvre le programme de surveillance	
A25 Favoriser les réseaux locaux de suivi de l'état des eaux et des milieux aquatiques	A1D2, A1D3, A6D1, A6D6
Développer l'analyse économique dans le SDAGE	
A26 Rassembler et structurer les données économiques	
A27 Développer et promouvoir les méthodes d'analyse économique	
A28 Intégrer l'analyse économique dans la gestion locale de l'eau	A2D1, A5D4, B1D3
A29 Évaluer le coût d'objectifs environnementaux ambitieux	
A30 Prendre en compte les bénéfices environnementaux résultant de l'obtention du bon état des eaux	
A31 Évaluer les flux économiques liés à l'eau entre les usagers	
Concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire	
A32 Consulter le plus en amont possible les structures ayant compétence dans le domaine de l'eau	D1D1, F1D2
A33 Susciter des échanges d'expériences pour favoriser une culture commune	D1D1
A34 Informer les acteurs de l'urbanisme des enjeux liés à l'eau	C2D1, D1D1, D1D3, D2D1,

	D2D2, E3D1, F1D3
A35 Définir, en 2021, un objectif de compensation de l'imperméabilisation nouvelle des sols	
A36 Améliorer l'approche de la gestion globale de l'eau dans les documents d'urbanisme et autres projets d'aménagement ou d'infrastructure	D2D3, D2D4, D2D5, D3D1, D3D2, D3D3, D3D4, D3D5
A37 Respecter les espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques dans l'utilisation des sols et la gestion des eaux de pluie	D2D3, D2D4, D2D5, D3D2, D3D3, D3D4, D3D5
A38 Prendre en compte les coûts induits liés à l'eau dans les projets d'urbanisme	
A39 Identifier les solutions et les limites éventuelles de l'assainissement et de l'alimentation en eau potable en amont des projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire	D2D1, D2D2
ORIENTATION B – Réduire les pollutions	
Agir sur les rejets en macropolluants et micropolluants	
B1 Définir, d'ici 2021, les flux admissibles* (FA)	A2D3
B2 Réduire les pollutions dues au ruissellement d'eau pluviale	A3D3, A6D3, A6D4, A6D5, A6D6
B3 Macropolluants : fixer les niveaux de rejets pour atteindre ou maintenir le bon état des eaux	A2D3, A3D1, A3D2, A6D2
B4 Promouvoir l'assainissement non collectif là où il est pertinent	A7D1, A7D2
B5 Prendre en compte les dépenses de maintenance des équipements liés aux services de l'eau	B3D1
B6 Micropolluants : fixer les niveaux de rejets pour atteindre ou maintenir le bon état des eaux	A2D2, A2D3, A3D1, A3D2, A6D2
B7 Réduire l'impact sur les milieux aquatiques des sites et sols pollués, y compris les sites orphelins	
B8 Connaître et limiter l'impact des substances d'origine médicamenteuse et hormonale, des nouveaux polluants émergents* et des biocides*	A1D1
Réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée	
B9 Renforcer la connaissance et l'accès à l'information	
B10 Valoriser les résultats de la recherche	
B11 Communiquer sur la qualité des milieux et la stratégie de prévention	
B12 Renforcer le suivi des phytosanitaires dans le milieu marin	
B13 Accompagner les programmes de sensibilisation	A5D1, A5D2, B1D5
B14 Réduire et améliorer l'utilisation d'intrants	A5D1, A5D2
B15 Prendre en compte les enjeux locaux dans l'adaptation du renforcement du programme national au sein des programmes d'action régionaux	
B16 Améliorer les pratiques et réduire l'usage des produits phytosanitaires	A5D1, B1D5 + règles 2 et 3
B17 Adopter des démarches d'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires en zone non agricole et préparer la transition vers l'interdiction d'utilisation de ces produits dans les espaces publics	B1D4 + règles 2 et 3
B18 Valoriser les effluents d'élevage	A5D5
B19 Limiter le transfert d'éléments polluants	A5D3, B1D5, C1D2, C1D3, D2D3, D3D2, D3D3, E3D2 + règle 1
B20 Utiliser des filières pérennes de récupération des produits phytosanitaires non utilisables et des emballages vides	
B21 Cibler les interventions publiques sur les enjeux prioritaires de la lutte contre les pollutions diffuses agricoles et contre l'érosion	A5D4, B1D3, B1D5
B22 Améliorer la protection rapprochée des milieux aquatiques	C1D4
B23 Mettre en œuvre des pratiques agricoles respectueuses de la qualité des eaux grâce à des clauses environnementales	A5D4, B1D3, B1D5 + règles 1, 2 et 3
Préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau	
B24 Préserver les ressources stratégiques pour le futur*(ZPF)	B1D1, B1D2, B1D5, B1D6, B2D3 + règles 1, 2 et 3
B25 Protéger les ressources alimentant les captages les plus menacés	B1D1, B1D2, B1D5, B1D6, B2D3 + règles 1, 2 et 3
B26 Rationaliser l'approvisionnement et la distribution de l'eau potable	B2D2
B27 Surveiller la présence de substances cancérigènes mutagènes et reprotoxiques (CMR*) et de résidus médicamenteux dans les eaux brutes et distribuées	

B28 Maitriser l'impact de la géothermie sur la qualité de l'eau	
B29 Réhabiliter les forages mettant en communication les eaux souterraines	
B30 Maintenir et restaurer la qualité des eaux de baignade, dans un cadre concerté à l'échelle des bassins versants	B4D1, B4D2
B31 Limiter les risques sanitaires encourus par les pratiquants de loisirs nautiques et de pêche à pied littorale	B4D2
B32 Inciter les usagers des zones de navigation de loisir et des ports de plaisance en eau douce à réduire leur pollution	B5D1, B5D2, B5D3
B33 Assurer la qualité des eaux minérales naturelles utilisées pour le thermalisme	
B34 Diagnostiquer et prévenir le développement des cyanobactéries	
Sur le littoral, préserver et reconquérir la qualité des eaux des estuaires et des lacs naturels	
B35 Assurer la compatibilité entre le Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) et le SDAGE	
B36 Sécuriser la pratique de la baignade	B4D1, B4D2
B37 Préserver et améliorer la qualité des eaux dans les zones conchylicoles	
B38 Restaurer la qualité ichtyologique* du littoral	C1D7
B39 Réduire l'impact de la plaisance et du motonautisme	B5D1, B5D2, B5D3
B40 Maitriser l'impact des activités portuaires et des industries nautiques	A3D3, A4D1, A4D2, A4D3
B41 Améliorer la connaissance des écosystèmes lacustres estuariens et côtiers	
B42 Prendre en compte les besoins en eaux douces des estuaires pour respecter les exigences de la vie biologique	
B43 Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux et les habitats diversifiés qu'ils comprennent	C1D7
ORIENTATION C – Améliorer la gestion quantitative	
Mieux connaître et faire connaître pour mieux gérer	
C1 Connaître le fonctionnement des nappes et des cours d'eau	E1D1, E1D2
C2 Connaître les prélèvements réels	E1D1
Gérer durablement la ressource en eau en intégrant le changement climatique	
C3 Définir les débits de référence	
C4 Réviser les débits de référence	
C5 Définir les bassins versants en déséquilibre quantitatif	
C6 Réviser les zones de répartition* des eaux	
C7 Mobiliser les outils concertés de planification et de contractualisation	
C8 Etablir un bilan de la mise en œuvre de la réforme des volumes prélevables	
C9 Gérer collectivement les prélèvements	
C10 Restaurer l'équilibre quantitatif des masses d'eau souterraines	
C11 Limiter les risques d'intrusion saline et de dénoyage*	
C12 Maitriser l'impact de la géothermie sur le plan quantitatif	
C13 Prioriser les financements publics et généraliser la tarification incitative	
C14 Généraliser l'utilisation rationnelle et économe de l'eau et quantifier les économies d'eau	E2D1, E2D2
C15 Améliorer la gestion quantitative des services d'eau potable et limiter l'impact de leurs prélèvements.	B2D2, B3D1, B3D2
C16 Optimiser les réserves hydroélectriques ou dédiées aux autres usages	
C17 Solliciter les retenues hydroélectriques	
C18 Créer de nouvelles réserves d'eau	
C19 Anticiper les situations de crise	
Gérer la crise	
C20 Gérer la crise	
C21 Suivre les milieux aquatiques en période d'étiage	
ORIENTATION D – Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques	
Réduire l'impact des aménagements et des activités sur les milieux aquatiques	
D1 Equilibrer le développement de la production hydroélectrique et la préservation des milieux aquatiques	C4D3
D2 Concilier l'exploitation des concessions hydroélectriques et les objectifs environnementaux des bassins versants	

D3 Communiquer sur les bilans écologiques du fonctionnement des centrales nucléaires	
Diagnostiquer et réduire l'impact des éclusées et variations artificielles des débits.	
D5 Fixation, réévaluation et ajustement du débit minimal* en aval des ouvrages	
D6 Analyser les régimes hydrologiques à l'échelle du bassin et actualiser les règlements d'eau	
D7 Préparer les vidanges en concertation	
D8 Améliorer les connaissances des cours d'eau à déficit sédimentaire	
D9 Améliorer la gestion du stockage des matériaux dans les retenues pour favoriser le transport naturel des sédiments des cours d'eau	
D10 Intégrer la préservation de la ressource en eau dans les schémas régionaux des carrières	
D11 Limiter les incidences de la navigation et des activités nautiques en milieu fluvial et estuarien	A4D3
D12 Identifier les territoires impactés par une forte densité de petits plans d'eau	
D13 Connaître et gérer les plans d'eau existants en vue d'améliorer l'état des milieux aquatiques	
D14 Préserver les milieux à forts enjeux environnementaux de l'impact de la création de plan d'eau :	
D15 Eviter et réduire les impacts des nouveaux plans d'eau	C3D2
Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau, la continuité écologique et le littoral	
D16 Établir et mettre en œuvre les plans de gestion des cours d'eau à l'échelle des bassins versants	C1D1, C1D2, C1D5
D17 Mettre en cohérence les autorisations administratives relatives aux travaux en cours d'eau et sur le trait de côte, et les aides publiques	
D18 Gérer et réguler les espèces envahissantes	C5D1, C5D2, C5D3
D19 Gérer les déchets flottants* et valoriser les bois flottants	A1D4
D20 Mettre en œuvre les mesures nécessaires à la restauration de la continuité écologique	C3D3, C3D4, C3D5, C4D1, C4D2
D21 Améliorer la connaissance et la compréhension du fonctionnement des têtes de bassins	
D22 Renforcer la préservation et la restauration des têtes de bassins et des « chevelus hydrographiques »	
D23 Prendre en compte les plans départementaux de gestion piscicole et les plans de gestion des poissons migrateurs	C1D2, C5D4
D24 Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce en cohérence avec les objectifs de préservation des milieux définis par le SDAGE	
D25 Concilier les programmes de restauration piscicole et les enjeux sanitaires	
Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau	
D26 Définir des milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux	C2D2
D27 Préserver les milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux	C2D3, C2D4, C2D5, C3D3, C3D4 + règles 4 et 5
D28 Initier des programmes de gestion ou de restauration des milieux aquatiques et humides à forts enjeux environnementaux	C2D4
D29 Préserver les zones majeures de reproduction de certaines espèces	
D30 Adapter la gestion des milieux et des espèces	C3D3, C3D4
D31 Identifier les axes à grands migrateurs amphihalins	C3D5, C4D1, C4D2, C5D4
D32 Mettre en œuvre les programmes de restauration et mesures de gestion des poissons migrateurs amphihalins	
D33 Pour les migrateurs amphihalins, préserver et restaurer la continuité écologique et interdire la construction de tout nouvel obstacle	C3D1, C3D3, C3D4, C4D1, C4D2
D34 Préserver et restaurer les zones de reproduction des espèces amphihalines	C3D5, C5D4
D35 Favoriser la lutte contre le braconnage et adapter la gestion halieutique en milieu continental, estuarien et littoral	
D36 Mettre en œuvre le plan national de restauration de l'esturgeon européen sur les bassins de la Garonne et de la Dordogne	
D37 Préserver les habitats de l'esturgeon européen	
D38 Cartographier les milieux humides	C2D1, C2D2, D3D1
D39 Sensibiliser et informer sur les fonctions des zones humides	F3D1
D40 Éviter, réduire ou, à défaut, compenser l'atteinte aux fonctions des zones humides	C2D5 + règle 5
D41 Évaluer la politique « zones humides »	
D42 Organiser et mettre en œuvre une politique de gestion, de préservation et de restauration des zones humides	C2D4, C3D1, C3D3, C3D4 + règles 4 et 5
D43 Instruire les demandes sur les zones humides en cohérence avec les protections réglementaires	C2D1, C2D5, D3D2 + règle 4

D44 Préserver les espèces des milieux aquatiques et humides remarquables menacées et quasi-menacées de disparition du bassin	C5D4
D45 Intégrer les mesures de préservation des espèces et leurs habitats dans les documents de planification et mettre en œuvre des mesures réglementaires de protection	D3D3, D3D4
D46 Sensibiliser les acteurs et le public	C5D5
D47 Renforcer la vigilance pour certaines espèces particulièrement sensibles sur le bassin	C5D4
Réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation	
D48 Mettre en œuvre les principes du ralentissement dynamique	C1D3, D2D3, D2D5, E3D2
D49 Évaluer les impacts cumulés et les mesures de compensation des projets sur le fonctionnement des bassins versants	
D50 Adapter les projets d'aménagement	D2D5
D51 Adapter les dispositifs aux enjeux	D2D5, E3D2

En conclusion, les dispositions et les règles du SAGE Adour aval s'inscrivent pleinement dans les 4 orientations stratégiques du SDAGE Adour Garonne 2016-2021 et sont quasiment toutes en lien avec des dispositions du SDAGE. Globalement, l'ensemble du PAGD et du règlement est en cohérence avec les dispositions du SDAGE. La constitution du PAGD et du règlement reflète une bonne intégration du document supérieur tout au long de son élaboration.

Le SAGE Adour aval est compatible avec les orientations et les dispositions du SDAGE Adour Garonne 2016-2021.

Le PGRI Adour-Garonne 2016-2021

Le Plan de Gestion du Risque d'Inondation est un outil de planification stratégique de la gestion du risque d'inondation. Il fixe 6 grands objectifs, portés à l'échelle du bassin hydrographique Adour-Garonne, détaillés dans le tableau ci-dessous.

Le PGRI se situe au même niveau hiérarchique que le SDAGE, ces deux documents ayant été élaborés simultanément et dans un souci de complémentarité. Il s'impose au SAGE qui doit lui être compatible.

A noter que SDAGE et PGRI sont élaborés pour des cycles communs de 6 ans. Les consultations des partenaires et du public menées pour chacun des documents sont faites simultanément ce qui permet d'assurer la cohérence et la complémentarité de leurs contenus respectifs. Les deux documents contiennent des dispositions communes.

Le SAGE Adour aval consacre une orientation spécifique (E3) à la gestion des inondations et à la réduction du risque, déclinée en 6 dispositions. De plus, les orientations concernant l'aménagement du territoire ou les pratiques sur les bassins versants et celles visant la prise en compte du changement climatique comportent des dispositions qui, directement ou indirectement, participent elles aussi à l'atteinte des objectifs du PGRI.

Objectifs du PGRI 2016-2021	Dispositions du SAGE Adour aval
1- Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions permettant la mise en œuvre des objectifs ci-dessous :	F2D1, F2D2, E3D2, E3D3, E3D4
2- Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation en mobilisant tous les acteurs concernés	E3D1, E3D3, E3D6
3- Améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés	E3D6
4- Aménager durablement les territoires par une meilleure prise en compte des risques d'inondation dans le but de réduire leur vulnérabilité	A5D3, C1D2, C1D3, C3D1, D2D1, D2D3, F2D2
5- Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements	C1D2, C1D3, C3D1, D2D5
6- Améliorer la gestion des ouvrages de protection	E3D5

Tableau 4: Correspondance entre les dispositions du SAGE Adour aval et les objectifs du PGRI Adour Garonne 2016-2021

15 dispositions du SAGE Adour aval font écho à la stratégie et aux objectifs du PGRI Adour-Garonne 2016-2021 et vont contribuer à leur réalisation sur le périmètre du SAGE.

Le SAGE Adour aval est compatible avec le PGRI Adour-Garonne 2016-2021.



Programmes et documents qui doivent être pris en compte par le SAGE Adour aval

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE 3) Nouvelle Aquitaine

L'article L.1311-7 du code de la santé publique prévoit que le plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement soit décliné au niveau régional sous forme de plans régionaux "santé environnement" (PRSE). Ces plans ont pour objectif la territorialisation des politiques définies dans les domaines de la santé et de l'environnement.

En Région Nouvelle-Aquitaine, le PRSE 3 est en vigueur. Porté conjointement par l'État, la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine, le PRSE 3 décline de manière opérationnelle les actions du plan national santé environnement. Il prend en compte les spécificités locales et promeut des actions propres aux territoires. Il a été adopté le 11 juillet 2017 pour une durée de 4 ans. Celui-ci vise à promouvoir un environnement favorable à la santé des citoyens en identifiant et en prévenant les pathologies en lien avéré ou suspecté avec l'environnement. Il définit des politiques d'intervention ainsi que des campagnes de formation et de communication. Il favorise la recherche et les actions au plus près des territoires pour réduire les expositions de la population. Le PRSE 3 a défini cinq grands objectifs stratégiques (OS) dont 2 sont directement pris en compte par le SAGE Adour aval, figurés ci-dessous.

OS1 - agir sur les pesticides et les risques émergents ou qui progressent

OS2 - promouvoir un environnement favorable à la santé et adapté aux caractéristiques du territoire

OS3 - améliorer la qualité de l'eau potable et l'accès à une alimentation saine et durable

OS4 - protéger la santé des femmes, des jeunes enfants et des adolescents

OS5 - permettre à chacun d'être acteur de sa santé

Actions définies dans le PRSE 3 Nouvelle Aquitaine	Disposition du SAGE Adour Aval
OS1 → Fiche Action 2 : Mettre en place une stratégie de réduction des expositions aux pesticides → Mesure 2 : Accompagner les initiatives locales visant à la réduction des expositions de la population aux pesticides agricoles	A5D1, A5D2, A5D4, règles 1, 2 et 3
OS3 → Fiche Action 11 : Agir sur la ressource en amont pour améliorer la qualité et la fiabilité de l'eau potable → Mesure 1 : Favoriser la mise en œuvre des démarches et actions pour protéger les captages prioritaires par rapport aux pollutions diffuses	B1D1, B1D2, B1D3, B1D4, règles 1, 2 et 3
OS3 → Fiche Action 11 : Agir sur la ressource en amont pour améliorer la qualité et la fiabilité de l'eau potable → Mesure 2 : Accompagner les collectivités dans la mise en œuvre de la protection des captages contre les pollutions	B1D1, B1D2, B1D3, B1D4
OS3 → Fiche Action 11 : Agir sur la ressource en amont pour améliorer la qualité et la fiabilité de l'eau potable → Mesure 3 : Conduire des actions d'amélioration de la connaissance et de la recherche appliquée sur la qualité de la ressource	A1D1, A1D2, A1D3

Le SAGE Adour aval prend en compte les objectifs du PRSE 3 Nouvelle Aquitaine sur les champs d'actions qu'il peut légitimement et réglementairement aborder.



Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires Nouvelle Aquitaine (SRADDET)

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), en application de la loi sur la NOTRe du 7 août 2015, doit se substituer à plusieurs schémas régionaux sectoriels dont le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et le schéma régional climat air énergie (SRCAE).

Le SRADDET traitera 11 domaines² pour lesquels figure une volonté de proposer des objectifs relatifs au climat, à l'air et à l'énergie portant notamment sur la limitation des gaz à effet de serre (GES), à la lutte contre la pollution atmosphérique, la consommation d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Il inclut une thématique dédiée à la protection de la biodiversité, au sein de laquelle la gestion de l'eau sera abordée.

Élaboré sous la responsabilité du Conseil Régional, la délibération d'adoption du SRADDET est prévue pour décembre 2019, date à laquelle les schémas sectoriels encore en vigueur, dont les SRCAE, deviendront caducs. L'exercice d'analyse de la prise en compte du futur SRADDET par le SAGE Adour aval, présenté ci-après, est fait sur la base d'objectifs prévisionnels discutés au moment de l'élaboration du SAGE ; ces objectifs sont susceptibles d'évoluer d'ici à la validation du SRADDET, mais ils permettent tout de même d'envisager la portée et l'ambition qui seront contenues dans ce futur schéma.

Ainsi, en juillet 2018, une proposition de SRADDET a été travaillée autour de 5 axes thématiques :

- 1- Transport et énergie
- 2- Climat, air, énergie
- 3- Biodiversité et déchets
- 4- Aménagement durable
- 5- Solidarité et gouvernance

Proposition de règles relative à l'axe thématique Biodiversité et déchets (3) du SRADDET ³	Disposition du SAGE Adour aval
3A - Les projets d'aménagement et les activités incompatibles avec la préservation des fonctionnalités écologiques (infrastructures, imperméabilisation,...) sont à éviter dans les réservoirs de biodiversité	F3D1, D3D1, D3D2, D2D3, D1D3, D1D1,
3B - Toute imperméabilisation d'une surface végétalisée dans les zones urbaines devra être compensée par une surface équivalente végétalisée	D2D3, C2D4, C2D5
3B1 - La préservation de la nature en ville et des continuités écologiques doit être recherchée par la définition d'un coefficient de biotope, pouvant être sectorisé et adapté aux enjeux	
3C - La biodiversité dans son ensemble (besoins des espèces et fonctionnalité des écosystèmes) est à intégrer dans les projets de création et de réhabilitation d'aménagements urbains et d'infrastructures	D1D1, D1D2, D1D3, D2D1, D2D2, D2D3, D2D4, D2D5, D3D1, D3D2, D3D3, D3D4, D3D5

Le projet de SAGE a pour ambition d'améliorer la prise en compte et la protection de l'eau et des milieux aquatiques et humides dans l'aménagement du territoire. Ainsi, le SAGE Adour aval, à travers ses orientations D1, D2, D3, C2 et F3, participe à protéger les espaces naturels et leurs

² Égalité des territoires, implantation d'infrastructures, désenclavement des territoires ruraux, l'habitat, gestion du foncier, transport, maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le réchauffement climatique, pollution de l'air, protection et restauration de la biodiversité, gestion des déchets, numérique.

³ Ces objectifs sont issus de la restitution de juillet 2018 sur la mise en place de règles du SRADDET. Il est possible, au regard des différentes phases d'élaboration qu'il reste à venir, que les objectifs qui ont fait l'objet de l'analyse avec le SAGE Adour aval aient évolués après l'approbation du SAGE.



fonctionnalités, le fonctionnement naturel des sols, à lutter contre l'imperméabilisation des sols et à intégrer le maintien de la biodiversité dans l'ensemble des projets d'aménagement urbain.

Le SAGE Adour aval est cohérent avec les orientations prévisionnelles du SRADDET Nouvelle Aquitaine.

Schéma Régional Climat, Air, Energie de la Région Nouvelle Aquitaine (SRCAE)

En application du décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie pris pour application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, le SRCAE de la Région Nouvelle Aquitaine a été défini en 2012. Il fixe les grandes orientations et objectifs en matière de lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables terrestres et d'amélioration de la qualité de l'air. Cette stratégie vise une division par 4 des émissions de GES d'ici 2050, par rapport à celles enregistrées en 1990.

Le SRCAE pose 5 objectifs stratégiques :

- Sensibiliser et disséminer une culture énergie climat pour une prise de conscience généralisée des enjeux ;
- Approfondir les connaissances des acteurs du territoire, préalable à une définition adaptée des actions ;
- Construire un cadre de gouvernance, préalable à une démarche partagée et partenariale ;
- Développer des outils financiers et juridiques pour réussir le changement d'échelle ;
- Déployer de manière généralisée les actions air énergie climat sur le territoire Aquitain.

Ces objectifs sont déclinés en 32 orientations définies dans les différents secteurs concernés : bâtiment, industrie, agriculture et forêt, transport, énergie et réseaux, adaptation. Ces orientations portent majoritairement sur des enjeux énergie et qualité de l'air. Toutefois, l'accent mis sur le changement climatique trouve un écho dans le SAGE Adour aval qui compte une orientation dédiée, promouvant l'adoption d'une vision prospective de long terme prenant en compte le changement climatique. De plus, le SAGE met l'accent sur l'enjeu de l'adaptation au changement climatique par les activités et usages et pour la résilience des milieux. Pour les secteurs industriels et agricoles traités dans le SRCAE, les dispositions du SAGE incitant ces activités à prendre en compte le changement climatique permet d'appuyer certaines orientations du SRCAE et notamment :

Orientations du SRCAE	Dispositions du SAGE Adour Aval
I-OR1 : Développer la sensibilisation, l'information et la formation auprès des acteurs industriels sur les enjeux qualité de l'air, énergie et climat	A3D2
A-OR1 : Sensibiliser, former, diffuser les bonnes pratiques agricoles permettant de limiter les consommations d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, de polluants atmosphérique et de s'adapter au changement climatique	A5D1, A5D2, A5D3
A-OR3 : Valoriser l'agronomie et faire évoluer les pratiques culturales vers davantage d'efficacité en terme d'énergie, d'émissions, tout en intégrant l'enjeu de l'adaptation au changement climatique	A5D1, A5D2, A5D3
Ad-OR1 : Développer et diffuser la connaissance des vulnérabilités par thématique, par territoire et à différentes échelles temporelles (2020-2050-2080)	F2D1, F2D2
Ad-OR3 : Connaître les vulnérabilités régionales et développer des stratégies d'adaptation dans les politiques locales et leurs documents associés	F2D1, F2D2



Le SAGE Adour aval est cohérent avec les orientations du SRCAE Nouvelle Aquitaine.

Documents d'objectifs (DOCOB) des sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Ce réseau mis en place en application de la Directive "Oiseaux" de 1979 et de la Directive "Habitats" de 1992 vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe.

L'objectif de Natura 2000 est de concilier préservation de la nature et préoccupations socio-économiques. Il vise ainsi à « maintenir la biodiversité des milieux en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales qui s'y attachent ». Sur le périmètre du SAGE, il existe 5 sites Natura 2000⁴ dont 3 possèdent des documents d'objectifs (DOCOB) validés et en cours de mise en œuvre.

Le DOCOB du site Natura 2000 l'Adour présente un programme de mesures contractuelles définies autour de 6 axes thématiques :

- 1- Mesures relatives à des espèces cibles (ESP) ;
- 2- Mesures relatives aux milieux aquatiques et rivulaires (EAU) ;
- 3- Mesures relatives aux milieux ouverts et bocagers (OUV) ;
- 4- Mesures relatives à l'aménagement (CTR) ;
- 5- Mesures relatives aux milieux forestiers (FOR) ;
- 6- Mesures relatives aux études et inventaires (INV).

Le DOCOB du site Natura 2000 des Barthes de l'Adour (ZPS) présente un programme de mesures contractuelles définies autour de 5 objectifs :

- ODD 1- Conservation des zones d'alimentation de l'avifaune ;
- ODD 2- Conservation des zones de reproduction ;
- ODD 3- Maintien ou amélioration des continuités écologiques ;
- ODD 4- Améliorer les conditions d'installation des espèces d'intérêt patrimonial ;
- ODD 5- Assurer l'animation et développer la connaissance du site.

Le DOCOB du site Natura 2000 des Barthes de l'Adour (ZSC) met en avant 20 objectifs opérationnels définis dans 7 grands enjeux de conservation :

- 1- Préserver le contexte hydrodynamique et une qualité de l'eau favorable à la faune et à la flore ;
- 2- Maintenir la mosaïque d'habitats qui compose les Barthes de l'Adour ;
- 3- Maintenir et améliorer les continuités biologiques ;
- 4- Conserver et favoriser les habitats et espèces d'intérêt communautaire renforcer la biodiversité ;
- 5- Lutte contre les espèces invasives au regard de la préservation des espèces et des habitats d'intérêt communautaire ;
- 6- Améliorer les connaissances et développer des outils de suivi ;
- 7- Mettre en place une gestion coordonnée et raisonnée du site des Barthes.

Le chapitre « milieux naturels aquatiques et humides » du SAGE regroupe 5 orientations déclinées en 24 dispositions pour assurer le maintien et la valorisation de la biodiversité, la sauvegarde des zones humides, le bon fonctionnement naturel des cours d'eau et le respect de la continuité écologique, tant sédimentaire que biologique. Le contenu du SAGE Adour aval est cohérent avec les ambitions portées par les 3 documents d'objectifs en vigueur.

Le SAGE Adour aval est cohérent avec les objectifs des 3 DOCOB mis en œuvre sur le territoire.

⁴ ZPS Barthes de l'Adour, ZCS Barthes de l'Adour, ZSC Adour, ZSC Ardanavy et ZSC Joyeuse



Plan de Gestion des Poissons Migrateurs (PLAGEPOMI)

La gestion des poissons migrateurs s'organise à l'échelle de grands bassins hydrographiques depuis le décret n° 94-157 du 16 février 1994. Un Comité de Gestion des Poissons Migrateurs (COGEPOMI) est ainsi créé pour chaque bassin, et établit un Plan de Gestion de Poissons Migrateurs (PLAGEPOMI) sur le territoire pour une période de 5 ans. Le PLAGEPOMI en cours d'exercice sur le périmètre du SAGE Adour aval (2015-2019) définit 4 objectifs dont un est pris en compte dans le SAGE.

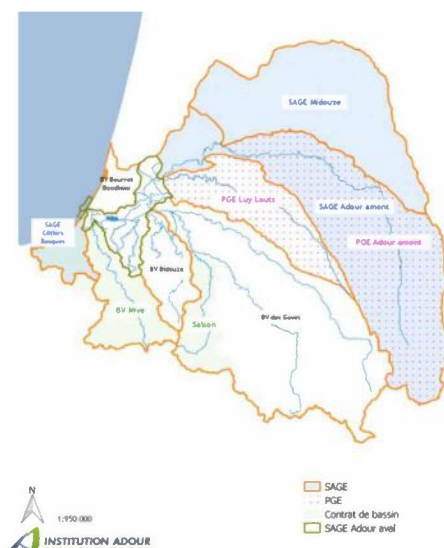
- 1- Connaître, préserver et restaurer les habitats et les continuités écologiques ;
- 2- Acquérir/utiliser les connaissances nécessaires à la gestion ;
- 3- Restaurer les populations ou soutenir les effectifs, par des repeuplements ou des transferts d'individus ;
- 4- Encadrer l'exploitation durable des espèces.

La gestion des cours d'eau et la restauration de la continuité écologique est un enjeu fort auquel le SAGE répond par de nombreuses dispositions qui vont directement dans le sens du PLAGEPOMI.

Le SAGE répond à certains objectifs du PLAGEPOMI 2015-2019 et est donc cohérent avec ce document.

Plans limitrophes de gestion de l'eau

Le SAGE Adour aval est limitrophe de plusieurs SAGE et autres outils de gestion et de planification des eaux. Au sud du périmètre, dans la partie littorale, un SAGE est en cours de mise en œuvre au niveau du bassin versant des côtières basques. La Nive, affluent de l'Adour se jetant dans la partie estuarienne, a fait l'objet par le passé de plusieurs cycles de contrats de rivière ou de bassin. Plus en amont, le SAGE Adour aval est jointif du SAGE Adour amont et du PGE Luy louts. Une dynamique inter-SAGE est déjà engagée par l'Institution Adour qui porte, en plus des SAGE Adour amont et aval, le SAGE Midouze. Les cellules d'animation de tous ces SAGE mettent en place un cadre de concertation visant l'optimisation des moyens mobilisés et la cohérence des programmes à une échelle élargie. Pour renforcer la concertation, le SAGE Adour aval, dans sa disposition F1D6, met l'accent sur la nécessité d'établir/maintenir des liens avec les SAGE limitrophes et de mener des démarches inter-SAGE.



Le SAGE prend en compte l'existence des SAGE limitrophes et vise la cohérence inter-SAGE.



Programme d'Actions Régional Nitrates

En application de la directive Nitrates n°91/676 de décembre 1991, la délimitation actuelle des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Adour-Garonne a été définie par arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin du 21 décembre 2018. Les zones vulnérables identifiées font l'objet d'un programme visant à protéger les eaux contre les pollutions azotées. Le 12 juillet 2018, à l'issue de près d'une année de concertation et de consultations, le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine a signé le 6ème programme d'actions régional (PAR). Ce programme, entré en application le 1^{er} septembre 2018, soumet les exploitations agricoles concernées au strict respect des mesures du programme.

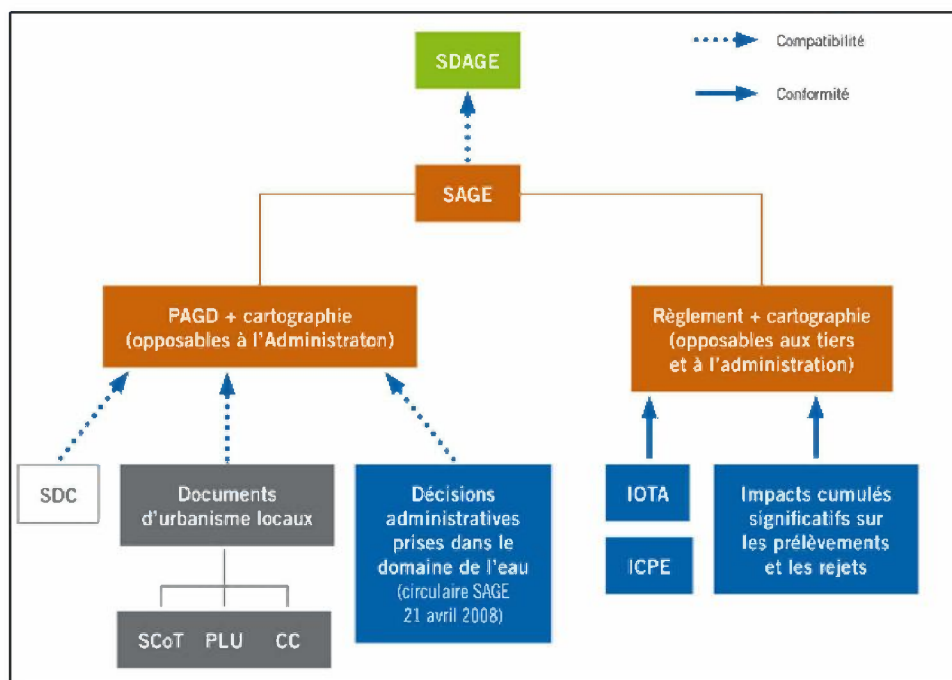
Le périmètre du SAGE Adour aval n'est pas concerné par le zonage actuellement en vigueur ; le SAGE n'a donc pas à prendre en compte le PAR.

Il est toutefois intéressant de noter que l'orientation A5 du SAGE Adour Aval incite à la réduction des pressions de l'agriculture sur la ressource en eau et les milieux, et notamment et entre autre par une réduction et une meilleure utilisation des composés azotés et une meilleure gestion de la ripisylve en bordure des cours d'eau.

Le SAGE n'est pas concerné par la zone vulnérable aux pollutions diffuses par les nitrates d'origine agricole.



Documents qui devront être compatibles ou rendus compatibles avec le SAGE



Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT)

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) ont remplacé les schémas directeurs depuis la loi « Solidarité et Renouveau Urbains » (SRU) du 13 décembre 2000. Le SCOT est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale, à l'échelle d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine, dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Le SCOT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial ou encore d'environnement. Il en assure la cohérence, tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux : plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi), programmes locaux de l'habitat (PLH), plans de déplacements urbains (PDU), et des PLU ou des cartes communales établis au niveau communal.

4 SCOT sont en vigueur sur le périmètre du SAGE :

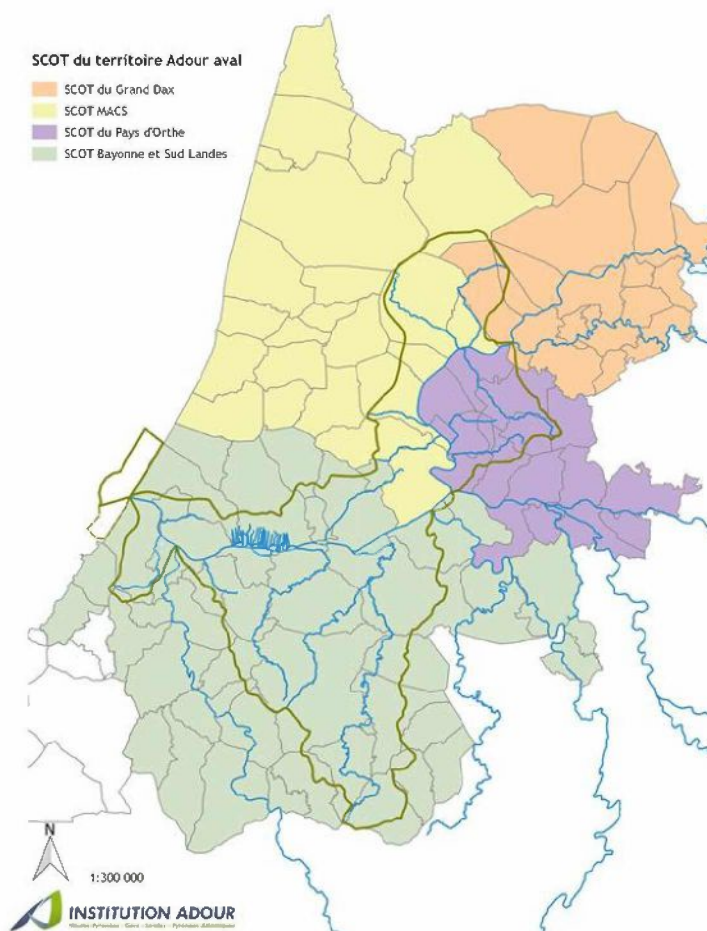
- SCOT de l'agglomération de Bayonne et du sud des Landes, qui sera remplacé, à termes, par le SCOT Pays Basque et Seignanx en cours d'élaboration ;
- SCOT Maremne Adour Côte Sud ;
- SCOT de l'agglomération du Grand Dax ;
- SCOT du Pays d'Orthe.

Comme le mentionne l'article L.131-1 du code de l'urbanisme, les 4 SCOT devront être rendus compatibles avec le SAGE Adour aval dans un délai de 3 ans après son approbation.

Les orientations D1, D2 et D3 du SAGE proposent la mise en œuvre de 13 dispositions consacrées directement à la prise en compte de l'eau, des risques et des milieux aquatiques et humides dans l'aménagement du territoire de manière générale et les documents d'urbanisme locaux en particulier. De plus, des liens existent vers d'autres dispositions du document qui concernent donc également les SCOT pour l'exercice de la compatibilité.

Les SCOT devront être rendus compatibles avec le SAGE conformément à la réglementation.





Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)

Le PLU(i) est un document de planification opérationnelle et de réglementation de l'urbanisme au niveau (inter)communal. La compatibilité des PLU(i) et des cartes communales directement avec le SAGE ne s'applique qu'en absence de SCOT. Le périmètre du SAGE Adour aval est entièrement couvert par des SCOT.

Plan de Prévention du Risque d'Inondations (PPRi)

La gestion du risque d'inondation au niveau local peut être traitée dans un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRi). Il existe 16 PPRi communaux sur le périmètre du SAGE Adour aval⁵. Le PPRi est un outil de réglementation de l'urbanisation vis-à-vis du risque d'inondation, qui définit des zonages selon les risques et les règles d'urbanisation qui y sont associées.

Le document d'urbanisme et le PPRi sont applicables simultanément et de plein droit sur le territoire communal.

Le SAGE est opposable aux PPRi qui doivent lui être compatibles.

⁵ Bayonne, Tarnos, Saint-Martin-de-Seignax, Saint-Barthélémy, Saint-Laurent-de-Gosse, Sainte-Marie-de-Gosse, Mouguerre, Saint-Pierre-d'Irube, Lahonce, Urcuit, Urt, Bardos, Guiche, Sames, Angoumé et Rivière-Saas-et-Gourby.



L'orientation E3 « gérer les inondations de manière raisonnée et limiter le risque », prévoit la mise en place de la disposition E3D4 « mettre en place des PPRI à une échelle élargie pertinente et en cohérence avec l'ensemble des outils dédiés à la gestion des inondations ».

Les éventuels nouveaux PPRI devront être compatibles avec le SAGE Adour aval.

Schéma départemental de gestion des carrières

Les Schémas Départementaux des Carrières (SDC) ont pour objectif de définir les conditions générales d'implantation des carrières en tenant compte de l'intérêt économique, des ressources et des besoins en matériaux des départements et de la protection des milieux naturels, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières.

Les SDC en Nouvelle-Aquitaine est en cours d'élaboration et doit être approuvé au plus tard le 1er janvier 2020. Une fois en vigueur, le SDC régional remplacera les 2 SDC actuellement en cours sur les deux départements concernés par le SAGE.

- SDC pyrénéens atlantique : 12 avril 2002
- SDC landes : 18 février 2003

Décisions administratives prises dans le domaine de l'eau

Lorsque le SAGE sera approuvé par le Préfet responsable, les décisions administratives prises dans le domaine de l'eau devront être compatibles avec le PAGD. De plus, ces décisions ainsi que les IOTA ou ICPE devront être conformes au règlement.



Chapitre 2 : Etat des lieux environnemental, tendances et scénarios de l'application du SAGE

Article R.122-20 du code de l'environnement :

Le rapport environnemental comprend :

« Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés. »



PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU BASSIN VERSANT ADOUR AVAL

Périmètre du SAGE et couverture administrative

Le périmètre du SAGE Adour aval a été délimité par les Préfets des Landes et des Pyrénées-Atlantiques par un arrêté interdépartemental daté du 26 mars 2015. Il correspond au bassin versant de l'Adour à partir de sa confluence avec les Luys au niveau des communes de Siest et Rivière-Saas-et-Gourby dans les Landes, à l'aval de Dax, jusqu'à son embouchure vers l'océan Atlantique. Les affluents pris en compte dans le périmètre du SAGE sont de nombreux petits cours d'eau en rive droite, et principalement le Lespontès, l'Aran et l'Arday en rive gauche. La surface du territoire du SAGE Adour aval est de 636 km², incluant une partie de la masse d'eau côtière du panache de l'Adour de 14 km².

Outre les deux départements concernés par le périmètre Adour aval, le SAGE est composé 53 communes, elles-mêmes rattachées à 5 EPCI-FP⁶ à savoir, les Communautés d'Agglomération Pays Basque et du Grand Dax ainsi que les Communauté de communes du Seignanx, du Pays d'Orthe et d'Arrigans et de Marenne Adour Côte Sud.

Le bassin Adour aval est situé à l'extrémité du grand bassin versant de l'Adour. Il est donc sous l'influence de nombreux territoires et sous bassins versants. Les principaux cours d'eau susceptibles d'influencer de manière notable l'Adour aval sont situés en rive gauche de l'Adour. On trouve donc dans la zone d'influence le bassin versant Adour amont, le bassin versant des Gaves (Gaves de Pau, Gaves d'Oloron, Saison), le bassin versant de la Bidouze et enfin de bassin versant de la Nive. Le bassin versant des côtiers basques n'est pas relié à l'Adour aval d'un point de vue hydraulique. Cependant, un lien existe entre les deux bassins versants au niveau de la zone littorale, le panache de l'Adour pouvant, selon les conditions météorologique et hydrologiques, influencer la qualité de l'eau littorale vers le sud notamment.

Occupation de l'espace et démographie

L'occupation générale du sol sur le bassin versant Adour aval est majoritairement dédiée à l'agriculture, représentant près de 60% de la surface du territoire. Une part importante est de cette surface agricole est concernée par des prairies, pelouses ou pâturages naturels avec une couverture représentant 20%. Un tiers environ du territoire est couvert de forêts. Concernant les zones artificialisées, l'extrême ouest du territoire concentre une part très importante de la population ainsi que des activités industrielles et industrialo-portuaires, avec notamment la présence du Port de Bayonne sur l'estuaire aval de l'Adour. L'ensemble des cours d'eau et zones humides représentent environ 10% du territoire.

D'après les recensements effectués par l'INSEE sur les 53 communes concernées par le SAGE Adour aval, la population est de 214 000 habitants en 2013. Il existe une forte disparité entre la partie landaise et pyrénéenne avec respectivement une répartition de la population de 21,9% et 78,2%. La population saisonnière augmente très fortement en été, tout particulièrement sur la partie proche du littoral.

Contexte géomorphologique, climatique et géologique

L'Adour se forme dans la vallée de Campan en Haute-Bigorre de la réunion de 3 cours d'eau montagneux. L'Adour s'écoule vers le nord à travers les Hautes-Pyrénées jusqu'au département du Gers. Il s'oriente ensuite vers l'ouest, et rejoint le département des Landes. Une fois rejoint par les Gaves au niveau de Port-de-Lanne, il continue sa descente et se jette dans l'océan Atlantique à Anglet et Tarnos.

Le relief est peu marqué sur le territoire du SAGE. Le point culminant est le Mont Baïgura à 865 m, dans le piémont pyrénéen où la Joyeuse/Aran prend ses sources.

Le climat sur le territoire de l'aval de l'Adour est de type océanique. Les températures sont douces et les contrastes peu accentués. Les vents dominants sont orientés d'ouest en est et amènent des

⁶ Il y avait 9 EPCI concernés par le SAGE avant la création de l'EPCI unique pour le Pays Basque en janvier 2017. Ainsi, l'actuelle Communauté d'Agglomération Pays Basque inclut les 5 anciens EPCI à savoir les Communautés de Communes Nive Adour, Pays de Hasparren, Pays de Bidache et Errobi ainsi que la Communauté d'Agglomération Côte basque Adour.



précipitations importantes et régulières tout au long de l'année⁷. Des phénomènes accentués de grosses perturbations océaniques hivernales peuvent être observées.

D'un point de vue hydrogéologique, on retrouve au niveau du périmètre du SAGE les nappes du Quaternaire (alluviales, sables des Landes et Plio-Quaternaire), les nappes du Tertiaire (Miocène, Oligocène et Eocène) et les nappes du Secondaire (Crétacé et Jurassique).

⁷ Cumul annuel moyen autour de plus de 1400 mm à la station Météo France de Biarritz/Anglet



ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Qualité de l'eau

Masses d'eau superficielles et de transition de la DCE

Le bassin versant Adour aval draine une surface de 622 km² soit 62 200 ha, pour un linéaire de cours d'eau principaux d'environ 930 km. Les affluents les plus importants sont situés en rive gauche de l'Adour et proviennent du piémont pyrénéen. Le bassin versant en rive droite est beaucoup plus réduit et constitué de petits ruisseaux en provenance de coteaux et s'écoulant sur des zones relativement plates. Au total, 19 masses d'eau superficielles DCE ont été définies sur le périmètre du SAGE, dont 1 masse d'eau côtière « panache de l'Adour » et deux masses d'eau de transition « estuaire Adour amont » et « estuaire Adour aval ». Les autres masses d'eau sont des masses d'eau rivières.

11 masses d'eau ont atteint le bon état écologique en 2019 (état des lieux SDAGE actualisé 2019). 5 masses d'eau sont en état écologique moyen, notamment une majorité des petits cours d'eau situés dans le secteur des barthes ou en zone urbaine, portant l'objectif d'atteinte du bon état à 2021, voire 2027 pour un cours très dégradé (ruisseau d'Aritxague). Les deux masses d'eau de transition « estuaire Adour amont » et « estuaire Adour aval (MEFM) » sont en état écologique respectivement mauvais et médiocre avec respectivement un bon état et un bon potentiel à atteindre à l'horizon 2027.

Il est important de noter que très peu de suivis permettent le classement des masses d'eau pour leur état chimique. Seules 3 masses d'eau ont effectivement un classement pour leur état chimique, les autres restent non classées. Ceci peut témoigner d'un manque de connaissances notable sur le territoire Adour aval. Pour les deux masses d'eau fortement modifiées, la notion de bon potentiel à atteindre remplace celle de bon état, compte tenu de pressions importantes sur lesquelles il ne sera pas forcément possible d'agir pour des raisons de faisabilité technique ou financière par exemple.

État	État écologique	État chimique	
		Avec Ubiquiste	Sans Ubiquiste
Bon	11	2	3
Moyen	5		
Médiocre	2	1	
Mauvais	1		
Non classé			16

Tableau 12: Classement de l'état écologique et chimique des masses d'eau - Source : AEAG EDL2019

Le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 établit une nouvelle classification prenant en compte les molécules ubiquistes. Cette dénomination caractérise le fait qu'il est impossible de relier la présence du paramètre à une pression clairement identifiée, ce qui rend difficile la possibilité d'action. Ainsi, le paramètre ubiquiste n'est pas considéré dans l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau. Ainsi, l'état chimique de la masse d'eau « estuaire Adour Aval » est considéré médiocre avec la prise en compte du paramètre ubiquiste. Le paramètre déclassant est le TBT. Cette même masse d'eau sans la prise en compte du paramètre ubiquiste est considérée en bon état chimique.

Objectif SDAGE État écologique	Nombre de masse d'eau
Bon état à maintenir	9
Bon état à atteindre en 2021	7
Bon état à atteindre en 2027	1
Bon potentiel à atteindre en 2021	0
Bon potentiel à atteindre en 2027	2

Tableau 13: Objectif pour le bon état écologique des masses d'eau superficielles



Objectif SDAGE État chimique	Nombre de masse d'eau
Bon état à maintenir	18
Bon état à atteindre en 2021	0
Bon état à atteindre en 2027	1
Bon potentiel à atteindre en 2021	0
Bon potentiel à atteindre en 2027	0

Tableau 14: Objectif pour le bon état chimique des masses d'eau superficielles

Masses d'eau souterraine de la DCE

Le sous-sol du bassin Adour aval est concerné par différentes nappes aux caractéristiques variées. Au sud, au niveau du piémont pyrénéen, les terrains sont très plissés et les couches géologiques ont été très fortement remaniées. De nombreuses sources et résurgences existent. Dans la vallée de l'Adour, la principale nappe rencontrée est la nappe d'accompagnement de l'Adour contenue dans les alluvions plus ou moins anciens du fleuve. Vers le nord du périmètre du SAGE, les formations affleurantes sont majoritairement des formations récentes du plio-quaternaire (sables, molasses et calcaire du pli-quaternaire).

10 masses d'eau souterraines ont été définies dans le cadre de la DCE sur le périmètre du SAGE Adour aval, dont 4 masses d'eau souterraines superficielles libres et 6 masses d'eau souterraines captives, plus profondes.

Les masses d'eau souterraines libres sont globalement en mauvais état chimique (3 sur 4), avec des pressions de pollutions diffuses mentionnées (nitrates, pesticides). Pour ces dernières, l'objectif d'atteinte du bon état chimique est repoussé à 2027. D'un point de vue de leur état quantitatif, seule la nappe des alluvions de l'Adour est en mauvais état. L'objectif de bon état pour cette dernière est fixé à 2021. Pour les 3 autres nappes superficielles, elles ont atteint le bon état en 2015. Seule la masse d'eau des terrains plissés des BV de la Nive de la Nivelle et de la Bidouze est en bon état global.

Pour ce qui concerne les masses d'eau souterraines captives, seule la nappe de l'Eocène-paléocène est en mauvais état quantitatif avec une pression significative au niveau des prélèvements et un objectif d'atteinte de bon état quantitatif reporté à 2027. Les 5 autres masses d'eau sont dans un bon état global. Un point de vigilance est à considérer tout de même à la masse d'eau du Miocène Aquitainien qui subit de fortes pressions de prélèvement même si son état quantitatif est considéré comme bon.

code masse d'eau	nom masse d'eau	état quantitatif	état chimique	objectif quantitatif	objectif chimique	Pressions	
						Prélèvement	poll diffuse NO3
Masses d'eau souterraines superficielles							
FRFG028	Alluvions de l'Adour et de l'Echez, l'Arros, la Bidouze et la Nive	mauvais	mauvais	bon état 2021	bon état 2027	significative	significative
FRFG044	Molasses du bassin de l'Adour et alluvions anciennes de Piémont	bon	mauvais	bon état 2015	bon état 2027	pas de pression	significative
FRFG046	Sables et calcaires plio-quaternaires du bassin Midouze Adour	bon	mauvais	bon état 2015	bon état 2027	non significative	non significative
FRFG052	Terrains plissés BV Nive, Nivelle, Bidouze	bon	bon	bon état 2015	bon état 2015	pas de pression	significative
Masses d'eau souterraines captives							
FRFG070	Miocène aquitainien	bon	bon	bon état 2015	bon état 2015	significative	NC
FRFG083	Oligocène	bon	bon	bon état 2015	bon état 2015	significative	NC
FRFG082	Eocène-Paléocène	mauvais	bon	bon état 2027	bon état 2015	non significative	NC
FRFG081	Crétacé supérieur (sommel)	bon	bon	bon état 2015	bon état 2015	pas de pression	NC
FRFG091	Crétacé supérieur (base)	bon	bon	bon état 2015	bon état 2015	non significative	NC
FRFG080	Jurassique	bon	bon	bon état 2015	bon état 2015	non significative	NC

Tableau 15: Etat et objectifs DCE des 10 masses d'eau souterraines - Source AEAG EDL2015



Qualité de l'eau de baignade

Le périmètre du SAGE est concerné par une petite partie des littoraux basque et landais, de part et d'autre de l'embouchure de l'Adour. Ces zones littorales sont un véritable atout écologique, social et économique de la région, confirmé par la fréquentation importante des plages en période estivale.

La masse d'eau du panache de l'Adour, incluse partiellement dans le périmètre du SAGE Adour aval, comprend 2 plages de la commune de Tarnos (incluses dans le périmètre du SAGE Adour aval) et 8 plages sur la commune d'Anglet (comprises dans le périmètre du SAGE côtiers basques ; ces plages sont tout de même considérées dans l'analyse de l'enjeu de la qualité des eaux de baignade pour le SAGE Adour aval, compte tenu de l'influence possible de l'Adour vers ces plages).

De manière générale, la qualité des eaux de baignade est bonne ; en 2019, les 8 plages d'Anglet et les 2 plages de Tarnos sont classées en excellente qualité au regard de la Directive sur les eaux de baignade, et ce depuis plusieurs années. De manière ponctuelle, et notamment lors d'événements pluvieux intenses, il existe tout de même des situations de risque de dégradation de la qualité et de fait, des jours de fermeture de la baignade pour assurer la sécurité sanitaire des usagers en cas d'événements de pollution ponctuels avérés ou suspectés. Cette gestion active est assurée par le gestionnaire de la baignade.

L'ARS effectue le contrôle sanitaire réglementaire dont l'objectif est de définir chaque année le classement des zones de baignade. Les contrôles sanitaires peuvent avoir lieu à tout moment, y compris lors de fermetures préventives par le gestionnaire. Le classement est réalisé sur la base des résultats d'analyses des 4 années précédentes, étant précisé qu'un certain nombre de prélèvements peuvent être écartés, conformément à la réglementation, pour réaliser le classement (1 prélèvement par an maximum, et 15% maximum des prélèvements sur les 4 années complètes considérées pour le classement).

Pressions sur la ressource en eau et les milieux aquatiques

Prélèvements

Les trois principaux usages consommateurs d'eau sont l'alimentation en eau potable, l'agriculture irriguée et l'industrie. À l'intérieur du périmètre du SAGE, selon les données disponibles en 2014 :

- L'AEP a prélevé 4,2 millions de m³ ;
- L'irrigation a réellement prélevé près de 2,4 millions de m³ pour un volume initial autorisé de 7,6 millions de m³ ;
- L'industrie a prélevé plus de 1,1 millions de m³.

Le différentiel important entre le volume réellement prélevé en agriculture et le volume autorisé est expliqué majoritairement par les conditions climatiques de l'année. En année sèche, les volumes prélevés sont plus importants et s'approchent du volume autorisé. En année pluvieuse notamment lors de la période estivale, les volumes réellement prélevés sont plus bas. Ceci se traduit par une grande variabilité interannuelle pour les prélèvements agricoles, sans jamais dépasser le volume autorisé, comme le montre le tableau ci-dessous (actualisé par rapport à l'état des lieux, pour la période 2010-2018) :

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
V prélevé (en millions m ³)	4,1	3,9	4,8	3,7	2,4	4	4,6	2,7	2,5

L'année 2014 utilisée pour effectuer une comparaison des différents usages préleveurs représente une année plutôt humide en termes météorologique notamment lors de la période d'étiages, qui a donné lieu à moins de prélèvements pour l'irrigation sur le territoire.

Bien qu'au moment de l'élaboration du SAGE il n'existe pas d'enjeu prégnant relatif aux aspects quantitatifs et à la ressource disponible que ce soit sur les eaux superficielles ou souterraines, et d'une manière globale sur le périmètre du SAGE, une vigilance doit tout de même être maintenue sur le long terme, dans le contexte de changement climatique. De plus, au-delà de la mobilisation



de données disponibles pour la réalisation d'un état des lieux, l'amélioration des connaissances permettrait d'identifier d'éventuelles problématiques à des échelles plus localisées (concurrence entre usages localement ou sur une même ressource utilisée, enjeu sur une ressource sur le long terme, etc.).

Une première approche comparative réalisée dans l'état des lieux du SAGE apporte les informations suivantes :

- il ne semble pas y avoir de risque de concurrence entre usages dans les nappes souterraines profondes, compte tenu des faibles volumes prélevés par l'irrigation et l'industrie dans ces nappes. À noter cependant que 2,7 Mm³ (en 2014) sont prélevés pour l'eau potable (en 2014) dans la nappe de l'éocène paléocène qui est en mauvais état quantitatif au regard de la DCE.
- concernant les nappes superficielles souterraines, la nappe la plus sollicitée est celle des sables et calcaires plioquaternaires, qui est en bon état quantitatif au regard de la DCE ; toutefois, une vigilance doit être portée dans la prospective et sur d'éventuelles concurrences d'usages très locales. Enfin, la nappe des alluvions de la Nive et de l'Adour, en mauvais état quantitatif DCE, est également sollicitée, probablement dans une moindre mesure.

Il est important de préciser que les étendues des nappes définies dans le cadre de la DCE sont très grandes et vont bien au-delà du périmètre du SAGE ; leur éventuel mauvais état quantitatif doit être apprécié au regard des activités et usages sur l'ensemble de leur étendue, ce qui nécessite encore une approche complémentaire.

Rejets urbains domestiques

32 stations de traitement des eaux usées (STEU) de collectivités et leurs réseaux associés étaient répertoriés dans le périmètre du SAGE Adour aval en 2014 (29 en 2020). De plus, 3 STEU situées en dehors du bassin versant et recevant des eaux de réseaux également en dehors du bassin versant déversent leurs effluents traités dans l'Adour⁸.

La capacité totale de l'ensemble des STEU du bassin versant représente plus de 285 000 équivalents-habitants, dont 177 000 sur l'agglomération à l'aval.

Au total, en 2014, ce sont au maximum environ 198 000 équivalents-habitants qui sont effectivement raccordés aux STEU du bassin versant, dont plus de 149 000 sont concentrés sur le pôle territorial Côte Basque-Adour au niveau de l'estuaire.

Un nombre important de stations ont été renouvelées récemment ; le parc de STEU est donc récent et en bon état. L'ensemble des STEU est conforme à la directive des Eaux Résiduaire Urbaines (ERU) au regard du dernier classement de 2014, à l'exception de 2 systèmes qui présentaient des non conformités :

- la STEU de Saint-Lon-les-Mines était non conforme en équipement et en performance. Elle a fait l'objet d'un projet de remplacement par une STEU mutualisée aux 4 communes de Saint-Lon-les-Mines, Belus, Pey et Orist, mise en service en 2019.
- la STEU de Saint-Bernard à Bayonne, bien que non conforme en équipement, respectait toutefois les performances prévues par son arrêté d'exploitation. Un projet de remplacement est engagé depuis plusieurs années pour répondre à cette non-conformité tout en prévoyant les besoins de capacité nécessaires à l'avenir, liés au projet de renouvellement urbain. En 2020, les travaux de construction de la nouvelle STEU sont en cours.

Au-delà de la conformité à la directive ERU et aux prescriptions prévues dans les arrêtés d'exploitations, les exploitants des systèmes d'assainissement collectif sur le périmètre du SAGE Adour aval sont fortement impliqués dans la gestion des rejets par temps de pluie (la gestion du temps sec étant peu problématique), du fait de la proximité avec le littoral et les zones de baignade. Ainsi, un investissement important est porté sur la gestion du temps de pluie, pour minimiser autant que possible les rejets à ces moments, même si ceux-ci ne constituent pas nécessairement des problèmes de non-conformité. Ces investissements se traduisent par des améliorations des réseaux d'assainissement, qu'ils soient unitaires ou séparatifs, par la surveillance des surverses, et par l'amélioration des performances des STEU.

L'assainissement non collectif est également répandu sur le périmètre du SAGE. Chaque collectivité exerce sa compétence de Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) conformément à la

⁸ STEP de Saint-Vincent-de-Tyrosse, Tarnos et Saint-Martin-de-Seignanx



règlementation pour contrôler ces systèmes et favoriser la mise en œuvre de l'entretien et des réhabilitations nécessaires par les particuliers. Dans une vision plus globale et élargie à l'échelle du SAGE, l'impact sur les milieux aquatiques, fonction de la conformité des systèmes, mais également et surtout de leur densité dans l'espace et de leur proximité avec les réseaux aquatiques superficiels, est mal connu et nécessiterait un travail réunissant les données de l'ensemble des SPANC.

Sur la commune de Bayonne, une zone à enjeu sanitaire a été définie au regard de l'enjeu de la qualité des eaux de baignade à l'aval.

Le périmètre du SAGE Adour aval est situé sur un territoire attractif où les populations permanentes et saisonnières augmentent fortement. La pression liée aux rejets urbains pourrait se voir augmenter sur le long terme.

Rejets industriels et artisanaux

L'activité industrielle existe sur le périmètre du SAGE ; elle est fortement concentrée sur le secteur industrialo-portuaire à l'aval du territoire. Les activités en présence sont variées, dominées par l'aéronautique, la sidérurgie, l'agroalimentaire, l'industrie chimique.

À l'intérieur du périmètre du SAGE, 37 établissements redevables au titre de leurs prélèvements (et pour 7 d'entre eux aussi de leurs rejets) sont recensés. Il s'agit majoritairement d'établissements industriels et pour certains, autre qu'industriels : hospitalier, enseignement, hypermarchés, hôtels... Certains d'entre eux sont aussi soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

De plus, des établissements peuvent exister à proximité immédiate du périmètre du SAGE, dont les prélèvements ou rejets peuvent influencer de manière plus ou moins importante la qualité et la quantité de la ressource en eau sur le périmètre du SAGE.

Chaque activité présente des rejets spécifiques liés aux matières produites ou travaillées. Dans certains cas, les établissements industriels sont dotés d'un système d'épuration des eaux usées et industrielles spécifique. Dans le cas contraire, les eaux sont rejetées vers le réseau public d'assainissement. Il est important de noter que les rejets industriels font l'objet d'une réglementation spécifique. En particulier pour certaines ICPE, des arrêtés d'autorisation fixent des limites de rejets et des obligations d'autocontrôle reviennent aux industriels. En complément, des contrôles sont réalisés par les autorités compétentes. La réglementation impose de plus aux établissements industriels d'améliorer en continu leur activité et leurs process, et d'utiliser les meilleures technologies disponibles pour minimiser autant que possible leur impact sur l'environnement.

L'impact des rejets est très variable selon leur nature et leurs milieux récepteurs et la situation est variable sur le territoire selon la localisation des établissements. De plus, l'origine des différents polluants et leur dispersion dans les milieux n'est bien souvent pas simple à identifier.

Les études et analyses menées sur le territoire du SAGE et notamment sur l'estuaire de l'Adour, mettent en évidence des problématiques de pollutions, plus ou moins ponctuelles, mais dont l'origine reste bien souvent difficile à déterminer de manière fiable. Ainsi, le paramètre le plus problématique en termes de contamination est le TBT, déclassant la masse d'eau de l'estuaire en mauvaise qualité ; il était utilisé dans les peintures de coques de bateaux, mais maintenant interdit. Par ailleurs, plusieurs éléments tels que le chrome, les HAP, les PCB, certains autres métaux lourds (mercure, cuivre, zinc), sont retrouvés mais de manière non généralisée (présence localisée à la sortie de certains exutoires (rejets industriels, de STEP ou petits cours d'eau affluents) et dans des concentrations dites préoccupantes mais restant globalement en dessous des seuils réglementaires. Enfin, des études ont mis en évidence à la fois l'influence de rejets locaux pour expliquer la présence de certains polluants, mais aussi l'influence de l'amont du bassin versant, hors périmètre SAGE, avec un apport potentiellement significatif de micropolluants, notamment du bassin des Gaves, mais aussi du bassin de l'Adour amont.

Par ailleurs, en termes d'assainissement, la zone industrialo-portuaire à l'aval du territoire comprend de nombreux réseaux, pour certains mal connus, recensés et caractérisés, du fait de l'historique d'aménagement de cette zone. Un travail de recensement est engagé par les



partenaires locaux et doit se poursuivre pour mieux comprendre et caractériser le fonctionnement de cette zone en termes d'assainissement, et prévoir à termes si besoin des programmes de travaux.

De nombreuses activités artisanales, commerciales, de service, etc. sont pratiquées sur le territoire par de nombreuses PME ou TPE. La connaissance de la pollution diffuse potentiellement émise par la multiplication et le cumul de ces petites activités est peu développée. De plus, la concentration des activités dans des zones spécifiques (ZAC) peut être à l'origine d'une concentration des rejets sur un secteur donné, avec un impact potentiellement plus fort localement.

Activité portuaire

Le Port de Bayonne est situé à l'extrémité du périmètre du SAGE, sur l'Adour avant son embouchure en mer. L'activité industrielle est fortement concentrée sur ce secteur.

Dans le but de maintenir des profondeurs utiles pour la navigation et afin de minimiser l'ensablement de l'embouchure, le port de Bayonne effectue des travaux de dragage du chenal de l'Adour et de son embouchure. Pour limiter le phénomène d'érosion des plages sur la commune d'Anglet, les sables dragués à l'embouchure de l'Adour sont immergés (clapage), après analyse de leur qualité, au plus près des plages. Cette pratique ne stoppe pas le phénomène d'érosion global mais le compense en partie et permet de ralentir le recul du trait de côte.

A noter que depuis septembre 2015, le port de Bayonne dispose d'une drague à demeure, qui permet d'effectuer le dragage et clapage de manière optimisée (maintien de profondeurs cibles sans sur creusement, conditions météorologiques calmes et favorables pour le clapage, etc.).

Un arrêté interpréfectoral (Landes et Pyrénées-Atlantiques) d'autorisation encadre cette activité. Des suivis de la qualité de l'eau, des sédiments dragués, de la macrofaune benthique et de l'impact sur la faune piscicole sont notamment réalisés.

La gestion des eaux industrielles, usées et pluviales est un enjeu important sur le secteur du port de Bayonne et de la zone industrielle élargie. Compte tenu de l'ancienneté du site du port de Bayonne, il semblerait que de nombreux réseaux ont existé ou existent encore, pour lesquels il est parfois difficile de connaître l'origine, les eaux recueillies ou même les gestionnaires de ces réseaux, ainsi que s'ils sont toujours actifs en termes de rejets. En parallèle, un nombre important de réseaux ou systèmes sont connus, entretenus et performants.

Le port de Bayonne présente la particularité d'être inscrit en contexte urbain. Il est implanté sur les communes de Tarnos, Boucau, Bayonne et Anglet. Ces quais sont situés à proximité immédiate d'éléments urbains et touristiques : plage de la digue à Tarnos, centre bourg de Boucau, complexe de la Barre à Anglet, nombreuses voiries publiques, etc.

Pollutions diffuses agricoles

La surface agricole utile (SAU) totale représente entre 40 et 50% de la surface totale du SAGE. Les principales orientations technico économiques existantes sur le territoire sont la culture du maïs et l'élevage. Dans une moindre mesure, la culture de kiwi existe également. Chaque type d'activité agricole requiert des pratiques spécifiques, notamment en termes d'utilisation d'intrants (fertilisation ou produits phytosanitaires). Les produits et quantités utilisés sont variables et doivent être adaptés chaque année à la culture, à la surface à traiter, aux conditions climatiques et autres aléas naturels.

Les principaux impacts de l'activité agricole sur l'eau sont : eutrophisation par enrichissement en nitrates notamment mais aussi en phosphates, contamination des eaux superficielles et souterraines par les produits phytosanitaires, problème de quantité de ressource disponible et concurrence avec d'autres usages ou le fonctionnement des milieux naturels, apports importants de matières en suspension dans les cours d'eau par lessivage des sols agricoles non couverts hors période d'exploitation, contamination bactériologique de l'eau des cours d'eau.

Le périmètre du SAGE Adour aval n'est pas concerné par la zone vulnérable aux pollutions diffuses par les nitrates d'origine agricole dans la délimitation prévue par arrêté préfectoral en 2018.



Concernant les produits phytosanitaires, des problématiques liées à la pollution diffuse par les PPS d'origine agricole existent sur les captages exploités à Orist pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.

L'agriculture irriguée est pratiquée sur le périmètre du SAGE. Les prélèvements d'eau pour l'irrigation des cultures sont essentiellement concentrés sur l'amont du territoire du SAGE, dans les Landes, où sont pratiquées de grandes cultures, et notamment du maïs et du kiwi. Les volumes autorisés sur le territoire sont constants ; les volumes prélevés sont eux très variables chaque année selon les conditions météorologiques et restent toujours inférieurs aux volumes autorisés.

Une zone de répartition des eaux (ZRE) existe sur l'amont du périmètre du SAGE, dans la partie landaise, jusqu'à la confluence avec les gaves et qui s'étend même bien en amont. L'existence de cette ZRE témoigne donc de la fragilité possible de l'équilibre entre les besoins et ressources disponibles sur ce secteur.

Aménagement du territoire et urbanisme

Le territoire du SAGE devrait accueillir 22 000 nouveaux habitants à l'horizon 2030 ce qui implique un changement dans l'aménagement du territoire, se traduisant par une urbanisation plus marquée. Cela nécessite un besoin de logements supplémentaires. Actuellement, conformément aux exigences règlementaires, les documents d'urbanisme promeuvent la limitation de la dispersion de l'habitat et le renouvellement urbain. Ainsi, l'urbanisation doit être prioritairement prévue dans les dents creuses ou dans la continuité des bourgs existants. L'intégration des milieux naturels aquatiques et humides dans les zones urbaines et leur valorisation à des fins sociales et/ou écologiques est peu mise en œuvre mais tend à se développer selon les nouvelles prescriptions des documents d'urbanisme, et notamment dans le cadre de l'identification des trames vertes et bleues.

D'une manière générale, les liens entre les acteurs de l'eau et de l'aménagement du territoire méritent d'être renforcés. Les acteurs compétents pour l'eau (eau potable, assainissement collectif et non collectif, assainissement pluvial) ne sont pas nécessairement associés et consultés lors de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux. L'existence de documents de type schémas directeurs pour l'eau potable, l'assainissement ou les eaux pluviales n'est pas obligatoire et de fait n'est pas généralisée.

Richesse et qualité des milieux naturels

Estuaire

La présence de la zone estuarienne dans le périmètre du SAGE Adour aval confère à ce dernier une particularité caractérisée par la présence de nombreux enjeux.

L'estuaire de l'Adour peut être considéré selon deux notions :

- la portion du fleuve où l'eau est salée ou saumâtre. Sur l'Adour, l'incursion marine remonte sur 22 km. La limite de salure des eaux est fixée à Urt, au château de Montpellier ;
- une zone plus étendue où l'effet dynamique de la marée sur les eaux fluviales se fait sentir. L'incursion tidale sur l'Adour remonte sur 65 km environ, soit au moins jusqu'à Dax. Le marnage moyen à l'aval du fleuve est de 2,1 mètres.

Chaque estuaire est un système physique et écologique dynamique et unique, incluant des zones humides, des méandres, des charges de matières en suspension apportées par le fleuve, etc. L'estuaire est aussi le lieu où la force du fleuve est ralentie. Certains polluants y sédimentent préférentiellement et peuvent s'y concentrer.

L'estuaire représente un système très riche en biodiversité. On y trouve des espèces marines, d'eau douce et des espèces endémiques aux estuaires. La biomasse produite y est importante. L'estuaire



représente une zone favorable à la reproduction et au développement des espèces (accès important des aliments).

Si l'estuaire est un milieu remarquable, il est peut s'avérer également vulnérable. La zone estuarienne Adour aval fait l'objet de nombreux enjeux liés à la qualité de l'eau. Elle constitue le milieu récepteur d'importantes stations d'épuration et de collecteurs d'eau pluviales de zones très urbanisées. De nombreuses activités industrielles sont implantées notamment près de l'embouchure au niveau du port de Bayonne. Enfin, l'estuaire de l'Adour sur tout le linéaire au sein du périmètre du SAGE a été de longue date aménagé pour permettre le développement d'activités économiques et de l'urbanisation dans la plaine alluviale.

Zones humides

En France, selon l'article L.211-1 du Code de l'Environnement, « on entend par zones humides les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Il existe ainsi une grande diversité de zones humides liées aux différences de topologie, de nature géologique, d'origine des entrées d'eaux et d'écoulement dans le milieu. Elles remplissent des fonctions (appelés services écosystémiques) essentielles dans le cycle de l'eau ou pour la biodiversité et sont le support de nombreux usages :

- Rôle épurateur de l'eau
- Fonction hydrologique (régulation des crues, soutien d'étiage)
- Fonction biologique
- Fonction climatique
- Fonction sociale, paysagère et touristique
- Fonction de production

La connaissance des zones humides sur le périmètre du SAGE Adour aval a été améliorée dans le cadre d'une étude d'inventaire des zones humides. Cette étude a consisté à récupérer et expertiser les données préexistantes pour les capitaliser en bases de données, puis à prélocaliser les zones selon différentes probabilité de présence de ZH et à réaliser des visites de terrain sur une surface choisie pour confirmer le caractère humide de ces zones et les caractériser. Une zone humide effective est définie sur la base de la présence d'une végétation ou d'un sol caractéristiques (selon l'arrêté ministériel de juin 2008 fixant les critères de définition des zones humides), vérifiés par une visite de terrain.

Ainsi, au terme de l'étude, 6 318 ha de zones humides effectives (soit plus de 10% de la surface du SAGE) ont été recensées.

De plus, 7 420 ha de zones humides probables sont également cartographiées ; il s'agit d'informations collectées auprès de partenaires locaux qui n'ont pas été expertisées comme étant de la zone humide effective. Ceci peut être lié au fait que les investigations réalisées par les partenaires locaux lors de la production de ces données n'étaient pas suffisamment poussées pour convenir du caractère humide de la zone, ou que les métadonnées disponibles n'étaient pas suffisantes pour expertiser la zone en tant que zone humide effective. Dans les deux cas, les zones ont été classées en zone humides probables, et des investigations complémentaires pourront confirmer le caractère humide ou non humide de ces zones, sur la base de reconnaissance d'une végétation ou d'un sol caractéristiques.

La connaissance des zones humides sur le bassin versant Adour aval reste cependant non exhaustive.

Barthes

Sur la majorité de son linéaire jusqu'aux portes de Bayonne, l'Adour est bordé par des zones de barthes. Elles sont situées dans le lit majeur de l'Adour, recouvertes par les eaux en cas de crue du fleuve. Composées d'une multitude de canaux, délimitant des zones aux fonctionnalités propres (marécages et bois en partie basse, prairie et culture en partie haute), ces milieux constituent un biotope exceptionnel et présentent un grand intérêt écologique justifiant les inventaires ZNIEFF et le classement en plusieurs sites Natura 2000.



Des portes à flots ou portes à clapets installées en front d'Adour permettent de contrôler les entrées d'eau du fleuve à marée haute tout en laissant s'écouler les eaux en provenance des coteaux à marée basse. Malgré ces aménagements, les risques d'inondation toujours importants ont constitué un frein au développement d'une agriculture intensive systématique.

L'activité principale pratiquée dans les barthes ouvertes est l'élevage, principalement bovin et équin, le bétail profitant ainsi des pâturages tout en participant à l'entretien des barthes en maintenant les milieux ouverts. L'activité fourragère et la culture du maïs sont aussi très pratiquées. Enfin, la sylviculture est également une activité importante ; le chêne est exploité et on peut rencontrer de manière plus ponctuelle des plantations de peupliers.

Sur le territoire du SAGE, ces milieux représentent une entité naturelle distincte et continue tout le long du fleuve. On peut séparer les barthes de l'Adour en deux zones sur le territoire d'étude :

- De Bayonne à Port-de-Lanne, les terres sont plus urbanisées avec une densité de population croissante ; les cultures sont majoritaires dans ces barthes.
- De Port-de-Lanne à Dax, les terres sont à vocation agricole, majoritairement utilisées pour l'élevage. Prairies pâturées et fauchées s'entremêlent.

Réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Ce réseau mis en place en application de la Directive "Oiseaux" de 1979 et de la Directive "Habitats" de 1992 vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. La description des sites Natura 200 est détaillée dans la partie « Analyse des incidences du SAGE sur les sites Natura 2000.

Sur le périmètre du SAGE, il existe 5 sites Natura 2000, dont 4 ZSC et 1 ZPS (+ une petite partie de la ZSC du massif Baigura). Ils concernent tous des milieux aquatiques ou humides (cours d'eau ou barthes).

ZNIEFF

L'inventaire des ZNIEFF correspond au recensement d'espaces naturels terrestres remarquables. La désignation d'une ZNIEFF repose surtout sur la présence d'espèces ou d'associations d'espèces à fort intérêt patrimonial. Deux types de ZNIEFF sont différenciés :

- les ZNIEFF de type I (superficie réduite) : ce sont des secteurs homogènes d'un point de vue écologique contenant une ou des espèces et/ou habitats remarquables, rares ou menacés. Elles peuvent aussi être des espaces d'un grand intérêt fonctionnel pour le fonctionnement écologique local ;
- les ZNIEFF de type II : elles identifient des grands ensembles naturels, riches ou peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère entre des ZNIEFF de type I et des milieux intermédiaires moins riches.

Sur le bassin versant Adour aval, il existe 16 ZNIEFF de type 1 et 8 ZNIEFF de type 2 incluses en partie ou intégralement dans le territoire du SAGE. Elles sont presque toutes liées à un milieu aquatique ou humide. Les ZNIEFF présentes dans le piémont pyrénéen concernent plutôt des milieux de type landes.

Ces zones couvrent au total 14 000 hectares dans le périmètre du SAGE soit 23 % de la surface totale du bassin versant Adour aval.

ZICO

Le nom "Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux" renvoie à un inventaire scientifique dressé en application d'un programme international de Birdlife International visant à recenser les zones les plus favorables pour la conservation des oiseaux sauvages. Les critères de désignation d'une ZICO sont définis à un niveau international. Pour être classé comme ZICO, un site doit remplir au moins une des conditions suivantes :



- pouvoir être l'habitat d'une certaine population d'une espèce internationalement reconnue comme étant en danger ;
- être l'habitat d'un grand nombre ou d'une concentration d'oiseaux migrateurs, d'oiseaux côtiers ou d'oiseaux de mer ;
- être l'habitat d'un grand nombre d'espèces au biotope restreint.
- de façon générale, les ZICO doivent aussi permettre d'assurer la conservation et la gestion des espèces.

Sur le périmètre du SAGE, il existe une ZICO "barthes de l'Adour" d'une surface très étendue : 11 700 hectares dans le périmètre soit 19 % du bassin versant Adour aval (surface totale de la ZICO : 16 100 hectares).

Arrêté de protection de biotope

L'objet d'un APPB est de conserver les biotopes (milieux physiques) nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos ou la survie d'espèces animales ou végétales protégées en fixant notamment le périmètre de l'espace protégé et la réglementation applicable dans cet espace. Il existe un APPB sur le périmètre du SAGE. Il s'agit de la barthe de Saint-Martin-de-Seignanx, d'une superficie de 386 hectares. L'APPB mis en place en 1991 concerne plus précisément la Réserve de Lesgau. Le site est géré par la Fédération des chasseurs des Landes.

Réserves naturelles

Les Réserves de Chasse et de Faune Sauvage ont quatre principaux objectifs : protéger les populations d'oiseaux migrateurs conformément aux engagements internationaux, assurer la protection des milieux naturels indispensables à la sauvegarde d'espèces menacées, favoriser la mise au point d'outils de gestion des espèces de faune sauvage et de leurs habitats et contribuer au développement durable de la chasse au sein des territoires ruraux.

Il existe ainsi plusieurs réserves de chasse et de faune sauvage sur le territoire du SAGE, mais leur localisation change d'année en année. On peut cependant citer une réserve nationale de chasse située dans les barthes de l'Adour : la réserve de Saint-Martin-de-Seignanx, d'une superficie de 94 ha, est gérée par la Fédération des chasseurs des Landes.

Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Les ENS sont des espaces naturels acquis ou non par les départements sur lesquels ceux-ci mettent en place une politique de préservation, de gestion des milieux et d'aménagements. Cette politique peut être mise en œuvre par les départements eux-mêmes ou par les acteurs légitimes du territoire, dont les actions sont soutenues par les départements. Pour financer cette politique, un outil fiscal sur les opérations de constructions a été mis en place : la taxe d'aménagement (ancienne taxe départementale sur les ENS (TDENS) fusionnée maintenant avec d'autres taxes liées à l'aménagement du territoire).

Pour mener à bien cette politique liée aux espaces, un autre outil est à la disposition des Départements : le droit de préemption au titre des ENS. Les Départements peuvent donc délimiter, en accord avec les communes concernées, des zones de préemption au sein desquelles les Départements (ou à défaut le conservatoire du littoral ou la commune le cas échéant) ont un droit d'acquisition prioritaire sur les terrains concernés en cas de mutation foncière. Il s'agit donc d'un outil de veille foncière permettant par la suite aux Départements de mener leur politique des ENS.

Zones Stratégiques du Conservatoire du Littoral

Le Conservatoire du littoral, dans sa stratégie d'intervention pour la période 2015-2050, a intégré une partie des Barthes de l'Adour dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques. Les orientations stratégiques évoquées pour ce secteur sont les suivantes : «A l'échelle du bassin versant de l'Adour et avec ses partenaires, le Conservatoire conduira un programme coordonné et faveur de la préservation des îles, des rives et des Barthes, afin d'assurer une cohérence écologique, aquatique et paysagère. Le maintien et la bonne gestion des zones humides devront faire l'objet d'une vigilance accrue ». Le conservatoire a introduit des zones d'intervention et des zones de vigilance dans sa stratégie. Actuellement, la Communauté de communes du Seignanx, le CPIE, le



Conservatoire du littoral et le Département des Landes réfléchissent à un outil d'acquisition de parcelles des zones stratégiques situées sur le Seignanx (ZPENS ou spécifique Conservatoire du littoral).

Continuité aquatique/écologique

La continuité écologique, dans une rivière, se définit par la possibilité de circulation des espèces animales et le bon déroulement du transport des sédiments. La continuité entre amont et aval est entravée par les obstacles transversaux comme les seuils et barrages, alors que la continuité latérale est impactée par les ouvrages longitudinaux comme les digues, les protections de berges, les clapets et portes à flots.

La continuité écologique est un enjeu phare sur le SAGE Adour aval, territoire de transit et d'accueil de poissons migrateurs notamment. L'espèce la plus emblématique est pour laquelle il existe un enjeu fort sur le territoire du SAGE est l'anguille. Elle y rencontre effectivement des zones de grossissement favorables. Certaines espèces comme la lamproie semblent trouver des zones favorables à leur reproduction sur les cours de l'Aran ou l'Arduy. Les autres espèces piscicoles ne font que transiter sur le périmètre du SAGE pour rejoindre des zones de vie ou de fraysère sur le reste du bassin.

Le Référentiel des Obstacles à l'Écoulement (ROE) est une banque de données mise en place par l'ONEMA pour recenser les ouvrages existants sur les cours d'eau. Le ROE recense sur le bassin Adour aval, 17 ouvrages transversaux sur cours d'eau. Ils sont tous situés sur l'Arduy ou l'Aran. Le long de l'Adour, des digues et ouvrages à marée permettent de limiter les débordements du fleuve et les entrées d'eau dans les zones de barthes. Ces aménagements constituent des obstacles à la libre circulation des espèces, piscicoles notamment.

Le territoire du SAGE est concerné pour plusieurs cours d'eau ou tronçons de cours d'eau par les listes 1 et 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement.

[Cadre de vie et paysages](#)

Diversité paysagère

Le relief est peu marqué sur le territoire du SAGE. Le point culminant est le Mont Baigura à 865 m, dans le piémont pyrénéen où la Joyeuse/Aran prend ses sources.

L'Adour constitue une transition entre deux types de paysages :

- Au sud de l'Adour, au pied du massif pyrénéen, les collines vertes et les petites vallées dominent jusqu'à l'Adour. On y trouve des prairies, des bois et des champs cultivés de maïs ;
- Au nord de l'Adour se forme une plaine alluviale marécageuse comprenant les barthes de l'Adour. Ce terme désignait les zones inondables, qui ont été aménagées au XVIIIème siècle à des fins agricoles, par un système de drainage et de digues semi-submersibles, les protégeant des petites crues. L'activité de pâturage prédominante dans les barthes a façonné un paysage de bocages ;
- En remontant vers l'amont de l'Adour, on rencontre sur la zone de plaine un paysage dominé par des cultures diverses (maïs et fruitiers) implantées dans le lit majeur du fleuve.

Le fleuve constitue l'élément central du paysage, avec ses méandres, ses îles et ses forêts riveraines parfois denses et très étendues. A l'extrême ouest, à l'aval du fleuve, le paysage de l'estuaire de l'Adour devient plus urbain et est très industrialisé avec l'implantation du Port de Bayonne après le pont Grenet, avant d'offrir une ouverture vers les plages sableuses des Landes et de la côte Basque de part et d'autre de l'embouchure.

Les sites inscrits ou classés représentent généralement plus un intérêt paysager qu'écologique. Les sites et monuments naturels inscrits ou classés constituent un élément capital du patrimoine naturel et culturel. On recense sur le bassin versant Adour aval 12 sites remarquables, dont 5 sites classés et 7 sites inscrits.



Risques naturels

Inondations

La question des inondations est incontournable sur le territoire du SAGE Adour aval de par ses spécificités et son positionnement géographique :

- Réception de nombreux affluents aux débits conséquents de l'ensemble du bassin versant de l'Adour ;
- Influence des marées dans la partie estuarienne ;
- Évènements de tempête en mer ou de gros coefficients de marée ;
- Risque potentiel de submersion marine de par la proximité du littoral.

De nombreuses inondations ont eu lieu dans l'histoire du fleuve. Assez récemment par exemple, en 2002-2003 et 2014 toutes les barthes du Seignanx ont été inondées. En 2009, une inondation a touché le quartier Saint-Esprit en rive droite de Bayonne. La crue de juin 2013 a été remarquable par sa période et sa durée. La crue la plus importante faisant référence aujourd'hui est la crue centennale de 1952.

Les inondations des affluents peuvent être différentes de celles de l'Adour, potentiellement plus rapides et destructrices dans les zones de montagnes en amont des bassins versants.

À noter que l'occurrence et l'aléa d'inondation à l'intérieur du périmètre du SAGE sont aussi dépendants d'évènements hydrauliques qui surviennent régulièrement sur les affluents majeurs de l'Adour, situés en dehors du périmètre du SAGE (Adour amont, Gaves, Nive).

La question des inondations est prise en compte dans les documents d'urbanisme, notamment lorsqu'il existe des Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi). 16 communes riveraines de l'Adour sont dotées d'un PPRi sur le territoire du SAGE Adour aval⁹. Sur l'aval de l'estuaire, deux nouveaux outils issus de la directive européenne de 2007 relative à l'évaluation et à la gestion du risque d'inondation sont mis en place : les territoires à risque d'inondation (TRI) côtier basque et de Dax. Cette directive prend en compte à la fois le risque d'inondation fluviale, mais introduit également la question du risque de submersion marine sur les territoires côtiers et estuariens.

L'Adour est longé sur ses deux rives de digues et ouvrages aménagés par l'homme depuis des décennies, pour contenir les aléas du fleuve. La gestion actuelle des risques d'inondation est en lien étroit avec l'existence de ces digues et leur gestion. Cependant, des questions se posent au sujet de la propriété et de la gestion de ces digues dans un contexte réglementaire en évolution : d'une part la compétence pour la prévention des inondations a été redéfinie dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, d'autre part, un décret de 2015 prévoit la définition, l'entretien et la gestion de systèmes d'endiguement selon de nouvelles modalités.

Risques de submersion

La question de la proximité du littoral et de l'influence de la marée qui remonte dans l'estuaire (influence de la marée dynamique jusqu'à Dax) soumet potentiellement le territoire au risque de submersion marine.

Le TRI Côtier Basque concerne en majorité le littoral basque de l'embouchure de l'Adour jusqu'à la frontière espagnole, pour le risque de submersion marine. Sur la partie estuarienne de l'Adour, il remonte sur les communes de Tarnos, Boucau, Anglet, Bayonne, Mouguerre et Lahonce pour considérer le risque d'inondation fluviale.

Des cartographies des zones inondables (par inondation fluviale et par submersion marine) ont été établies par les services de l'État pour des évènements fréquents (période de retour entre 10 et 30 ans), moyens (période de retour entre 100 et 300 ans) et rares (période de retour de l'ordre de 1000 ans).

⁹ Bayonne, Tarnos, Saint-Martin-de-Seignanx, Saint-Barthélémy, Saint-Laurent-de-Gosse, Sainte-Marie-de-Gosse, Mouguerre, Saint-Pierre-d'Irube, Lahonce, Urcuit, Urt, Bardos, Guiche, Sames, Angoumé et Rivière-Saas-et-Gourby.



Qualité de l'air et des sols

Qualité de l'air

Sur le périmètre du SAGE Adour Aval, une seule station de suivi de la qualité de l'air est en service. Celle-ci est placée au niveau du centre urbain de la ville de Bayonne. Plusieurs paramètres sont suivis en temps réels par une association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air : ATMO Nouvelle Aquitaine. Le suivi concerne essentiellement 5 paramètres. Les résultats ci-dessous sont donnés pour l'ensemble des paramètres et pour l'année 2017. Il n'existe pas de station en milieu rural au sein du périmètre du SAGE Adour aval.

le dioxyde d'azote (NO ₂)	}	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>78,9%</td> <td>Très bon à moyen</td> </tr> <tr> <td>21,1%</td> <td>Moyen à médiocre</td> </tr> <tr> <td>0%</td> <td>Médiocre à très mauvais</td> </tr> </tbody> </table>	78,9%	Très bon à moyen	21,1%	Moyen à médiocre	0%	Médiocre à très mauvais
78,9%			Très bon à moyen					
21,1%			Moyen à médiocre					
0%			Médiocre à très mauvais					
les particules en suspension (PM10)								
les particules fines (PM2,5)								
l'ozone (O ₃)								
le dioxyde de soufre (SO ₂)								

Tableau 1: Qualité de l'air sur la commune de Bayonne - Source ATMO Aquitaine (2017)

Qualité des sols

Une certaine surface de terrains pollués existe dans la zone industrialo-portuaire (et peuvent potentiellement aussi exister ailleurs sur le territoire). Ils sont l'héritage de certaines activités polluantes du passé, qui ont existé à une époque où la réglementation pour le contrôle des pollutions n'existait pas ou peu.

Ces terrains méritent une vigilance car ils peuvent en effet avoir un impact sur la qualité de l'eau. Avant l'implantation de toute nouvelle activité sur des terrains pollués, il est obligatoire de procéder à leur dépollution pour accueillir les nouveaux aménagements ou activités. Pour exemple, actuellement, les terrains de l'ancienne usine Fertil'Adour sont en cours de dépollution.

Il est enfin important de préciser que la réglementation a largement évolué et encadre dorénavant strictement toutes les activités en place pour limiter au maximum les impacts sur l'environnement.

A noter que la base de données BASIAS, accessible sur Internet, recense les anciens sites industriels sur le territoire français. Les sites et sols pollués sont quant à eux recensés dans la base de données BASOL.

Santé humaine

Adduction d'eau potable

On compte 20 captages actifs dans le périmètre du SAGE Adour aval. Les captages sont majoritairement situés dans les zones de piémont pyrénéen. Des captages existent ailleurs sur le bassin versant notamment sur les communes d'Anglet, d'Orist et de Saint-Lon-les-mines.

4 millions de mètres cubes ont été prélevés dans le périmètre du SAGE pour l'AEP en 2014. Il est important de noter que les captages présents dans le périmètre peuvent alimenter des populations hors bassin versant ; de même, des captages situés en dehors du périmètre du SAGE alimentent les populations du SAGE.

L'eau distribuée sur le bassin versant Adour aval est globalement de bonne qualité. De nombreuses sources et captages sont situés en amont des bassins versants et sont de ce fait peu soumises à l'influence des activités humaines qui pourraient dégrader la qualité de l'eau.

L'ensemble des captages ont terminé les procédures de délimitation des périmètres de protection à l'exception de 3 captages pour lesquels la procédure est en cours : Orist F1bis, Orist F2bis et Othexineta (privé). Il existe une Zone à Objectifs plus Stricts (définie au sein du SDAGE Adour Garonne) sur la ressource captée à Orist.



Au niveau des captages d'Orist, la présence de métabolites de produits phytosanitaires a pu être mise en évidence régulièrement dans l'eau prélevée et distribuée. Ces captages sont situés à proximité du ruisseau du Lespontès et des liaisons hydrauliques existent entre le ruisseau et les forages. De ce fait, la ressource souterraine est sensible aux activités de surface.

Depuis 2013, des métabolites du S-métolachlore (acides sulfoniques ESA et acides oxaniliques OXA) et de l'alachlore ont été mesurés dans les eaux captées ou distribuées. Les normes établies pour l'eau potable ont été régulièrement dépassées dans les eaux distribuées pour ces molécules pendant plusieurs années. En l'absence de ressource de substitution, l'eau est toujours exploitée sous dérogation préfectorale et un traitement complémentaire a été mis en service en 2018 (charbon actif) pour rétablir la qualité de l'eau au robinet.

Ce secteur des captages d'Orist a été identifié depuis plusieurs années comme un secteur sensible vis-à-vis de l'eau potable.

Il existe des captages hors bassin versant peuvent servir à l'alimentation de la population du périmètre du SAGE. Ils sont au nombre de 25 captages. On considèrera notamment l'existence du captage sur la rivière la Nive, hors bassin versant à Ustaritz, mais qui dessert une grande partie de la population du SAGE Adour aval. L'usine de production située à Anglet dessert tout ou partie de la population de 26 communes membres. La population desservie peut monter jusqu'à 400 000 personnes en période estivale. Cette ressource est très stratégique au vu de la population desservie mais très vulnérable et sensible aux pollutions car elle est prélevée en eau superficielle vers l'aval du bassin versant de la Nive. Il existe une ZOS pour ce captage.

Baignade

La baignade est l'activité la plus pratiquée sur les eaux côtières. Elle est très fortement dépendante de la qualité des eaux littorales, notamment depuis la mise en œuvre de la nouvelle directive eaux de baignade de 2006. Les collectivités responsables prennent en main ces questions pour pouvoir satisfaire aux nouvelles exigences de la directive et assurer une eau de bonne qualité pour les usagers.

La baignade peut également être pratiquée sur des zones d'eau douce continentale. Peu de lacs existent sur le périmètre du SAGE, mais l'existence des zones de baignade des lacs de Guiche et de Sames, à proximité immédiate du périmètre du SAGE, doit être mentionnée. En effet, ces bases de loisirs accueillent respectivement 80 000 et 20 000 personnes en période estivale, et deviennent donc des zones à enjeux vis-à-vis par exemple des questions d'assainissement.

Pêche professionnelle et de loisir

Deux catégories de pêcheurs professionnels exercent dans l'Adour : les marins pêcheurs et les pêcheurs professionnels en eau douce. Les marins pêcheurs exploitent la zone salée et mixte de l'estuaire mais peuvent aussi exercer en mer. En 2013, 30 licences étaient attribuées sur le secteur. Deux grands types de pêche sont pratiqués sur l'Adour aval :

- La pêche au filet tramail dérivant (alose, lamproie marine et salmonidés migrateurs) de l'embouchure au "bec des Gaves" ;
- La pêche au tamis pour la capture de la civelle, soit poussé dans l'estuaire maritime de Bayonne à Urt, soit tenu à la main dans l'estuaire fluvial jusqu'au pont de Vimport sur l'Adour et dans les Gaves réunis, ou encore à bord d'une embarcation ancrée.

La pêche professionnelle exploite principalement des poissons migrateurs (grande alose, lamproie marine, saumon atlantique, anguille et truite de mer) mais aussi d'autres espèces (bar, daurade, marbré, sandre, etc.) Les captures de chaque pêcheur sont connues grâce aux obligations de déclaration qui leur incombent à différents niveaux, notamment pour les poissons migrateurs.

La pêche de loisir est aussi pratiquée sur le périmètre du SAGE. Concernant les espèces pêchées, l'Adour est classé en 2ème catégorie piscicole, ce qui implique une réglementation adaptée en ce qui concerne les espèces autorisées et les périodes d'ouverture, notamment pour les espèces de migrateurs. Ainsi par exemple des périodes d'ouverture de la pêche sont fixées pour le saumon atlantique et l'anguille. La pêche amateur des lamproies marines et fluviatiles est interdite.



D'autres espèces sont pêchées sans contraintes : cyprinidés ou « poissons blancs » (carpe, ablette, gardon, brème, barbeau chevesne, rotengle, etc.), carnassiers (sandre, brochet, black-bass, silure). La pêche aux engins recherche préférentiellement l'anguille et l'alose.

A noter que la pêche de loisir est également pratiquée sur le littoral, de manière non encadrée.

Activités nautiques

L'axe Adour est navigable sur 75 km. Il accueille ainsi plusieurs activités nautiques comme les croisières et promenades à bateau, la pratique de l'aviron ou encore, plus vers l'aval, les loisirs motorisés ou à voile comme les bateaux de plaisance, les voiliers ou les jets ski. D'autres activités sont également pratiquées sur le littoral. Le surf est un sport emblématique de la région. Cette activité est d'ailleurs pratiquée tout au long de l'année par les locaux.

Activités récréatives

Un établissement thermal est situé sur la commune de Saubusse. Il utilise les deux captages de Hourat et Raja. La source Raja avec son eau chlorurée à 39° dispense ses bienfaits dans le traitement des rhumatismes et de la phlébologie.

De plus, un complexe de thalassothérapie existe dans la masse d'eau du panache de l'Adour, à Anglet, à proximité de l'embouchure de l'Adour. L'eau de l'océan est prélevée pour être utilisée dans les cures et soins dédiés.

Ressources énergétiques

Au moment de l'élaboration du SAGE et de son approbation, il n'existe aucune centrale hydroélectrique sur les cours d'eau du périmètre du SAGE Adour aval. Le potentiel hydroélectrique semble très faible voire nul. Dans une vision prospective et considérant les évolutions technologiques possibles, il est envisageable que l'activité hydroélectrique puisse se développer à l'avenir (développement de technologies pour produire de l'électricité sur des cours d'eau de très faible débit).

Des études et projets existent pour étudier et développer le potentiel lié aux énergies marines renouvelables sur l'Adour proche de l'embouchure et le littoral. Les gisements sont globalement relativement faibles à l'exception de l'énergie houlomotrice, fortement disponible sur le littoral, mais pour laquelle les technologies doivent encore se développer.

De manière générale, les boisements représentent actuellement une ressource énergétique renouvelable à exploiter pour participer à la transition énergétique. Au moment de l'élaboration du SAGE, la filière bois-énergie est en forte expansion sur le territoire. Toutefois, les boisements alluviaux et riverains de cours d'eau, qui remplissent des fonctions essentielles au fonctionnement des cours d'eau, peuvent être fortement impactés en cas d'exploitation intensive et inadaptée.

Le développement de tels projets pourrait participer à la diminution de l'émission de gaz à effet de serre (GES). Toutefois, il est important de noter que la politique liée à la transition énergétique et au développement des énergies renouvelables peut entrer en contradiction, sur certains aspects, avec la politique de restauration de la continuité écologique (notamment concernant le développement de l'hydroélectricité) ou avec le principe de préservation des milieux.

Changement climatique

Le territoire du SAGE Adour aval est soumis aux effets du changement climatique. Ce changement aura des conséquences nombreuses du niveau global jusqu'à des niveaux plus locaux, sur les territoires et les populations. Les scénarios climatiques sont multiples. Ils dépendent de nombreux facteurs, et notamment d'hypothèses sur le changement des comportements humains et les politiques de maîtrise de l'énergie.

L'Agence de l'Eau Adour Garonne a adopté en 2018 un plan d'adaptation au changement climatique (PACC) du bassin Adour-Garonne. Le diagnostic à cette échelle montre que le déficit en eau



aujourd'hui s'élève à 200-250 millions de m³ à l'étiage et pourrait atteindre en 2050 entre 1 à 1,2 milliard de m³ si rien n'est entrepris. Le PACCC incite donc à l'action pour permettre aux territoires de s'adapter, dès aujourd'hui, en travaillant sur les politiques interdépendantes de gestion de l'eau, du climat, de l'énergie, de l'agriculture, de l'aménagement, de la santé, de la biodiversité, en mobilisant également tous les secteurs socio-économiques à se mobiliser.

Au niveau du bassin de l'Adour, l'Institution Adour, en partenariat avec l'Agence de l'Eau Adour Garonne, les 4 Départements et les 2 Régions du Bassin de l'Adour, s'est engagée dans la réalisation de l'étude prospective Adour 2050. Cette démarche innovante a permis d'envisager les impacts des changements climatiques et des évolutions de notre territoire sur l'eau et les milieux aquatiques des bassins de l'Adour et des côtiers basques, à l'horizon 2050. Elle indique les actions d'adaptation les plus pertinentes à mener sur le territoire du bassin de l'Adour.

En termes prospectif, les éléments principaux (issus du scénario climatique retenu pour l'étude Adour 2050) à retenir pour le périmètre du SAGE sur les évolutions du climat sont les suivants :

- les températures vont augmenter significativement (1 à +1,5 °C d'ici à 2070) ;
- la pluviométrie est globalement constante (évolution faible de +/- 100 mm sur le cumul annuel mais avec une baisse plus marquée des cumuls estivaux) mais le régime des précipitations semble évoluer (pluies plus courtes de plus fortes intensités) et peut avoir des conséquences sur certains usages de l'eau en termes de gestion ;
- les précipitations neigeuses vont clairement diminuer (en hauteur et durée d'enneigement) en montagne ce qui impactera les débits des cours d'eau hivernaux et printaniers (plus de précipitations pluvieuses ; moins d'influence de la fonte des neiges) ;
- le nombre de jours de sécheresse sera légèrement augmenté (entre 0 et +5 jours par an) ;
- les étiages seront de plus en plus marqués (débits diminués sur de plus longues périodes), les déficits en eau déjà connus seront accentués ;
- les crues « classiques » de l'Adour évolueront peu et les crues plus localisées sur les petits affluents resteront imprévisibles.

Tous ces éléments auront des conséquences sur le territoire :

- impacts sur la qualité de l'eau, moindre dilution des pollutions ; impact sur les usages exigeants en termes de qualité de l'eau ;
- impacts sur la faune et la flore aquatique et le fonctionnement global des milieux ; concurrence entre espèces et prolifération d'espèces invasives au détriment des espèces locales ;
- moindre disponibilité de la ressource en eau en terme quantitatif, éventuelles concurrences entre usages consommateurs d'eau ;
- risques liés aux crues, sur l'ensemble du territoire et à proximité du littoral et de la zone d'influence des marées (élévation du niveau marin, événements de submersion marine, recul du trait de côte) ;
- etc.

Pour faire face, deux dimensions d'intervention doivent être envisagées :

- L'atténuation, c'est-à-dire la diminution de la contribution des activités humaines au processus de changement climatique, soit une diminution des émissions de gaz à effet de serre du territoire ;
- L'adaptation du territoire aux effets du changement climatique, ce processus étant dans tous les cas aujourd'hui engagé. Son ampleur dépendra maintenant des mesures d'atténuation qui seront effectivement mises en place.

Les possibilités qui s'offrent aux acteurs participants à l'élaboration du SAGE concernent plus directement l'adaptation du territoire au changement climatique et à ses conséquences, contrairement à l'atténuation du phénomène, qui est plus directement liée aux politiques et schémas concernant le climat, l'air et l'énergie.





Thème	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Qualité de l'eau	<p>47% des masses d'eau superficielles sont en bon état. 80% des masses d'eau souterraines ont un bon état quantitatif et 70% ont un bon état chimique.</p> <p>Connaissance bien développée sur l'estuaire de l'Adour.</p>	<p>Présence de 2 masses d'eau superficielles MEFM avec un objectif de bon potentiel à 2027. 3 masses d'eau souterraines de mauvaise qualité chimique dont une captive. Existence de pollution diffuse. Vulnérabilité de la zone estuaire aval qui reçoit l'influence de tout le bassin versant de l'Adour et constitue une zone d'influence sur la qualité des eaux de baignade.</p> <p>Connaissance peu développée sur les affluents de l'Adour.</p>	<p>Programme DCE de bon état des masses d'eau d'ici à 2021. Fort intérêt et forte mobilisation des acteurs pour le maintien de qualité des eaux de baignades. Nombreux programmes de suivi de la qualité de l'eau et d'amélioration de la qualité des rejets d'assainissement en cours sur le territoire. Prise en compte progressive des enjeux de qualité de l'eau dans les documents d'urbanisme.</p>	<p>Risque de non atteinte du bon état écologique pour quelques masses d'eau superficielles, notamment celles situées en contexte très urbanisés et qui ont été fortement dégradées. Risque de non atteinte du bon état chimique et/ou quantitatif pour quelques masses d'eau souterraines.</p> <p>Manque de connaissances sur la qualité des affluents de l'Adour.</p>
Pressions sur la ressource en eau	<p>Régime hydrographique important et influence océanique. Pas de forte concurrence entre usages connue à ce jour. Prélèvements agricoles inférieurs aux autorisations.</p> <p>Territoire considéré comme non déficitaire en période d'étiage. Bonne couverture en STEP.</p>	<p>Existence de pressions par prélèvements sur plusieurs nappes même si elles sont désignées en bon état quantitatif. La nappe de l'Eocène est en mauvais état quantitatif.</p>	<p>Programme DCE de bon état des masses d'eau d'ici à 2021. Volonté des acteurs d'avoir une meilleure maîtrise des connaissances sur l'ensemble des prélèvements et rejets des unités industrielles, artisanales et agricoles.</p> <p>Programmes de sécurisation de l'enjeu AEP déjà amorcé via des interconnexions.</p>	<p>Augmentation démographique sur le territoire et par conséquent, augmentation des prélèvements pour l'AEP et des rejets domestiques. Réduction des débits au regard des effets prévus du changement climatique.</p>
Zones humides, milieux, biodiversité	<p>Présence de 5 sites Natura 2000. 23% du territoire du SAGE couvert par des ZNIEFF. Réseau de zones humides dense et</p>	<p>Nombreux obstacles à la continuité écologique sur les cours d'eau. Pression sur les milieux aquatiques dans la partie aval de l'estuaire.</p>	<p>Programmes de sauvegarde du patrimoine naturel déjà en cours (Natura 2000). Prise en compte progressive des milieux</p>	<p>Pressions exercées sur les milieux par l'avancée des projets d'urbanisme. Modification des écosystèmes par des espèces</p>

	présence des barthes sur la quasi-totalité du linéaire de l'Adour dans le périmètre du SAGE. Patrimoine naturel exceptionnel. Biodiversité riche et abondante.	Emprise urbaine forte y compris sur les milieux humides. Zones impactées par la présence d'espèces animales et/ou végétales envahissantes.	naturels dans les documents d'urbanisme.	envahissantes dans des zones soumises à la réduction des débits ou non entretenues. Effet du changement climatique.
Risques naturels	Nombreux outils mis en place. 16 PPRi sur le périmètre du SAGE. 2 TRI et SLGRI à venir.	Partie aval du SAGE soumise à l'érosion côtière et au risque de submersion. Risque d'inondation élevé sur la zone estuarienne. Risque inondation élevé lié à la concomitance de paramètres sur la zone aval de l'estuaire.	SLGRI à venir pour le TRI côtier basque. Volonté des acteurs de gérer les risques d'inondation à des échelles hydrographiques et de préserver les barthes en tant que champ d'expansion de crues.	Pression démographique et artificialisation des espaces périphériques augmentant l'exposition au risque. Effet du changement climatique qui accentuera les phénomènes extrêmes.
Santé humaine	Eaux de baignade globalement d'excellente qualité. Qualité de l'eau potable distribuée globalement bonne. Pas de concurrence quantitative avec l'enjeu AEP.	Fermetures de plages pour cause de pollution lors d'événements pluvieux ponctuels. Influence de l'Adour sur les plages proches de l'embouchure. Présence, dans certains captages d'eau potable, de molécules issues des produits phytosanitaires agricoles au-delà de la réglementation en vigueur (cas du captage d'Orist).	Mise en place de la directive baignade de 2006. Forte mobilisation des acteurs pour maintenir la qualité des eaux de baignade au regard de l'enjeu économique. Poursuite de la gestion active des zones de baignade. Interconnexion des réseaux AEP pour sécuriser la ressource. Mobilisation volontaire sur certains captages AEP dégradés.	Poursuite de la dégradation de l'eau de certains captages en cas de mobilisation volontaire insuffisante des acteurs agricoles. Risque de dégradation d'autres zones de captages. Effets du changement climatique.
Paysages/cadre de vie	Patrimoine paysager exceptionnel, tant sur la partie du littoral qu'en amont du SAGE au niveau des barthes. Territoire très attractif aux	Intégration paysagère de certaines activités ou sites à améliorer. Prise en compte peu développée de la nature en ville.	Amélioration progressive de la prise en compte de l'eau et des milieux dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement.	Poursuite de certaines activités pouvant dégrader le cadre de vie si leur intégration n'est pas améliorée.

	milieux variés.			Effets du changement climatique.
Air/sol	Bonne qualité de l'air présumée sur l'ensemble du territoire. Érosion moyennement marquée mais connaissances à améliorer.	Connaissance sur la qualité de l'air peu développée sur l'ensemble du territoire. Existence de sites et sols pollués.	Plan Climat Air Energie territoriaux. Opérations ponctuelles de dépollution de sites.	Effets du changement climatique. Accentuation de la pollution par l'augmentation de population. Risque de dégradation de la qualité de l'eau par les sites et sols pollués.
Energie	Force houlomotrice	Potentiel nul à ce jour pour l'hydroélectricité. Faible potentiel pour les énergies renouvelables de manière générale.	Etudes de développement des énergies marines renouvelables.	Contradictions possibles entre les politiques sur la transition énergétique et la restauration de la continuité écologique. Vigilance sur les filières bois-énergie par rapport à l'exploitation des ripisylves ou boisements alluviaux.
Changement climatique	Etude prospective Adour 2050 : mise en évidence des enjeux et proposition de pistes d'adaptation.	Territoire peu déficitaire à ce jour donc la prise de conscience des enjeux à venir reste peu marquée.	Mise en œuvre ponctuelle de pistes d'atténuation ou d'adaptation.	Augmentation inéluctable des effets liés au changement climatique.

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT SI LE SAGE N'EST PAS MIS EN ŒUVRE

Contexte socio-économique

Les données issues du scénario tendanciel réalisé dans le cadre de la phase d'élaboration du SAGE met en avant une augmentation de la population résidentielle de + 1,2 %/an sur le périmètre du SAGE Adour aval. De même, la pression démographique liée à la fréquentation touristique serait toujours en hausse. L'augmentation prévisible et importante de la population sur le territoire du SAGE induit des enjeux majeurs vis-à-vis de l'eau et des milieux aquatiques :

- hausse des besoins en eau potable ;
- hausse des besoins d'assainissement ; rejets plus importants ; hausse des populations aussi sur les STEP hors bassin versant qui déversent dans le périmètre du SAGE ;
- besoin en logements supplémentaires, pouvant se traduire par la construction dans les « dents creuses » pour répondre aux objectifs de densification de l'habitat, mais également par l'extension de certaines zones urbanisées ;
- augmentation de l'imperméabilisation des sols et donc des ruissellements ; besoins plus importants de gestion des eaux pluviales ;
- en l'absence de prévention adaptée, augmentation des biens et des personnes vulnérables aux inondations et/ou demande de protection plus importante qu'auparavant, notamment lié au fait qu'une partie des néo-habitants ne sont pas nécessairement sensibles au risque d'inondation sur le territoire et attendent un niveau de protection plus important qu'auparavant ;
- atteinte aux milieux par une éventuelle consommation de l'espace pour de nouvelles constructions (habitats, activités artisanales et commerciales, etc.).

Au niveau agricole, le scénario tendanciel prévoit une légère baisse de la SAU ainsi qu'une baisse plus marquée du nombre d'exploitations agricoles. Ceci induit une augmentation de la surface moyenne par exploitation et un risque d'avoir une plus grande attractivité pour les grandes cultures au détriment de l'élevage. L'évolution de l'utilisation d'engrais devrait être faible. Pour les produits phytosanitaires, leur utilisation pourrait être stable ou augmenter si l'activité de culture se développe au détriment de l'élevage. De nouvelles molécules seront mises sur le marché pour remplacer des molécules impactant l'environnement. Il existera toujours une présence de molécules rémanentes dans l'environnement. L'agriculture biologique se développera mais de manière modérée. Il y aura un maintien voire une augmentation (changement climatique et marge de manœuvre entre les V autorisés et les V prélevés) de l'agriculture irriguée du maïs. Les prélèvements pour l'irrigation pourront augmenter en fonction de l'augmentation de la température, la diminution des précipitations et l'allongement des périodes de sécheresse.

Sur le plan industriel, le scénario tendanciel ne prévoit pas d'évolution majeure globale au niveau du périmètre du SAGE. Les prélèvements et les rejets vont perdurer à leur niveau actuel. Au niveau du port en revanche, une stratégie d'augmentation du trafic est à prévoir pour compenser la perte enregistrée sur les dix dernières années. Une augmentation des activités artisanales est à prévoir sur le périmètre du SAGE Adour aval, en lien avec l'augmentation de population, avec une répercussion sur les milieux aquatiques.

La pêche professionnelle aura tendance, quant à elle, à diminuer.

D'un point de vue touristique, l'activité sur le périmètre du SAGE sera encore très forte et suivra les tendances d'augmentation de la fréquentation que nous connaissons aujourd'hui. Les tendances mettent en avant un attrait de plus en plus important sur l'éco-tourisme. Tant le littoral que les zones des barthes ou de piémont seront concernées par cette croissance démographique liée au tourisme.



Contexte climatique et hydrologique

Les éléments principaux issus du scénario tendanciel du SAGE à retenir sur les évolutions du climat sont les suivants :

- les températures vont augmenter significativement ;
- la pluviométrie est globalement constante mais le régime des précipitations semble évoluer et peut avoir des conséquences sur certains usages de l'eau en termes de gestion ;
- les précipitations neigeuses vont clairement diminuer (en hauteur et durée d'enneigement) en montagne ce qui impactera les débits des cours d'eau hivernaux et printaniers (plus de précipitations pluvieuses ; moins d'influence de la fonte des neiges) ;
- le nombre de jours de sécheresse sera légèrement augmenté ;
- les étiages seront de plus en plus marqués (débits diminués sur de plus longues périodes), les déficits en eau déjà connus seront accentués ;
- les crues « classiques » de l'Adour évolueront peu et les crues plus localisées sur les petits affluents resteront imprévisibles.

Tous ces éléments auront des conséquences sur le territoire :

- impacts sur la qualité de l'eau, moindre dilution des pollutions ; impact sur les usages exigeants en termes de qualité de l'eau ;
- impacts sur la faune et la flore aquatique et le fonctionnement global des milieux ; concurrence entre espèces et prolifération d'espèces invasives au détriment des espèces locales ;
- moindre disponibilité de la ressource en eau en terme quantitatif, éventuelles concurrences entre usages consommateurs d'eau ;
- risques liés aux crues, sur l'ensemble du territoire et à proximité du littoral et de la zone d'influence des marées (élévation du niveau marin, événements de submersion marine, recul du trait de côte) ;
- etc.

Eau potable et assainissement

L'augmentation de la population permanente et saisonnière va augmenter les besoins en eau potable, même si le ratio volume/habitant/jour diminue, notamment du fait des effets du changement climatique qui vont induire une plus forte demande en eau. Les équipements devront être adaptés sur certains secteurs du périmètre du SAGE pour répondre à ce besoin. Dans ce contexte, des concurrences entre usages consommateurs d'eau pourraient se révéler, mais une vision globale et multi usages de l'enjeu quantitatif devra se développer. L'enjeu des économies d'eau est majeur et sera le premier levier à mobiliser pour une vision durable de l'utilisation de la ressource.

En terme de qualité des ressources exploitées pour l'eau potable, les enjeux existants à ce jour, au niveau des captages d'Orist notamment (enjeu lié aux produits phytosanitaires) mais pouvant se multiplier sur d'autres captages à l'avenir, ne seront traités qu'à la condition d'une réelle mobilisation massive et ambitieuse des acteurs locaux. En l'absence d'une contrainte forte, telle que la règle dans le SAGE, le risque d'un traitement de l'enjeu partiel et sans vision de long terme est réel. Dans ce cas, l'exploitation des captages sur le long terme pourrait être compromise.

Au vu de l'enjeu que représente l'AEP, les collectivités seront certainement mobilisées pour sécuriser la ressource, comme par exemple par la protection des captages ou l'interconnexion des réseaux.

L'augmentation de la population permanente et saisonnière va augmenter les rejets d'eaux usées dans les cours d'eau ayant des débits de plus en plus faibles et des périodes d'étiage de plus en plus longues. Les répercussions sur l'état des milieux et la biodiversité seront fortes et vont venir dégrader des écosystèmes aquatiques. L'enjeu sur la qualité des eaux de baignade ne sera pas neutre. Ainsi, les acteurs seront mobilisés et envisageront des programmes pour répondre à cet enjeu. La question de la gestion des eaux pluviales et des branchements des particuliers au réseau



séparatif sera l'un des points forts que les collectivités devront traiter pour atteindre des niveaux de performances importants des systèmes d'assainissement.

En l'absence de SAGE, l'ensemble des initiatives ou programmes d'actions portés par les collectivités et visant une amélioration de la qualité des eaux, ne seront pas forcément mis en œuvre à une échelle pertinente et risqueront de ne pas être en lien avec l'ensemble des autres documents et acteurs, comme ceux de l'aménagement du territoire par exemple. En l'absence de SAGE, le risque d'avoir des programmes curatifs au détriment de programmes préventifs de long terme est plus élevé.

Qualité de l'eau (superficielles, souterraines, baignade, estuaire)

Concernant la qualité des masses d'eau, il est à prévoir une évolution des obligations réglementaires pour leur classement. Sur le périmètre du SAGE, la morphologie de certains cours d'eau est telle que le bon état écologique ne pourra être atteint à moins de mettre en place des solutions lourdes et coûteuses. Avec l'augmentation des rejets d'eaux usées domestiques, industrielles et pluviales, la qualité des eaux de baignade risque de se dégrader. L'enjeu sera tel que les collectivités mettront tout en œuvre pour réduire les impacts sur la santé humaine. L'investissement financier et l'implication des acteurs décisionnels et privés pour une transition agricole et industrielle visant à modifier les pratiques, la réutilisation des eaux usées, etc. nécessitera des moyens très lourds. Il est à prévoir une dégradation de la qualité des eaux du fait de ces activités.

En l'absence de SAGE, l'ensemble des initiatives ou programmes d'actions portées par les collectivités et visant une amélioration de la qualité des eaux, ne seront pas forcément mis en œuvre à une échelle pertinente et risqueront de ne pas être en lien avec l'ensemble des autres documents, comme ceux de l'aménagement du territoire par exemple.

Milieux naturels (zones humides, barthes, continuité écologique,)

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe et de la réorganisation des compétences GEMAPI sur les territoires, le paysage des compétences pour la gestion des cours d'eau a évolué.

La gestion de l'axe Adour qui n'est pas assurée de manière concertée entre les deux rives finira par le devenir, suite à la fusion des deux syndicats de rivières du territoire. Il semble que la gestion des cours d'eau sera assurée de manière optimisée et avec plus de cohérence dans les années à venir. La prise en compte des zones humides sera renforcée (par la mise en place des TVB notamment), même si elle restera partielle, dans les documents d'urbanisme. À long terme, les zones humides seront toujours menacées de disparition progressive.

Dans les barthes de l'Adour, le maintien d'une activité agricole adaptée et rentable semble incertain. L'animation du site Natura 2000 des barthes de l'Adour se poursuivra à court et moyen termes. Il n'existera pas forcément de nouveau cadre de gestion des ouvrages et des niveaux d'eau à l'intérieur des barthes de l'Adour, élaborés de manière collective par l'ensemble des acteurs et usagers de la barthe. En revanche, toujours liée à la loi NOTRe, les syndicats s'organiseront localement et plus facilement. Ceci pourrait permettre de clarifier, au moins sur une partie des ouvrages structurants, les responsabilités des différents acteurs.

Pour les milieux naturels présents dans les zones urbanisées et aménagées, leur prise en compte sera améliorée. Les projets de restauration de la continuité écologique entre l'Adour et les barthes tels qu'engagés par l'Institution Adour sur 4 sites pilotes ne seront pas reproduits sur d'autres barthes. La restauration de la continuité et les potentialités piscicoles dans la barthe ne seront que partiellement améliorées.

La problématique des espèces envahissantes existera sur le long terme sur le territoire du SAGE Adour aval. Les espèces déjà connues perdureront sur le territoire, de manière plus ou moins importante selon les stratégies de gestion éventuellement développées. De plus, de nouvelles espèces invasives apparaîtront sur le territoire ; ce phénomène sera d'autant plus accentué dans le contexte de changement climatique actuel qui contribue fortement aux déplacements d'espèces



En l'absence de SAGE, les zones déjà protégées ont de grandes chances de conserver leur statut. En revanche, pour ce qui concerne les zones qui ne font pas l'objet de mesures de protection, de sauvegarde ou de valorisation, il existe un risque réel de dégradation des milieux. La question du maintien des zones humides est peu considérée dans les documents d'urbanisme. De manière générale, même si des volontés existent pour maintenir des espaces de biodiversité à fort intérêt écologique, il n'est pas certain qu'elles puissent répondre aux deux spécificités qu'un SAGE est à même de pouvoir structurer à savoir : la concertation et la prise en compte de l'échelle hydrographique.

Risques naturels

Le scénario tendanciel élaboré dans le cadre de l'étude Adour 2050 prévoit que l'aléa d'inondation dû aux crues décennales soit relativement stable à l'horizon 2050 par rapport à la situation actuelle. Ce scénario prévoit que les populations augmentent dans les zones à risque et restent vulnérables, donc un risque (croisement de l'aléa et des enjeux) dû aux crues décennales toujours présent sur le territoire à l'horizon 2050. Le territoire du SAGE Adour aval apparaît dans la carte globale d'Adour 2050 comme étant de vulnérabilité forte, à l'horizon 2050, concernant le risque d'inondation liée aux crues décennales. Le territoire du SAGE Adour aval doit accueillir 22 000 nouveaux habitants à l'horizon 2030. En l'absence de prévention adaptée, la pression démographique pourrait entraîner une augmentation des biens et des personnes vulnérables aux inondations. De plus, le risque d'inondation par ruissellement pourrait être accentué par l'imperméabilisation des sols qui sera d'autant plus importante que le sera l'urbanisation. A l'avenir, la gestion des inondations sera traitée à une échelle élargie et appropriée grâce notamment aux SLGRI qui sont ou doivent se mettre en place. Sur le reste du territoire, et notamment sur les affluents de l'Adour, la gestion des inondations ne sera pas optimisée par rapport à la situation actuelle, et gérée de manière élargie.

En l'absence de SAGE, les programmes de gestion du risque d'inondation ont un risque d'être établi à une échelle prenant en considération majoritairement les enjeux liés au découpage administratif où chaque territoire tient à se préserver des impacts. Or, l'enjeu relatif aux phénomènes d'inondations relève d'une gestion qui, pour ce qui concerne le fleuve Adour, nécessite une réflexion à l'échelle hydrographique, nécessitant d'identifier et préserver les zones d'expansion de crues pour protéger les secteurs à enjeux (zones aménagées, zones urbaines, etc.).



Chapitre 3 :

Solutions de substitution raisonnables

Article R.122-20 du code de l'environnement :

Le rapport environnemental comprend :

« *Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du schéma dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente* ».



CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU SAGE

Des problématiques liées à l'eau existent sur l'aval de l'Adour. Elles sont nombreuses et variées, comme sur l'ensemble des territoires, du fait que l'eau et les milieux aquatiques sont utilisés pour de nombreux usages et sont donc potentiellement l'objet de nombreuses menaces et dégradations. Elles peuvent être globales au territoire ou plus spécifiques pour chaque secteur. Dans tous les cas les enjeux de l'eau sont à la fois économiques, écologiques mais aussi tout simplement vitaux donc incontournables.

Le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 présentait les orientations stratégiques à mettre en œuvre dans le domaine de l'eau et fixait les objectifs à atteindre en termes de qualité des eaux et milieux aquatiques, conformément à la Directive Cadre sur l'Eau. Il introduisait en particulier la nécessité de faire émerger un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sur le bassin versant Adour aval à l'horizon 2015.

Conscientes de leurs responsabilités vis-à-vis de l'eau, les collectivités se sont donc engagées dès 2012 dans une phase d'étude et d'animation sur ce territoire, avec l'appui des services de l'Etat et de ses établissements publics. Elles ont réalisé deux ans d'étude de faisabilité d'un SAGE Adour aval de mai 2012 à mai 2014 pour obtenir une vision globale de la problématique de l'eau et de sa gouvernance sur l'aval de l'Adour et étudier la pertinence de faire émerger un SAGE sur ce territoire. Cette étude a été complétée à partir de mai 2013 par un axe de travail visant à évaluer la nécessité et au besoin initier la mise en place de démarches opérationnelles plus locales, permettant de répondre à des enjeux plus urgents.

Ainsi, de 2012 à 2014, une étude de faisabilité du SAGE Adour aval a été menée pour évaluer la pertinence de mobiliser un tel outil. Durant ces deux années de travail, différents outils ont été présentés aux élus locaux et services de l'Etat ou ses établissements publics, et plusieurs scénarios ont été envisagés pour la gestion concertée de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur le territoire Adour aval :

- animation locale sans outil formalisé ;
- contrat de bassin pour une programmation pluriannuelle d'actions sur des thématiques ciblées et à une échelle élargie ;
- émergence et élaboration d'un SAGE et mobilisation, au besoin et selon les enjeux plus locaux, d'outils plus opérationnels à des échelles plus locales.

Plusieurs solutions alternatives au SAGE ont donc été envisagées sur le territoire mais n'ont pas été poursuivies, au profit du scénario pour l'émergence d'un SAGE. Les motivations étaient liées à l'ampleur de la mobilisation d'acteurs souhaitée, à l'échelle de travail visée, et aux sources de financement disponible sur le long terme pour une animation locale.

L'arrêté interpréfectoral de délimitation du périmètre du SAGE a ainsi été signé par les Préfets des Landes et des Pyrénées-Atlantiques le 26 mars 2015.

L'arrêté préfectoral de composition de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Adour aval a été signé du Préfet des Pyrénées-Atlantiques le 7 septembre 2015.



SOLUTIONS ALTERNATIVES

En absence de SAGE Adour aval, des solutions de substitutions pourraient être envisagées afin de permettre une gestion cohérente de l'eau et des milieux aquatiques sur le territoire. Les principales solutions envisagées sont les suivantes :

- le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 et son Programme de Mesures ainsi que les SDAGE qui suivront : il présente des actions fondées sur les enjeux actuels du bassin et sur des textes réglementaires et législatifs récents. Il définit une politique globale à mener à l'échelle du grand bassin hydrographique mais ne permet pas une déclinaison et une opérationnalité à l'échelle du territoire Adour aval. Sans sa déclinaison locale sur le bassin, les préconisations du SDAGE sont considérablement réduites.
- les outils opérationnels existants (programmes pluriannuels de gestion, programmes pluriannuels d'investissements, etc.) : ils visent une partie des objectifs du SAGE mais ne traitent pas de toutes les problématiques de l'eau, ce sont des outils opérationnels et non de planification et n'ont pas de portée juridique. Par ailleurs, ils ne couvrent pas la totalité du territoire du SAGE et ne sont pas le fruit d'une concertation. En l'état, seul le SAGE, de par la pluralité des thématiques qu'il aborde, l'intégration d'objectifs relevant de politiques récentes, la coordination des acteurs ou encore l'organisation de la maîtrise d'ouvrage publique locale, permet au mieux de répondre collégialement aux exigences imposées par l'Europe et la France.

Le tableau suivant présente les principaux avantages et inconvénients de chaque solution de substitution par rapport à la solution de mise en œuvre du SAGE Adour aval.

	Solutions alternatives				Solution SAGE Adour aval	
	SDAGE Adour-Garonne		Outils locaux		points forts	points faibles
	points forts	points faibles	points forts	points faibles		
Gouvernance	Instance de concertation multi-acteurs, parlement de l'eau	Echelle AG, pas de représentativité très locale		Chaque acteur reste isolé pour mettre en œuvre ses actions	* Instance de concertation locale multi acteurs, parlement local de l'eau * Légitimité pour rendre des avis sur les projets locaux * Animation politique et technique locale à l'échelle élargie	
Echelle	Echelle hydrographique	Echelle AG, pas de prise en compte des spécificités locales		Echelle de travail souvent administrative	Echelle hydrographique locale	
Intégration d'enjeux	* Gestion intégrée * Nombreux enjeux de l'eau traités			* Chaque enjeu, usage ou activité géré indépendamment des autres * Certains enjeux restent peu investis (ex : ZH)	* Gestion intégrée * Nombreux enjeux de l'eau traités	
Durée	Planification de 6 ans			Actions au coup par coup en l'absence de plan pluriannuel	Planification de 10 ans avec révision anticipée possible	
Portée - effets sur le territoire	Portée réglementaire	* Non prise en compte d'enjeux très locaux * Manque de lisibilité ou de traduction locale	* Opérationnalité, mise en œuvre d'actions * Volontariat des acteurs locaux au cœur de l'action	Absence de force opposable en cas de manque de volontariat	* Planification * Portée réglementaire ciblée pour des enjeux justifiés, adaptée par le fruit de la concertation et la recherche du consensus	* Nécessité une traduction opérationnelle en phase de mise en œuvre * Mise en œuvre du SAGE dépendante de nombreux acteurs locaux
Connaissances locales		Pas de traduction au niveau très local	Amélioration possible des connaissances locales		Amélioration possible des connaissances locales	



Chapitre 4 :

Justification du choix du scénario retenu

Article R.122-20 du code de l'environnement :

Le rapport environnemental comprend :

« L'exposé des motifs pour lesquels le projet de schéma a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées ».



CHOIX DE LA STRATÉGIE AU REGARD DES AUTRES SOLUTIONS ENVISAGÉES

Au vu des avantages et inconvénients présentés dans le chapitre précédent, pour chacune des solutions de substitution par rapport à la solution de mise en œuvre du SAGE, le choix de la mise en œuvre du SAGE apparaît comme la solution la plus pertinente pour une gestion de l'eau et des milieux aquatiques intégrée et concertée ; cette solution est tout de même complémentaire de solutions plus locales et opérationnelles pour assurer la mise en œuvre du SAGE.

Les 9 enjeux et 44 objectifs choisis par la CLE ont été définis en considérant les problématiques spécifiques et les enjeux majeurs du territoire Adour aval. La stratégie du SAGE est établie par la déclinaison de ces enjeux et objectifs en dispositions et règles permettant de résoudre les problématiques identifiées, de répondre aux grands enjeux du territoire dans le cadre d'une démarche de développement durable permettant de concilier le maintien ou le développement des usages avec la préservation ou la restauration de l'eau et du bon fonctionnement des milieux aquatiques et humides. La stratégie du SAGE permet également de contribuer à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux définis dans le cadre de l'application de la DCE.

Cette stratégie consiste tout d'abord à appliquer la déclinaison territoriale du SDAGE Adour-Garonne et à mettre en œuvre, au minimum, les éléments du programme de mesures (PDM) adossé au SDAGE et s'appliquant à l'UHR Adour aval, puis à mettre en œuvre des mesures plus spécifiquement adaptées au territoire et répondant aux enjeux et objectifs généraux fixés.

Globalement, la stratégie adoptée à travers les dispositions et règles du SAGE permet de :

- hiérarchiser les thématiques et enjeux sur lesquels le SAGE doit se concentrer ;
- identifier les points sur lesquels le SAGE devait apporter une plus-value par rapport aux dispositifs déjà existants, en particulier les dispositifs réglementaires.

Ainsi, les dispositions du SAGE permettent d'apporter une plus-value par rapport à la réglementation en vigueur ou aux dispositifs contractuels déjà en œuvre ; elles apportent plus particulièrement de la valeur ajoutée dans les domaines de la préservation et restauration des milieux naturels et des zones humides, de la prise en compte de l'eau et des milieux aquatiques et humides dans l'aménagement du territoire, de la préservation ou la restauration des ressources utilisées pour l'alimentation en eau potable.

De la valeur ajoutée est également apportée dans le domaine de la gouvernance, en promouvant une meilleure approche de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques et humides à des échelles pertinentes, réunissant des acteurs variés et dans une vision prospective de long terme incluant la prise en compte du changement climatique. Le SAGE présente un intérêt également dans le domaine de la connaissance, de l'information et de la communication. Pour ce point, une plus-value directe est liée à l'existence même des instances de concertation du SAGE (CLE et commissions thématiques).



CHOIX DE LA STRATÉGIE AU REGARD DES OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

L'objectif de ce chapitre est de vérifier le respect des principaux objectifs de protection de l'environnement au niveau international, communautaire et national par le SAGE. Le SAGE Adour aval vise à permettre une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau sur le bassin versant, en respectant notamment les objectifs fixés par la DCE et le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021. Il a également été établi dans le respect des objectifs de protection de l'environnement fixés au niveau international, communautaire ou national concernant notamment le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre, la diversité biologique et particulièrement les espèces animales et végétales remarquables ou à valeur patrimoniale ainsi que la santé humaine.

Textes internationaux

Convention de RAMSAR - 2 février 1971

Ce traité pour la conservation et l'utilisation durable des zones humides vise à enrayer la dégradation et la perte de ces zones, aujourd'hui et demain, en reconnaissant leurs fonctions écologiques fondamentales ainsi que leur valeur économique, culturelle, scientifique et récréative. La mise en œuvre du SAGE va contribuer à l'application de cette convention en connaissant et préservant les zones humides du territoire, notamment à travers l'orientation C2 dédiée.

Convention de BONN - 23 juin 1979

L'objectif est d'assurer à l'échelle mondiale la conservation des espèces migratrices terrestres, marines et aériennes sur l'ensemble de leurs aires de répartition. Il s'agit d'une convention-cadre fixant des objectifs généraux aux États signataires pour favoriser les travaux de recherche sur ces espèces et la mise en œuvre de mesures de protection immédiate pour les espèces menacées. La mise en œuvre du SAGE va contribuer à l'application de cette convention. Les objectifs, orientations et dispositions spécifiquement liés à la conservation ou rétablissement de l'hydromorphologie des cours d'eau et de la continuité écologique ainsi que la préservation des zones humides et des habitats et espèces d'intérêt communautaire vont permettre de maintenir des milieux favorables aux espèces migratrices et de favoriser leurs déplacements.

Convention de BERNE - 19 septembre 1979

L'objectif est la protection des espèces végétales et animales rares et en danger, ainsi que les habitats naturels de l'Europe par des politiques nationales de conservation de la faune, de la flore et des habitats naturels ; une prise en compte dans les politiques d'aménagement et de développement et dans les mesures de lutte contre la pollution ; l'éducation et la diffusion d'informations ; des travaux de recherche ; une coopération pour une meilleure efficacité. La mise en œuvre du SAGE va contribuer à l'application de cette convention. Les objectifs, orientations et dispositions spécifiquement liés à la conservation ou rétablissement de l'hydromorphologie des cours d'eau ou milieux aquatiques, ainsi que la préservation des zones humides et des habitats et espèces d'intérêt communautaire vont permettre de maintenir une bonne qualité du milieu naturel et des habitats favorables à la vie sauvage.

Protocole de KYOTO - 25 avril 2002

Ses objectifs sont de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique du climat, de prendre des mesures de précaution pour prévoir, prévenir ou atténuer les causes de changement climatique et en limiter les effets néfastes, et de réduire les émissions des gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique.

L'application du SAGE Adour aval permettra de participer à la prévention ou atténuer les effets néfastes liés au changement climatique en réduisant la vulnérabilité de la ressource en quantité et en qualité, en faisant un bilan de la connaissance sur les risques liés à l'eau, en rationalisant l'utilisation de la ressource, en limitant le ruissellement et en préservant les milieux.



Directives Européennes

Directive Cadre sur l'Eau (DCE) - 23 octobre 2000

L'objectif est d'atteindre pour une échéance donnée (initialement fixée à 2015 avec des dérogations à 2021 ou 2027 pour des masses d'eau le justifiant) le bon état des milieux aquatiques européens. Elle définit les modalités de gestion et impose la non-dégradation de toutes les masses d'eau par une gestion durable des ressources en eau, en prévenant toute dégradation des écosystèmes aquatiques, en assurant un approvisionnement suffisant en eau potable de bonne qualité, en réduisant la pollution des eaux souterraines et en supprimant les rejets des substances dangereuses prioritaires.

Le SAGE fixe pour le territoire les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il est une déclinaison locale du SDAGE Adour-Garonne, lui-même faisant écho à la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) de 2006 ayant permis une déclinaison au niveau national de la DCE. A peu près tous les objectifs du SAGE répondent donc par essence à la DCE.

Directive Eau de Baignade - 15 février 2006

L'objectif est d'atteindre une qualité des eaux dans les zones de baignade permettant d'assurer la sécurité sanitaire des usagers. Les paramètres de contrôles prévus sont des paramètres organoleptiques et microbiologiques. La directive prévoit le classement des zones de baignade selon 4 classes : insuffisante, suffisante, bonne, excellente. Elle prévoit de plus l'établissement et la mise à jour régulière de profils des zones de baignade, incluant des plans d'actions pour limiter les risques de pollutions.

Le SAGE consacre une orientation aux activités de loisirs, dont la baignade. Il définit une zone d'influence microbiologique vers une zone littorale proche de l'embouchure de l'Adour. Il rappelle la nécessité de mettre en œuvre les profils de baignade. Le SAGE contribue donc à la mise en œuvre de la directive.

Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin - 17 juin 2008

L'objectif est d'atteindre ou maintenir un bon état écologique du milieu marin en 2020, pour chaque sous-région marine. Un plan d'actions pour le milieu marin (PAMM) est élaboré et mis en œuvre, avec une évaluation initiale de l'état écologique et de l'impact des activités humaines, la définition du bon état écologique, la définition d'objectifs environnementaux et d'indicateurs associés, un programme de surveillance et un programme de mesures.

Le SAGE est concerné par la sous-région marine golfe de Gascogne. D'une manière générale, tous les efforts menés sur les bassins versants dans le cadre du SAGE vont améliorer la qualité du milieu marin, exutoire de tous les cours d'eau. De plus, sur les enjeux de navigation commerciale ou récréative, le SAGE permet également de répondre de manière plus spécifique à certaines mesures du programme prévu pour le Golfe de Gascogne. De fait, le SAGE respecte également cette directive.

Directive Inondation - 23 octobre 2007

L'objectif est d'évaluer et gérer les risques d'inondation, pour réduire les conséquences des inondations sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique. Le SAGE est concerné par 2 territoires à risque important d'inondation (TRI), dont 1 concerne à la fois le risque d'inondation et de submersion. Le SAGE rappelle la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre les stratégies locales prévues pour ces 2 TRI. Il favorise de plus la connaissance et la prise en compte des zones d'aléa dans l'aménagement du territoire et le développement de la culture du risque. Il respecte donc la politique de cette directive.

Directive Habitat - 21 mai 1992

L'objectif est la protection et la gestion des espaces naturels et des espèces faunistiques et floristiques à valeur patrimoniale dans le respect des exigences économiques, sociales et culturelles.

Elle s'appuie sur un réseau cohérent de sites écologiques protégés, le réseau Natura 2000.

Sur le territoire, 5 sites, tous liés aux milieux aquatiques, ont été inscrits à ce réseau pour les habitats ou espèces recensées. Les objectifs liés à la conservation ou rétablissement des milieux aquatiques et humides, des habitats et espèces d'intérêt communautaire ou ordinaires, vont permettre de contribuer à maintenir des habitats ou espèces d'intérêt communautaire.



Directive Oiseaux - 2 avril 1979

L'objectif est la protection et la gestion des populations d'espèces d'oiseaux sauvages européens. Elle s'applique aux oiseaux et à leurs nids, œufs et habitats. Par la mise en place de Zones de Protection Spéciales (ZPS), la directive consacre la notion de réseau écologique en tenant compte des mouvements migratoires des oiseaux pour leur protection et de la nécessité d'un travail transfrontalier.

Sur le territoire, 1 site a été inscrit en ZPS. Les objectifs liés à la conservation ou rétablissement des milieux aquatiques et humides, des habitats et espèces d'intérêt communautaire ou ordinaires, vont permettre de contribuer à maintenir des habitats favorables à la conservation des oiseaux.

Plans nationaux ou régionaux

Plan Régional Santé Environnement (PRSE)

Le plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement est décliné au niveau régional sous forme de plans régionaux " santé environnement " (PRSE). Ces plans ont pour objectif la territorialisation des politiques définies dans les domaines de la santé et de l'environnement. En Région Nouvelle-Aquitaine, le PRSE 3 est en vigueur. Il s'articule autour de deux axes : réduire les expositions responsables de pathologies à fort impact sur la santé et réduire les inégalités environnementales.

Le SAGE participe à l'atteinte des objectifs du PRSE3 par sa contribution à l'amélioration ou la préservation de la qualité des eaux superficielles, en améliorant la satisfaction des usages de l'eau notamment l'alimentation en eau potable et les usages de loisirs (baignade), et en valorisant la gestion durable des ressources en eau.

Stratégie nationale pour la biodiversité - 2011-2020

Elle fixe 6 orientations pour stopper la perte de biodiversité d'ici 2020 : susciter l'envie d'agir pour la biodiversité ; préserver le bilan et sa capacité à évoluer ; investir dans un bien commun, le capital écologique ; assurer un usage durable et équitable de la biodiversité ; assurer la cohérence des politiques et l'efficacité de l'action ; développer, partager et valoriser les connaissances.

Le SAGE s'inscrit dans les objectifs de cette stratégie à travers les objectifs de conservation ou rétablissement des milieux aquatiques et humides, des habitats et espèces. Le SAGE promeut aussi l'amélioration des connaissances et la sensibilisation de tous les acteurs concernés, y compris le grand public.

Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PACC) - juillet 2017

Il a été élaboré à l'échelle du bassin Adour-Garonne pour améliorer la connaissance sur les effets du changement climatique, intégrer l'adaptation dans les politiques publiques existantes, informer la société sur le changement climatique et l'adaptation afin que chacun puisse s'approprier les enjeux et agir, considérer les interactions entre activités, etc.

Le SAGE intègre pleinement l'enjeu de l'adaptation au changement climatique, à la fois en y consacrant une orientation dédiée (F2) mais aussi en déclinant l'enjeu autant que nécessaire dans toutes les dispositions du PAGD.



Chapitre 5 :

Analyse des effets du SAGE sur l'environnement

Article R.122-20 du code de l'environnement :

Le rapport environnemental comprend :

« une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ».

« l'exposé des effets notables probables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages. [...] ».

« l'exposé de l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L414-4 du code de l'environnement ».

« la présentation successive des mesures prises pour éviter les incidences négatives sur l'environnement du schéma sur l'environnement et la santé humaine ; réduire l'impact des incidences mentionnées ci-dessus n'ayant pu être évitées ; compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du schéma sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. [...] ».



MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE ENVIRONNEMENTALE

Thématiques environnementales analysées

L'analyse environnementale permet d'étudier l'impact de l'ensemble du SAGE sur l'environnement. En cas d'impacts négatifs sur l'une des thématiques environnementales, des mesures correctives doivent être apportées au SAGE afin de les limiter ou de les résorber. Comme le prévoit l'article R.122-20 du code de l'environnement, l'analyse environnementale concerne 9 thématiques environnementales.

Qualité de l'eau	Qualité organoleptique, physico-chimique ou bactériologique des eaux superficielles ou souterraines
Ressource en eau	Aspect quantitatif d'une ressource en eau superficielle ou souterraine
Milieux naturels, zones humides, biodiversité	Qualité écologique ou biologique d'un milieu naturel et/ou d'une zone humide, vie aquatique végétale et animale, continuité écologique, hydromorphologie
Santé humaine	Qualité des eaux potables et de baignades
Risque	Risque contre les inondations, phénomène de submersion, d'érosion des berges, éboulement
Paysages / cadre de vie	Modification du paysage dans son ensemble, eaux de baignades, eau potable, activités nautiques, agriculture, artisanat
Air et sol	Qualité de l'air ambiant. Qualité des sols urbains et des sols agricoles
Énergie	Production d'énergie
Changement climatique	Atténuation et adaptation

Les impacts sont considérés comme très positifs, positifs, négatifs ou très négatifs

Ces impacts sont caractérisés selon l'analyse suivante :

Impact positif (+)

La disposition a un effet bénéfique pour l'environnement. Elle préserve un état déjà considéré comme étant de bonne qualité ou améliore un état dégradé ou de mauvaise qualité.

- *Maintien ou améliore la qualité de l'eau, réduit une pression sur une nappe, diminue le risque d'inondation, améliore un écosystème aquatique, améliore le facteur santé humaine, améliore un sol, etc.*

Impact négatif (-)

La disposition a un effet négatif pour l'environnement. Elle tend à détériorer un milieu ou un état. Pour l'analyse environnementale du SAGE Adour Aval, il est considéré qu'une disposition permettant l'atténuation d'un impact négatif aura toujours un impact négatif même s'il est limité.

- *Pollue un sol, dégrade le paysage, favorise l'érosion d'une berge, diminue la continuité biologique et sédimentaire d'un cours d'eau, dégrade le cadre de vie, etc.*

Impact très positif ou très négatif (++) ou (--)

Il s'agit d'une disposition dont l'impact est positif ou négatif et pour laquelle les effets sont immédiats à partir du moment où les préconisations de la disposition sont mises en œuvre et/ou durables dans le temps.

- *Mise en conformité des branchements privés d'eaux pluviales au réseau séparatif : effet positif immédiat et durable = disposition très positive (++)*



- *Limiter la progression des espèces exotiques envahissantes : effet différé et de cours termes = disposition positive (+) mais ne passant pas dans la catégorie très positive*

Les impacts peuvent être directs et indirects

Pour l'étude environnementale du SAGE Adour aval, le critère d'impact direct ou indirect est utilisé pour décrire les liens entre la disposition et les effets environnementaux. Un impact direct conduit à un effet linéaire sans condition de la mise en œuvre de la disposition sur l'environnement. Un impact indirect conduit à un effet soumis à certaines conditions de la mise en œuvre de la disposition sur l'environnement ou constitue une conséquence d'un effet direct sur un autre paramètre environnemental.

- **Adapter les rejets de STEP à la sensibilité du milieu récepteur**
- *L'amélioration de la qualité écologique des cours d'eau est un impact direct de la disposition*
- *L'amélioration du facteur santé humaine est un impact indirect de la disposition car il constitue une conséquence de l'amélioration écologique des cours d'eau.*
- **Promouvoir les économies d'eau potable**
- *La réduction des pressions sur la ressource est un effet indirect de la disposition dans le sens où il existe une étape intermédiaire entre la disposition et l'impact environnement. Dans ce cas, l'étape intermédiaire est l'engagement volontaire de l'ensemble des usagers qui économiseront l'eau potable.*

Les conditions de mise en œuvre des dispositions du SAGE sont considérées

L'analyse environnementale du SAGE Adour aval tente aussi de mesurer les conditions de faisabilité des différentes dispositions afin d'identifier si des points de vigilances doivent faire l'objet d'une attention particulière. En effet, une disposition qui impacte très positivement l'environnement mais qui est soumise uniquement à la bonne volonté de certains acteurs est potentiellement moins utile pour le territoire qu'une disposition ayant un impact positif moindre mais qui bénéficie d'un grand potentiel de mise en œuvre et de réussite. Ainsi, 3 niveaux sont définis :

Point de vigilance

La mise en œuvre de la disposition dépend de nombreux acteurs et/ou doit faire l'objet d'un consensus et/ou mobilise un investissement élevé. La disposition intègre des mesures qui n'ont jamais été mises en place. La disposition « incite » ou « recommande » et renvoie à une mobilisation volontaire de la part des acteurs concernés.

Plutôt favorables

La mise en œuvre de la disposition dépend de quelques acteurs dont certains sont impliqués directement dans la mise en œuvre de programmes de gestion de l'eau (Agence de l'eau, DREAL, collectivités compétences, etc.). Même si la disposition représente des coûts importants, le contexte, tant réglementaire que socio-économique est favorable à la mise en place de la disposition. Des programmes du même type que celui que la disposition prévoit sont en cours depuis plusieurs années.

Très favorables

La disposition implique une mise en compatibilité de certains plans et programmes avec le SAGE Adour aval et/ou la disposition fait l'objet d'une règle et/ou la disposition s'inscrit dans un cadre réglementaire obligatoire.



Représentation graphique

L'analyse pour chaque disposition est résumée dans un tableau et présentée comme suit :

IMPACT	Indirect	Direct
Positif	+	+
Très Positif	++	++
Négatif	-	-
Très Négatif	--	--
Non concerné/Impact nul		



RÉSULTATS DE L'ANALYSE ENVIRONNEMENTALE

Chacune des 103 dispositions du PAGD ont fait l'objet d'une analyse de leur impact environnemental. Le détail de cette analyse figure en annexe et fait l'objet d'une fiche par disposition. La synthèse des 103 dispositions est présentée dans le tableau ci-dessous.

Une analyse pour les 5 règles du règlement est aussi réalisée ainsi qu'une synthèse de leur impact environnemental. Une fiche par règle est également présentée en annexe.

Suite aux tableaux généraux présentant les synthèses des impacts environnementaux des dispositions et règles, une synthèse est présentée pour chacun des 9 compartiments environnementaux.

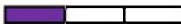


Enfin, une analyse transversale de l'ensemble du SAGE présente notamment les conclusions des incidences sur l'environnement.




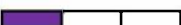








A - QUALITÉ DE L'EAU	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Énergie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
A1 Améliorer la connaissance et communiquer sur la qualité de l'eau et l'état des milieux										
A1D1 Centraliser les informations de qualité des eaux superficielles et de l'état des milieux disponibles sur le territoire Adour aval et les bassins limitrophes										
A1D2 Actualiser et développer les connaissances sur la qualité de l'eau de l'Adour et de ses affluents										
A1D3 Centraliser les connaissances sur la qualité des eaux souterraines et les améliorer										
A1D4 Améliorer les connaissances sur les déchets et les gérer	++		+	+	++	++	++			
A1D5 Sensibiliser la population sur la qualité de l'eau et les déchets et les impacts des pratiques quotidiennes individuelles	++		++	++		++	++		++ Atténuation	
A2 Cibler les actions pour atteindre le bon état (ou bon potentiel) des masses d'eau										
A2D1 Prioriser les actions pour atteindre le bon état (ou bon potentiel) des masses d'eau	++	++	++	++						
A2D2 Réaliser un bilan sur la contamination de l'estuaire par le TBT et essayer de résorber les rejets	++		++	++						
A2D3 Considérer les flux admissibles sur les masses d'eau du SAGE Adour aval	+		+	+					+ Atténuation	
A2D4 Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions des PAOT *du territoire du SAGE	++	++	++	++						
A3 Réduire la pression des activités industrielles et artisanales sur la qualité de l'eau et l'état des milieux										
A3D1 Réaliser un diagnostic de la pression des petites industries et des activités artisanales sur la qualité de l'eau et sensibiliser les artisans aux bonnes pratiques	++	++	++	++		++			++ Adaptation	
A3D2 Adapter les rejets des industries à la sensibilité du milieu récepteur	++		++	++		++			++ Adaptation	
A3D3 Réaliser un diagnostic des réseaux d'assainissement et des rejets dans la zone industrialo-portuaire	+		+	+		+			+ Adaptation	
A4 Réduire la pression des activités portuaires sur la qualité de l'eau et l'état des milieux										
A4D1 Aménager les quais et les aires techniques pour gérer les eaux avant rejets	++		++	++		++	++			
A4D2 Optimiser les chargements de bateaux pour limiter les transferts vers l'eau	++		++	++		++	++			
A4D3 Minimiser l'impact des dragages	++		++	++	++	++	++			

A - QUALITÉ DE L'EAU	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Énergie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
A4D4 Maintenir le dialogue entre tous les acteurs locaux concernés ou intéressés par le port et sa zone industrielle										
A5 Réduire la pression des activités agricoles sur la qualité de l'eau et l'état des milieux										
A5D1 Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires en zones agricoles et améliorer les pratiques d'utilisation	++	++	++	++	++	++	++		++ Atténuation	
A5D2 Réduire l'utilisation de produits fertilisants en zones agricoles et améliorer les pratiques d'utilisation	++	++	++	++	++	++	++		++ Atténuation	
A5D3 Améliorer les pratiques d'exploitation agricole pour prévenir le lessivage et l'érosion des sols agricoles	++	++	++	++	++	++	++		++ Atténuation	
A5D4 Accompagner l'évolution des pratiques agricoles	+	+	+	+	+	+	+		Atténuation	
A5D5 Réduire l'impact des exploitations d'élevage	++		++	++			++		Atténuation	
A6 Réduire la pression des systèmes d'assainissement collectif sur la qualité de l'eau										
A6D1 Connaître les performances des systèmes d'assainissement collectif et la qualité des rejets des stations d'épuration	+		+	+		+				
A6D2 Adapter les rejets de STEP à la sensibilité du milieu récepteur	++		++	++		++			++ Adaptation	
A6D3 Généraliser et renouveler régulièrement les diagnostics de réseaux d'assainissement collectif	+		+	+		+				
A6D4 Mettre aux normes les branchements privés non conformes sur les réseaux séparatifs	++		++	++		++				
A6D5 Réduire les rejets des réseaux d'assainissement vers les milieux par temps de pluie	++		++	++		++				
A6D6 Améliorer les connaissances sur la qualité des eaux pluviales rejetées vers le milieu	++		++	++		++				
A7 Cibler les actions pour atteindre le bon état des masses d'eau										
A7D1 Réaliser un bilan de l'impact de l'assainissement non collectif sur la qualité de l'eau	+		+	+		+	+			
A7D2 Mettre en conformité les systèmes d'ANC non conformes et ayant un impact sur l'environnement ou un impact sanitaire	++		++	++		++	++			

B - USAGES PRIORITAIRES ET LOISIRS	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Energie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
B1 Maintenir/reconquérir la qualité des ressources utilisées pour la production d'eau potable										
B1D1 Mettre en œuvre les prescriptions applicables dans les périmètres de protection des captages d'eau potable	++		++	++			++			
B1D2 Réaliser un bilan régulier de l'occupation des sols et des pratiques dans les périmètres de protection ou les aires d'alimentation des captages	++		++	++			+			
B1D3 Faire évoluer les productions et pratiques agricoles dans le cadre de projets stratégiques concertés, pour les rendre compatibles avec la préservation ou l'amélioration des ressources utilisées pour la production d'eau potable	++	++	++	++	++	++	++		++ Atténuation	
B1D4 Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires par les usagers non agricoles	+		+	+			+		++ Atténuation	
B1D5 Reconquérir la qualité de l'eau dans les captages d'Orist	++		++	++		++	++		++ Atténuation	
B1D6 Délimiter les zones utiles pour la sauvegarde de la ressource d'Orist	++		++	++		++	++			
B2 Sécuriser l'alimentation en eau potable à une échelle cohérente										
B2D1 Traiter l'enjeu de l'AEP à l'échelle des bassins de vie avec les territoires limitrophes au SAGE				+		+			++ Adaptation	
B2D2 Sécuriser les réseaux d'AEP par la mise en place d'interconnexions dans une vision rationnelle et globale intégrant les enjeux du changement climatique				++		++			++ Adaptation	
B2D3 Prioriser l'alimentation en eau potable par rapport aux autres usages consommateurs d'eau				++		++			++ Adaptation	
B3 Économiser l'eau potable										
B3D1 Connaître et améliorer les rendements des réseaux de distribution d'eau potable	++	++	++	++					++ Adaptation	
B3D2 Promouvoir les économies d'eau potable	++	++	++	++		++			++ Adaptation	
B4 Assurer une qualité d'eau suffisante pour la pratique des activités nautiques sur le littoral										
B4D1 Prendre en compte sur l'Adour et ses affluents proches de l'embouchure la zone d'influence microbiologique ayant un impact prépondérant sur la qualité des eaux des eaux de baignades	++		++	++		++				
B4D2 Mettre en œuvre les plans d'actions prévus dans les profils de baignade	++		++	++		++				

B - USAGES PRIORITAIRES ET LOISIRS	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Energie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
B5 Limiter la pression des activités nautiques sur la qualité de l'eau et des milieux										
B5D1 Aménager et optimiser l'utilisation des ports de plaisance, cales et zones d'amarrage collectives pour limiter les pollutions vers le milieu aquatique	++		++	++		++	++			
B5D2 Réaliser un bilan des zones d'amarrage et des pontons privés et des pratiques existantes	+		+	+		+				
B5D3 Sensibiliser les pratiquants d'activités nautiques sur leurs impacts possibles sur la qualité de l'eau et du milieu	+		+	+		+				

C - MILIEUX NATURELS AQUATIQUES ET HUMIDES	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Energie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
C1 Gérer et valoriser les cours d'eau et l'estuaire										
C1D1 Mettre en place des plans pluriannuels de gestion des cours d'eau à des échelles hydrographiques pertinentes	+	+	+		+	+	+		+	
									Adaptation	
C1D2 Gérer les cours d'eau de manière raisonnée dans un principe de respect du fonctionnement naturel	++	++	++	++	++	++	++		++	
									Adaptation	
C1D3 Aménager les bassins versants pour favoriser la qualité des milieux et leur fonctionnement naturel	++	++	++	++	++	++	++		++	
									Adaptation	
C1D4 Préserver les ripisylves et boisements humides	++	++	++	++	++	++	++		++	
									Adaptation	
C1D5 Renaturer les cours d'eau dégradés ou anthropisés	++	++	++	++	++	++	++		++	
									Adaptation	
C1D4 Gérer les fossés de manière à valoriser et préserver leur potentiel écologique	++	++	++		++	++	++		++	
									Adaptation	
C1D5 Valoriser l'estuaire de l'Adour et améliorer son état et son fonctionnement	++	++	++	++	++	++	++		++	
									Adaptation	
C2 Connaître, préserver et gérer les zones humides										
C2D1 Partager les connaissances sur les zones humides	++	++	++		++	++	++			
C2D2 Améliorer et mettre à jour les connaissances sur les zones humides	+	+	+		+	+	+			
C2D3 Identifier les zones humides prioritaires	+	+	+			+	+			
C2D4 Préserver et gérer et restaurer les zones humides	++	++	++		++	++	++		++	
									Adaptation	
C2D5 Prévoir et dimensionner les mesures compensatoires au regard de la localisation des projets et de leurs impacts sur les zones humides	++	++	++		++	++	++		++	
									Adaptation	
C3 Mettre en place une gestion concertée des barthes de l'Adour										
C3D1 Gérer les barthes de l'Adour et de ses affluents de manière intégrée et concertée, en tenant compte de tous les enjeux et usages	++	++	++		++	++	++		++	
									Adaptation	
C3D2 Régulariser la situation réglementaire des ouvrages dans les barthes										
C3D3 Mettre en place des plans pluriannuels d'entretien/restauration des ouvrages hydrauliques frontaux et à l'intérieur des barthes	++	++	++		++					
C3D4 Mettre en place des plans de gestion des	++	++	++		++	++	++			

ouvrages et des niveaux d'eau										
C3D5 Améliorer la continuité écologique entre l'Adour et les barthes et les potentialités écologiques des barthes	++	++	++		++		++		++	
C - MILIEUX NATURELS AQUATIQUES ET HUMIDES	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Energie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
C4 Restaurer la continuité écologique										
C4D1 Traiter les ouvrages situés sur les cours d'eau classés dans la liste 2 au titre de l'article L.214-17 pour rétablir la continuité écologique										
C4D2 Améliorer la connaissance sur les ouvrages présents dans les réseaux hydrographiques	+	+	+		+					
C4D3 Porter une vigilance sur les projets d'installations pour la production d'hydroélectricité	+	+	+							
C5 Préserver et valoriser la biodiversité										
C5D1 Améliorer les connaissances sur les espèces exotiques envahissantes et établir des stratégies de gestion adaptées et partagées	+		+		+	+	+			
C5D2 Limiter la progression des espèces exotiques envahissantes	+		+			+	+			
C5D3 Informer et former les acteurs locaux sur les espèces exotiques envahissantes et leur gestion	+		+			+	+			
C5D4 Améliorer les connaissances sur les espèces remarquables et les protéger			+			+				
C5D5 Informer et former les acteurs locaux sur les espèces remarquables et leur préservation			+			+				
C5D6 Connaître et suivre les interventions des gestionnaires de réseaux	+		+							

D - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Energie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
D1 Renforcer le lien entre les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire										
D1D1 Associer les acteurs de l'eau et de l'aménagement lors de l'élaboration et la mise en œuvre de leurs documents et projets respectifs										
D1D2 Adopter une vision prospective commune et anticiper les impacts du changement climatique									+	
D1D3 Rédiger un guide pour assurer la compatibilité des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement locaux avec le SAGE									Adaptation	
D2 Prendre en compte durablement l'eau et ses risques dans l'aménagement du territoire										
D2D1 Elaborer des documents cadres pour l'eau potable, l'assainissement et les eaux pluviales en cohérence avec les documents d'urbanisme locaux	++	++	++	++	++				++	
D2D2 Prendre en compte les documents cadres pour l'eau dans les documents d'urbanisme locaux	++	++	++	++	++				Adaptation	
D2D3 Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser l'infiltration et la rétention des eaux pluviales	++	++	++	++	++				Adaptation	
D2D4 Réaliser, entretenir et maintenir sur le long terme les aménagements préconisés par les différents documents cadres pour l'eau et documents d'urbanisme	++	++	++	++	++	++			++	
D2D5 Prendre en compte l'aléa de débordement des cours d'eau dans l'aménagement du territoire et l'urbanisme et préserver les zones d'expansion de crues	++	++	++		++	++	++		Adaptation	
D3 Prendre en compte durablement les milieux aquatiques et humides dans l'aménagement du territoire										
D3D1 Améliorer la connaissance sur les zones humides dans les documents d'urbanisme locaux et les opérations d'aménagement	++	++	++		++	++			++	
D3D2 Prendre les dispositions utiles au sein des documents d'urbanisme pour préserver les zones humides	++	++	++		++	++			Adaptation	
D3D3 Intégrer les éléments topographiques et paysagers utiles pour la gestion de l'eau et la biodiversité dans les documents d'urbanisme	++	++	++		++	++			Adaptation	
D3D4 Valoriser les milieux aquatiques et humides dans les zones urbanisées et aménagées	++	++	++		++	++			Atténuation	
D3D5 Préserver les milieux naturels des impacts liés aux déblais et déchets de chantiers et à la gestion des eaux lors d'opérations d'aménagement	++		++	++		++	++			

E - ASPECTS QUANTITATIFS : PRÉLÈVEMENTS ET RISQUES	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/ca dre de vie	Air et sols	Energie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
E1 Améliorer la connaissance sur l'état quantitatif des masses d'eau et les prélèvements										
E1D1 Réaliser un bilan de l'état quantitatif des eaux superficielles et souterraines et des prélèvements existants sur le périmètre du SAGE et les bassins d'influence limitrophes	++	++	++	++		++			++ Adaptation	
E1D2 Mettre en place des suivis quantitatifs des eaux superficielles et souterraines	+	+	+	+	+	+			++ Adaptation	
E2 Promouvoir les économies d'eau										
E2D1 Promouvoir les économies d'eau utilisée par les activités industrielles et artisanales	++	++	++	++	++	++			++ Adaptation	
E2D2 Promouvoir les économies d'eau utilisée par l'activité agricole	++	++	++	++	++	++			++ Adaptation	
E3 Gérer les inondations de manière raisonnée et limiter le risque										
E3D1 Centraliser et améliorer les connaissances sur les inondations et les mettre à disposition des acteurs locaux					++	++				
E3D2 Gérer les inondations de manière raisonnée			++		++	++				
E3D3 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI) des TRI côtier basque et de Dax			++	++	++	++				
E3D4 Mettre en place des PPRI à une échelle élargie pertinente et en cohérence avec l'ensemble des outils dédiés à la gestion des inondations				++	++	++				
E3D5 Gérer les ouvrages participant à la gestion des inondations, le long de l'Adour et de ses affluents, de manière adaptée et à une échelle pertinente				++	++					
E3D6 Informer les citoyens sur les phénomènes d'inondation				++						

F - AXES TRANSVERSAUX	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Energie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
F1 Mettre en œuvre le SAGE et promouvoir la cohérence territoriale										
F1D1 Animer et mettre en œuvre le SAGE	++	++	++	++	++	++	++		Adapt/Attén	
F1D2 Consulter la CLE sur les projets du territoire	++	++	++	++	++					
F1D3 Centraliser et valoriser les données sur l'eau et les milieux aquatiques										
F1D4 Mettre en cohérence les compétences, les pratiques et les actions entre les différents maîtres d'ouvrages										
F1D5 Former les élus, techniciens et autres acteurs locaux	++	++	++	++	++				Adaptation	
F1D6 Assurer des liens avec les SAGE limitrophes et développer des démarches inter-SAGE										
F2 Adopter une vision prospective prenant en compte le changement climatique										
F2D1 Prendre en compte le changement climatique dans une vision prospective de long terme	++	++	++	++	++				++ Adaptation	
F2D2 Mettre en œuvre les pistes d'adaptation au changement climatique utiles et pertinentes pour le territoire Adour aval	++	++	++	++	++				++ Adaptation	
F3 Communiquer sur les milieux aquatiques et humides et la biodiversité et sur les projets du territoire										
F3D1 Communiquer sur le SAGE et les enjeux de l'eau auprès de divers publics										

Règles	Disposition du SAGE associée	Localisation	Justifications
Règle 1 : Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, interdire toute culture dans des largeurs définies le long du réseau hydrographique	A5D1 : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires en zones agricoles et améliorer les pratiques d'utilisation A5D3 : Améliorer les pratiques d'exploitation agricole pour prévenir le lessivage et l'érosion des sols agricoles A5D4 : Accompagner l'évolution des pratiques agricoles	AAC d'Orist	Les captages d'Orist sont sensibles à la pollution diffuse provenant de leur aire d'alimentation, en surface. En particulier, sur cette surface à forte vocation agricole, des métabolites de produits phytosanitaires sont retrouvés dans la ressource exploitée. Les normes sur eau distribuées ont été longtemps dépassées, jusqu'à la mise en place d'un traitement curatif complémentaire sur la station de potabilisation. Les normes sur eaux brutes ont été ponctuellement dépassées. Les captages sont actuellement exploités sous dérogation préfectorale. Un programme d'actions volontaires (sous forme d'un Plan d'Actions Territorialisé (PAT) comme déjà mobilisé par le passé) est en cours d'élaboration. La CLE considère que la seule solution durable pour la protection de la ressource passe par la non utilisation de PPS sur les zones les plus sensibles. Le reste de l'AAC peut être traité par la gestion des ruissellements. Les règles prévues par la CLE vident donc à orienter le territoire et à encourager ses acteurs vers l'objectif « 0 phyto ».
Règle 2 : Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires sur une bande tampon le long du réseau hydrographique	B1D3 : Faire évoluer les productions et pratiques agricoles dans le cadre de projets stratégiques concertés pour les rendre compatibles avec la préservation ou l'amélioration des ressources utilisées pour la production d'eau potable B1D4 : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires par les usagers non agricoles		
Règle 3 : Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires dans la zone d'influence liée à l'infiltration	B1D5 : Reconquérir la qualité de l'eau dans les captages d'Orist C1D3 : Aménager les bassins versants pour favoriser la qualité des milieux et leur fonctionnement naturel		
Règle 4 : Préserver les zones humides prioritaires de toute dégradation	C2D2 : Identifier les zones humides prioritaires C2D4 : Préserver et gérer les zones humides	Zones humides prioritaires dans le périmètre du SAGE Adour aval	Les zones humides remplissent des fonctions majeures vis-à-vis de la gestion de l'eau et de la biodiversité. Ces milieux sont en forte régression et/ou sont soumis à de fortes pressions et activités qui les dégradent, perturbent leur fonctionnement ou les détruisent : urbanisation, drainage, mise en culture, etc. Ces pressions sont clairement identifiées sur le périmètre du SAGE. Les zones humides les plus vulnérables sont considérées prioritaires et protégées de manière plus

			prégnante grâce à cette règle.
Règle 5 : Prévoir et dimensionner les mesures compensatoires au regard de leur localisation et de l'impact des projets sur les zones humides	C2D6 : Prévoir et dimensionner les mesures compensatoires au regard de leur localisation et de l'impact des projets sur les zones humides	Toutes les zones humides dans le périmètre du SAGE Adour aval	Les zones humides remplissent des fonctions majeures vis-à-vis de la gestion de l'eau et de la biodiversité. Ces milieux sont en forte régression et/ou sont soumis à de fortes pressions et activités qui les dégradent, perturbent leur fonctionnement ou les détruisent : urbanisation, drainage, mise en culture, etc. Cette règle permet de privilégier la non destruction des zones humides, et de favoriser le maintien des fonctionnalités au plus proche de la zone impactée le cas échéant.

Règles	Qualité de l'eau	Aspect quantitatif	Milieux naturels	Santé humaine	Risques	Paysages/cadre de vie	Air et sols	Energie	Changement climatique	Conditions de mise en œuvre
Règle 1										
Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, interdire toute culture dans des largeurs définies le long du réseau hydrographique	++	++	++	++	++	++	++		++	
Règle 2										
Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires sur une bande tampon le long du réseau hydrographique	++		++	++		++	++		++	
Règle 3										
Au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist utilisés pour l'alimentation en eau potable, proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires dans la zone d'influence liée à l'infiltration	++		++	++		++	++		++	
Règle 4										
Préserver les zones humides prioritaires de toute dégradation	++	++	++	++	++	++	++		++	
Règle 5										
Prévoir et dimensionner les mesures compensatoires au regard de leur localisation et de l'impact des projets sur les zones humides	++	++	++	++	++	++	++		++	

Analyse des effets du SAGE Adour aval sur la qualité de l'eau

Le projet de SAGE, dans sa globalité, vise l'amélioration de la qualité de l'eau. Parmi les 26 orientations proposées dans le PAGD, 16 ont un lien direct et très positif avec l'objectif d'atteinte du bon état écologique des masses d'eau prévu par la directive cadre sur l'eau. 10 ont un lien indirect et très positif sur la qualité de l'eau.

L'amélioration de la qualité de l'eau, dans le cadre du SAGE Adour aval, est conditionnée par la mise en place d'une politique transversale à de nombreux enjeux et dont la mise en œuvre se veut cohérente et raisonnée. Ainsi, le SAGE prévoit la réalisation de bilans et diagnostics en vue d'un apport en connaissances sur l'état de la qualité des masses d'eau. Cette acquisition de données permettra d'orienter les acteurs compétents vers les actions et moyens à mettre en œuvre pour réduire les pressions sur la ressource en eau.

La connaissance sur la qualité des eaux superficielles et souterraines (A1D1 et A1D3), les bilans sur les impacts des activités agricoles, industrielles ou artisanales (A3D1, A3D3, A4D2, A4D3, B5D2) sur la qualité de l'eau, ou encore les bilans sur les pressions exercées par les systèmes d'assainissement sur la ressource en eau (A6D1, A6D3, A6D4, A7D1, A7D2) vont permettre de prioriser les actions à mettre en place. La diffusion des données produites par les bilans aux différents acteurs sera facilitée par le SAGE qui prévoit, dans sa disposition F1D3, la valorisation auprès d'acteurs variés de tous les bilans et diagnostics prévus dans le cadre du SAGE.

Les dispositions visant l'action concrète comme celles préconisant la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires (A5D1, A5D2) ou l'amélioration des pratiques agricoles (A5D4, B1D3) ont un impact très positif sur la qualité chimique de l'eau. La réduction des pollutions diffuses améliore entre autre la qualité des masses d'eau souterraines. Dans la même logique, les règles 1, 2 et 3 du SAGE, qui prévoient de proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires dans les zones sensibles de l'aire d'alimentation des captages (AAC) d'Orist et de gérer les transferts de pollution par la limitation des ruissellements sur l'ensemble de l'AAC, va considérablement améliorer la qualité physico-chimique de l'eau.

La volonté de mener des recherches sur les solutions permettant de réduire les sources de contamination de l'eau par le Tributylétain (A2D2) permettra l'amélioration de l'état chimique des masses d'eau impactées par cette pollution.

La mise aux normes des installations d'assainissement dans le domaine public (A7D2, A6D2) et industriel (A3D2) ont également un impact direct sur la qualité de la ressource en eau. L'adaptation des rejets de stations de traitement des eaux usées selon le milieu récepteur est très positive pour le bon état écologique des masses d'eau.

Le SAGE préconise également la mise en place d'actions sur des enjeux ciblés comme la réduction de la pression des activités nautiques. Sensibiliser les pratiquants d'activités nautiques sur leurs impacts possibles sur la qualité de l'eau et du milieu (B5D3) à un impact positif sur la qualité chimique de l'eau.

Les dispositions visant le fonctionnement naturel des cours d'eau (C1D1 à C1D5), la préservation des zones humides (C2D1 à C2D5) et la restauration de la continuité écologique (C4D1 à C4D3) ont des effets très positifs à positifs sur la qualité de l'eau. Indirectement, ces dispositions vont participer à un meilleur équilibre physico-chimique des eaux et à un meilleur régime hydraulique des cours d'eau, entraînant une meilleure oxygénation de l'eau et par conséquent l'amélioration de son pouvoir d'autoépuration, utile notamment sur les zones recevant des rejets de stations de traitement des eaux usées.

La gestion des espèces invasives (C5D1, C5D2) vont contribuer à réduire les phénomènes d'eutrophisation et améliorer l'état écologique des masses d'eau superficielles.

Qualité de l'eau	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	31	2	-	-
Indirect	29	17	-	-
L'impact environnemental du SAGE sur la qualité de l'eau est très positif. Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur la qualité de l'eau.				



Analyse des effets du SAGE Adour aval sur la quantité de la ressource en eau

L'aspect quantitatif de la ressource en eau n'est pas identifié comme un enjeu majeur et urgent sur le périmètre du SAGE Adour aval au moment de son élaboration, avec quelques vigilances affirmées sur de potentiels enjeux localisés ou entre usages. Le PAGD prévoit des dispositions traitant directement des enjeux quantitatifs et de la ressource en eau. De plus, plusieurs dispositions concernant la gestion des milieux naturels et aquatiques ou l'amélioration de la qualité de l'eau ont des effets indirects très positifs et positifs sur l'aspect quantitatif de la ressource en eau.

Le SAGE, de manière transversale, porte et promeut une vision prospective prenant en compte les effets du changement climatique (F2D1 et D1D2). Cette vision permet notamment de considérer l'enjeu quantitatif de la ressource en eau dans la définition des schémas directeurs pour l'eau potable (D2D1) où la diminution de la disponibilité de la ressource en eau est à prévoir dans les prochaines années compte tenu des effets du changement climatiques.

Le SAGE prévoit la réalisation d'un bilan sur l'état quantitatif des eaux superficielles et souterraines et de tous les prélèvements existants, tant sur le périmètre du SAGE qu'au niveau des bassins d'influence limitrophes (E1D1). Ce bilan, qui permettra d'identifier d'éventuelles zones à enjeu est très positif sur l'aspect quantitatif car il garantit la rationalisation et la cohérence des actions à mettre en place. La mise en place des suivis de niveau d'eau dans les cours d'eau et nappes (E1D2) vont également dans le même sens de l'identification, sur le long terme, des zones à enjeu et de la définition des actions associées.

Les dispositions visant les économies d'eau utilisées par les activités industrielles ou artisanales (E2D1) et agricoles (E2D2) ont un effet très positif sur la quantité de la ressource en eau disponible. Les adaptations techniques des installations par des équipements plus économes en eau, ajoutée à la sensibilisation des usagers sur les bonnes pratiques en matière d'économie d'eau, favorise la préservation quantitative de la ressource en eau.

Les dispositions du SAGE visant une meilleure gestion des eaux pluviales pour gérer le risque d'inondation ont un impact très positif sur l'aspect quantitatif de la ressource en eau. La mise en place de nouvelles techniques pour favoriser l'infiltration et la rétention des eaux de pluie dans les sols (D2D3) et la préservation des zones d'expansion de crues (D2D4) permettront une meilleure recharge des nappes phréatiques ainsi que le maintien de sols humides. Le maintien et la restauration des zones humides (C2D4) dans le périmètre du SAGE Adour aval va contribuer au maintien des dynamiques hydrauliques et au rechargement des nappes phréatiques.

Aspect quantitatif de l'eau	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	11	1	-	-
Indirect	28	6	-	-
L'impact environnemental du SAGE sur l'aspect quantitatif de l'eau est très positif. Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur la quantité d'eau.				

Analyse des effets du SAGE Adour aval sur les milieux naturels aquatiques et humides

Les dispositions visant la mise en place de plans pluriannuels de gestion des cours d'eau à des échelles hydrographiques pertinentes (C1D1) et la gestion des barthes de l'Adour de manière concertée (orientation C3) vont permettre l'organisation structurelle et la coordination entre les acteurs pour la mise en place de dispositions visant la préservation des milieux naturels aquatiques et humides.

L'amélioration et le partage des connaissances sur les zones humides vont permettre à l'ensemble des acteurs, y compris les acteurs des politiques d'aménagement du territoire, de prendre en compte ces milieux (D3D1). Le SAGE promeut également le développement et la mise en place, à l'échelle du bassin versant, de politiques et outils de gestion et de préservation des zones humides (D3D1, C2D4).

L'association des acteurs de l'eau et de l'aménagement lors de l'élaboration et la mise en œuvre de leurs documents et projets respectifs (D1D1) permettra d'assurer la mise en place effective de ces politiques et outils de gestion, notamment en termes de gestion des zones humides.

Les zones humides constituent un réservoir de biodiversité remarquable offrant aux espèces végétales et animales qui y sont inféodées les conditions favorables à leur développement. La prise



en compte de ces milieux, dans un souci de préservation et de restauration, va permettre le maintien des habitats et des conditions biologiques et chimiques favorables au développement des espèces. Les mesures compensatoires prévues en cas d'altération des zones humides visent à limiter l'existence de projets d'aménagement sur ces sites (C2D5). Une éventuelle altération devra dans tous les cas être évitée, réduite, et le cas échéant compensée. Ce mécanisme d'évitement, réduction et/ou compensation à un impact positif sur le maintien des zones humides. La règle 5 du SAGE, vient renforcer cette disposition avec un cadre juridique plus strict. La règle permettra un maintien des fonctionnalités des zones humides au plus proche des zones éventuellement impactées.

L'identification des zones humides prioritaires, prévue par la disposition C2D3, va permettre d'identifier les zones humides dotées d'un patrimoine exceptionnel et/ou étant considérées comme sensibles à l'échelle du bassin versant. Une attention particulière leur sera accordée, notamment dans le cadre des prises de décisions dans les documents d'urbanisme (D3D2). La règle 4 du SAGE vient apporter une stricte interdiction de toutes altérations des zones humides considérées prioritaires, définies dans cette règle.

L'orientation C5 concerne spécifiquement la préservation et la valorisation de la biodiversité. Les dispositions impactent toutes de manière très positive les milieux naturels. La mise en place de stratégies de gestion visant à limiter la progression des espèces animales et végétales envahissantes permettra de favoriser le développement des espèces autochtones. Les espèces ordinaires et remarquables ainsi que leurs habitats seront quant à eux valorisés afin de retrouver les biotopes naturels.

Les dispositions visant à restaurer les continuités écologiques vont permettre la circulation des espèces dans les cours d'eau du bassin versant et ainsi augmenter la capacité d'accueil des espèces migratoires. Plus généralement, la préservation d'une bonne continuité écologique permettra de diversifier les populations et les espèces vivant dans les milieux aquatiques. La continuité sédimentaire permettra la restauration d'habitats naturels favorables au développement des espèces et le fonctionnement plus naturel des cours d'eau.

La gestion des cours d'eau dans un principe de fonctionnement naturel va encourager entre autres le maintien et le rétablissement d'une végétation rivulaire diversifiée et fonctionnelle au niveau des berges et permettra d'offrir des habitats spécifiques tant aux populations piscicoles qu'à de nombreuses espèces inféodées aux milieux aquatiques et humides.

Par ailleurs, les orientations ciblées sur la limitation de la pollution agricole (A5), la diminution des pollutions portuaires (A4), domestiques (A6) et industrielles (A3) ainsi que la priorisation des actions à mettre en place pour le bon état des masses d'eau (A2) vont également contribuer de façon significative à la préservation et la restauration des milieux naturels et de la biodiversité sur le bassin versant.

Les dispositions permettant de diminuer la pollution générée par les rejets de l'assainissement domestique collectif et non collectif (A6D2, A6D5, A7D2) et de l'assainissement industriel (A3D2) vont également contribuer à la préservation des milieux aquatiques récepteurs tout comme la réduction des impacts des rejets d'eau pluviale (A6D6), et des décharges sauvages (A1D5).

Milieux naturels	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	33	4	-	-
Indirect	28	18	-	-

**L'impact environnemental du SAGE sur les milieux naturels et aquatiques est très positif.
Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur les milieux naturels et aquatiques.**

Analyse des effets du SAGE Adour aval sur la santé humaine

Dans le cadre du SAGE Adour aval, le facteur humain est considéré à travers deux grands enjeux qui sont la qualité des eaux de baignade et la sécurisation de l'alimentation en eau potable, tant au niveau quantitatif que qualitatif. Globalement, le SAGE prévoit des dispositions qui ont un impact très positif sur le facteur de la santé humaine.

La disposition B4D1 favorise la prise en compte de la zone d'influence microbiologique de l'Adour et de ses affluents proches de l'embouchure sur la qualité des eaux de baignade. Cette zone, déjà délimitée dans le profil de baignade de la plage de la Barre d'Anglet, sera partagée à l'ensemble



des acteurs afin de rendre cohérent les programmes à mettre en place. Les diagnostics et bilans concernant la qualité des eaux et des milieux (A1D1) et des systèmes d'assainissement (A6D1, A6D3, A6D4, A7D1, A7D2) vont permettre un état des lieux des sources de pollution du milieu naturel, la définition des zones à enjeu et des actions à prioriser. L'ensemble des interventions qui vont en découler vont toutes participer à l'amélioration de la qualité des eaux de baignade. La réduction des pressions des systèmes d'assainissement collectifs (A6D2), la réduction des rejets d'assainissement vers le milieu naturel par temps de pluie (A6D5), la mise en conformité des systèmes d'ANC (A7D2) vont directement améliorer la qualité bactériologique des eaux de baignade. L'aménagement des quais et des aires techniques portuaires (A4D1), l'optimisation des chargements de bateau pour limiter les transferts de polluants vers l'eau (A4D2), la réduction des impacts des activités de dragage (A4D3) sont des dispositions visant directement l'amélioration de la qualité chimique mais qui sont également utile pour le facteur de santé humaine par une amélioration de la qualité des eaux de baignade.

Le projet de SAGE Adour aval a également un impact très positif sur le facteur santé humaine en ce qui concerne les dispositions visant la protection des captages d'eau potable. Ainsi, le respect des prescriptions applicables dans les périmètres de protection des captages (B1D1) ou la volonté de faire évoluer les pratiques agricoles pour les rendre compatibles avec la préservation ou l'amélioration des ressources utilisées pour l'eau potable (B1D2) sont des dispositions qui permettent le maintien et/ou la reconquête de la qualité des ressources utilisées pour l'eau potable. Ces dispositions impactent très positivement la santé humaine des usagers.

Les dispositions spécifiques aux zones à enjeu connues, comme le secteur d'Orist, répondent à un enjeu de santé publique. La délimitation des zones utiles pour la sauvegarde de la ressource d'Orist (B1D6) et la reconquête de la qualité de l'eau dans les captages d'Orist (B1D5) vont améliorer sensiblement la qualité de l'eau brute destinée à la consommation humaine. Les règles 1, 2 et 3 viennent renforcer la portée de ces dispositions en prévoyant des interdictions de l'utilisation de produits phytosanitaires et des mesures permettant de limiter les transferts de pollution par ruissellement vers les captages.

La sécurisation de l'eau potable, à travers la mise en place d'interconnexions (B2D2) et la priorisation de l'eau potable par rapport à d'autres usages (B2D3), vise à garantir en tout temps, et au regard des enjeux qualitatifs et quantitatifs identifiés dans les zones à enjeu, une production et une distribution suffisante en eau potable. Ces dispositions viennent directement, et de manière très positif, impacter le facteur de la santé humaine dans une vision prospective incluant les enjeux liés au changement climatique.

Santé humaine	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	17	1	-	-
Indirect	35	11	-	-
L'impact environnemental du SAGE sur la santé humaine est très positif. Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur la santé humaine.				

Analyse des effets du SAGE Adour aval sur les risques

L'enjeu du risque sur le territoire du SAGE Adour aval est principalement lié au risque d'inondation et de submersion. La centralisation et l'amélioration de la connaissance sur les inondations à destination de l'ensemble des acteurs locaux (E3D1), complétée par l'élaboration de schémas directeur pour les eaux pluviales (D2D1), permettra de rendre plus cohérente et opérationnelle la gestion du risque d'inondation.

Le développement des techniques favorisant l'infiltration et la rétention des eaux de pluie (D2D3) permettra de mieux maîtriser les flux hydrauliques lors des épisodes pluvieux et de limiter les débordements.

La prise en compte de l'aléa de débordement des cours d'eau et la préservation des zones d'expansion de crue (D2D5) permettront de réduire le risque d'inondation dans les secteurs urbanisés particulièrement vulnérables.

La préservation, la gestion et la restauration des zones humides (C2D4) va également jouer un rôle indirect dans la gestion du risque d'inondation sur le bassin versant. Les zones humides, jouent en



effet un rôle dans la régulation du régime hydrologique des cours d'eau. Elles fonctionnent comme de véritables « éponges naturelles » jouant ainsi un rôle important dans la régulation de la ressource en eau, à la fois pour la prévention des crues et la gestion des étiages.

De même, la préservation et la restauration de la végétation rivulaire vont permettre de réduire les dégâts liés aux inondations. Les ripisylves jouent en effet un rôle majeur de ralentisseur de l'onde de crue.

L'amélioration des connaissances sur les espèces exotiques envahissantes (C5D1) et la lutte contre leur progression (C5D2), favorisera une capacité hydraulique des milieux qui induira des effets positifs sur les risques naturels liés aux inondations.

De même, la gestion des cours d'eau de manière raisonnée et dans un principe de respect du fonctionnement naturel (C1D2) va améliorer la dynamique fluviale et réguler de manière plus optimale les crues.

Les zones humides des barthes de l'Adour et leurs canaux d'interconnexions avec le fleuve ont un rôle majeur dans la gestion des événements d'inondation. Leur gestion intégrée et concertée, et tenant compte de tous les enjeux et usages (C3D1) vont permettre de maintenir et/ou de restaurer les champs d'expansion des crues et de maintenir ou augmenter les zones inondables ainsi que les zones humides dans les secteurs où l'enjeu vis-à-vis du risque d'inondation est faible. L'amélioration de la régulation des crues permettra de préserver les secteurs urbanisés situés en aval.

La mise en œuvre d'une prévention de l'érosion des sols (A5D3) va permettre de limiter les vitesses d'écoulement des eaux et favoriser leur infiltration, et ainsi réduire les risques d'inondation à l'aval des bassins versants.

Risque	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	14	0	-	-
Indirect	26	6	-	-
L'impact environnemental du SAGE sur les risques est très positif. Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur les risques.				

Analyse des effets du SAGE Adour aval sur les paysages et le cadre de vie

Le SAGE Adour aval va avoir une incidence indirecte très positive et positive sur la qualité paysagère du bassin versant ainsi que sur le cadre de vie. L'orientation B4 vise à l'amélioration de la qualité de l'eau dans le but de maintenir une qualité suffisante pour la pratique des activités nautiques sur le littoral. En cherchant à limiter les pressions des systèmes d'assainissement d'eaux usées domestiques (A6D2), industrielles (A3D2) et pluviales (A6D5), et notamment dans la zone d'influence microbiologique, le SAGE permet de garantir un cadre de vie agréable pour les pratiquant d'activités nautiques, que ce soit la baignade, la pratique du surf, de la pêche, la plongée sous-marine etc.

Les incidences positives du SAGE sur le paysage et le cadre de vie sont également liées aux dispositions relatives à la protection et la restauration des zones humides (C2D4) et à la renaturation des cours d'eau dégradés (C1D3). La valorisation des milieux aquatiques et humides dans les zones urbanisées va impacter de manière très positive le paysage et le cadre de vie des riverains tout comme la renaturation des cours d'eau dégradés dans les zones urbaines (C1D3).

De même, la gestion visant à la fois la limitation de la présence des espèces végétales et animales invasives au profit d'espèces locales ordinaires ou remarquables va permettre de valoriser les berges des cours d'eau et rendre le cadre de vie plus agréable pour les riverains et les visiteurs. Les berges dotées d'une ripisylve riche aux essences variées permettront d'embellir les paysages.

Les dispositions visant l'amélioration de la qualité de l'eau et des milieux naturels par une modification des pratiques et des systèmes agricoles vont participer à valoriser les paysages.

Paysages/cadre de vie	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	14	1	-	-
Indirect	36	16	-	-
L'impact environnemental du SAGE sur les paysages et le cadre de vie est très positif. Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur les paysages et le cadre de vie.				



Analyse des effets du SAGE Adour aval sur l'air et les sols

Le SAGE prévoit des dispositions très positives et positives sur la qualité de l'air et des sols. La réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires (A5D1) et des fertilisants (A5D2) pour l'agriculture va réduire la présence de molécules nocives pour la vie microbologique des sols et de celles pouvant être dispersées dans l'air.

Le changement des pratiques agricoles vers des modèles plus respectueux de l'environnement (A5D4) et permettant de limiter l'érosion des sols (A5D3) ont un impact très positif sur la qualité des sols, notamment grâce à la pratique du couvert végétal qui enrichit la composition organique du sol et la vie biologique.

L'ensemble des dispositions visant l'amélioration de la qualité physico-chimique de l'eau, du régime hydraulique de l'eau, de la qualité des berges ou encore de la continuité écologique ont un impact indirect et très positif sur la qualité des lits des rivières.

Le SAGE Adour aval préconise une amélioration de la continuité écologique. Traiter et gérer les ouvrages situés sur les cours d'eau classés dans la liste 2 au titre de l'article L-214-17 permet d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Indirectement, la continuité sédimentaire améliore la structure des sols et permet un retour des habitats propices au développement de la vie biologique.

Qualité des sols et de l'air	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	20	1	-	-
Indirect	10	9	-	-
L'impact environnemental du SAGE sur la qualité des sols et de l'air est très positif. Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur la qualité des sols et de l'air.				

Analyse des effets du SAGE Adour aval sur l'énergie

Concernant l'énergie, le SAGE prévoit une seule disposition visant directement les énergies renouvelables. Elle vise à maintenir une vigilance lors de l'éventuelle future installation de projets de production d'énergie à partir de ressources renouvelables, dans le but de ne pas générer d'impacts négatifs sur d'autres compartiments environnementaux. La continuité écologique et son maintien, prévu dans l'orientation C4, doivent notamment être l'objet de cette vigilance.

Le SAGE, de par sa vocation à traiter des enjeux de l'eau, n'a pas d'effet particulier sur l'énergie. Son impact est neutre.

Énergie	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	-	-	-	-
Indirect	-	-	-	-
L'impact environnemental du SAGE sur l'énergie est neutre. Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur l'énergie.				

Analyse des effets du SAGE Adour aval sur le changement climatique

La question du changement climatique est traitée de manière transversale dans l'ensemble du projet de SAGE. Principalement abordée sous la forme de l'adaptation aux effets du changement climatique, certaines dispositions ont tout de même des effets d'atténuation et participent à la réduction des gaz à effet de serre (GES).

Adaptation

Les dispositions F2D1 et D1D2 portent et promeuvent une vision prospective prenant en compte les effets attendus du changement climatique. Cette vision permet notamment de traiter l'ensemble des enjeux de protection de la ressource en eau et de milieux naturels et aquatiques en prenant en



compte la réduction des débits des cours d'eau ou l'augmentation des périodes d'étiages notamment.

Ainsi sur l'enjeu de l'eau potable, le SAGE vise la mise en place d'interconnexions entre les réseaux d'adduction en vue d'anticiper les effets du changement climatique. Les interconnexions permettront un maintien de service même si la ressource ne permet pas, d'un point de vue quantitatif ou qualitatif son utilisation. De plus, dans le cadre de la diminution des débits à prévoir sur le long terme, le SAGE mentionne le fait d'adapter les rejets de STEP à la sensibilité des milieux.

Les effets du changement climatique prévoient également une modification des régimes hydrologiques liés à la pluviométrie. Ainsi, la prise en compte de l'aléa d'inondations et la sauvegarde des zones d'expansion de crues permettra sur le long terme et dans le contexte du changement climatique, de participer à réduire le risque d'inondations.

Atténuation

Le SAGE prévoit plusieurs dispositions visant une réduction de la consommation de produits ayant un impact négatif sur l'environnement. La réduction des produits phytosanitaires et des produits d'emballage produisant des déchets vont participer à réduire la production des GES issus de leur fabrication.

Changement climatique	Très positif	Positif	Très négatif	Négatif
Direct	12	3	-	-
Indirect	28	5	-	-
L'impact environnemental du SAGE sur le changement climatique est très positif. Le SAGE n'engendre pas d'impact négatif sur le changement climatique.				



ANALYSE DES INCIDENCES DU SAGE SUR LES SITES NATURA 2000

Contexte règlementaire

En application de l'article R.414-19 du code de l'environnement, les plans, schémas, programmes soumis à évaluation environnementale sont soumis à une évaluation de leurs incidences sur les sites Natura 2000. Le projet de SAGE Adour aval doit donc faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur les sites Natura2000 qu'il recoupe.

Le contenu de l'évaluation des incidences Natura 2000 est défini à l'article R.414-23 du code de l'environnement. Pour la présente évaluation environnementale, les différentes étapes d'études sont les suivantes :

- Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le SAGE est susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000. Les sites en question feront l'objet d'une description où seront mentionnées les informations générales, les espèces protégées et les caractéristiques spécifiques ;
- Dans l'hypothèse où le projet de SAGE affecte un ou plusieurs sites Natura 2000, l'ensemble des effets seront étudiés et des mesures correctives seront envisagées.

Réseau Natura 2000 et sites présents sur le périmètre du SAGE Adour aval

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Ce réseau mis en place en application de la Directive "Oiseaux" de 1979 et de la Directive "Habitats" de 1992 vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe.

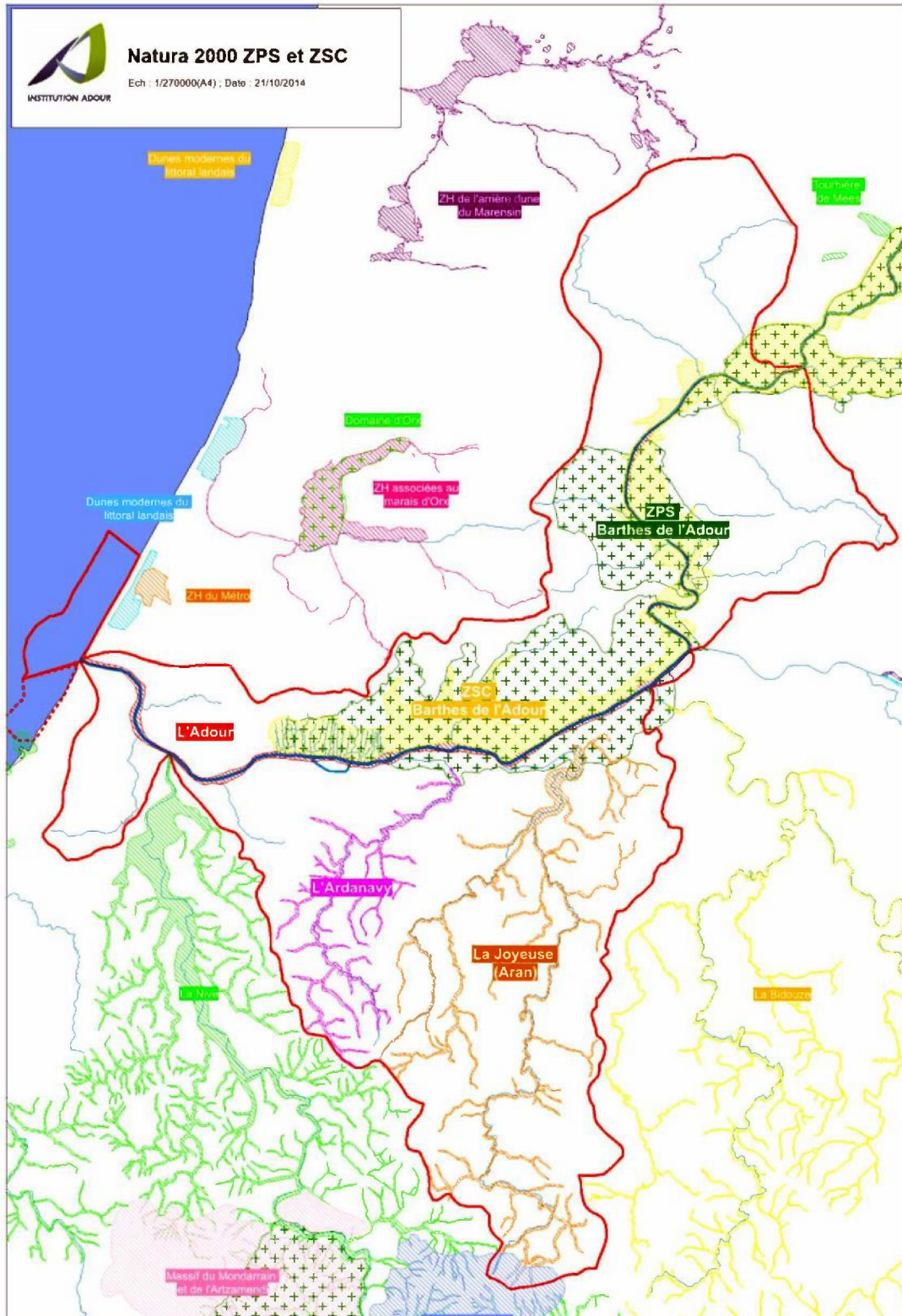
L'objectif de Natura 2000 est de concilier préservation de la nature et préoccupations socio-économiques. Il vise ainsi à maintenir la biodiversité des milieux en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales qui s'y attachent.

Le réseau européen Natura 2000 comprend deux types de sites :

- des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats-Faune-Flore".

Sur le périmètre du SAGE, il existe 5 sites Natura 2000, dont 4 ZSC et 1 ZPS. (+ une petite partie de la ZSC du massif du Baigoura). Ils concernent tous des milieux aquatiques ou humides (cours d'eau ou barthes).





L'ensemble des sites Natura 2000 présents dans le bassin Adour aval sont liés à des milieux aquatiques et humides. Il existe par conséquent de fortes interactions entre le projet de SAGE et le maintien des zones protégées.

Site Natura 2000 ZSC des « Barthes de l'Adour » (directive Habitats-Faune-Flore)

Le site concerne les plaines alluviales situées de part et d'autre de l'Adour. Son territoire correspond à la limite de débordement de la crue centennale de 1952. Sa superficie couvre une surface de 12 000 hectares dont près de 5 000 hectares sur le périmètre du SAGE Adour aval soit 41% de sa surface.

Les barthes de l'Adour peuvent être considérées comme une mosaïque de milieux, habitats, micro-habitats qui vont se modifier (régression ou progression) soit parce qu'ils sont soumis à une régénération active, soit parce que s'est opéré un changement pérenne des facteurs écologiques (déviation naturelle ou anthropique). Cette juxtaposition de milieux associée à un contexte économique spécifique (agriculture extensive, sylviculture extensive, entretien et développement de plans d'eau par la chasse et la pêche...) a permis l'expression d'une diversité végétale et animale importante avec la présence d'espèces et d'habitats d'intérêt écologique fort dont 20 espèces sont enregistrées à l'annexe II de la directive 92/43/CEE.

Habitats recensés	Forêts humides ou marécageuses, forêts alluviales, ripisylves, prairies humides, mégaphorbiaies, roselières, tourbières et landes humides, ainsi que de nombreux plans d'eau, canaux, cours d'eau et fossés
Espèces végétales	Lichens, bryophytes, ptéridophytes, dicotylédones
Espèces animales	Insectes, poissons, amphibiens, reptiles, oiseaux, mammifères
Espèces remarquables inféodées aux milieux aquatiques	angélique des estuaires, marsilée à quatre feuilles, fluteur nageant, vison d'Europe, loutre, cistude, agrion de mercure, aigle botté, cigogne, anatidés (canards)
Espèces non communautaires	brochet, anguille

Les menaces pouvant exister sur ce site concernent essentiellement les activités agricoles. Sont mentionnées, la modification des pratiques culturales (y compris la culture pérenne de produits forestiers non ligneux : oliviers, vergers, vignes), la fertilisation des sols et l'irrigation.

Les changements des conditions hydrauliques induits par l'homme, la pollution des eaux de surface et les manipulations des sols pour l'extraction (tourbe, sédiments) constituent également une menace pour le site.

L'orientation A5 du SAGE vise directement à réduire la pression des activités agricoles sur la qualité de l'eau et l'état des milieux, ce qui contribue directement à réduire les menaces identifiées sur le périmètre de ce site Natura 2000. Le projet de SAGE apporte un impact très positif sur le site dans sa volonté de mettre en place une gestion raisonnée des cours d'eau respectant le fonctionnement naturel. L'orientation C3 propose un ensemble de dispositions concernant spécifiquement les barthes de l'Adour. Les dispositions visent la gestion intégrée et concertée en tenant en compte de tous les enjeux et acteurs, avec une volonté de répondre aux objectifs du DOCOB du site, avec un souci d'amélioration de la continuité écologique ou encore la mise en place de plans de gestion des ouvrages et des niveaux d'eau.

Site Natura 2000 ZSC « l'Adour »

Le site concerne essentiellement le lit mineur de l'Adour sur une surface de 3 500 hectares dont 1 200 hectares sur le périmètre du SAGE Adour aval. La grande majorité des habitats concernés sont aquatiques ou humides. On y rencontre des habitats rares spécifiques au milieu estuarien, des forêts



alluviales, des mégaphorbiaies, des habitats soumis à la marée, etc. 18 % des habitats du site correspondent à des « habitats littoraux et halophiles liés à l'estuaire ».

Espèces animales	Insectes, poissons, amphibiens, reptiles, oiseaux, mammifères
Espèces remarquables inféodées aux milieux aquatiques	angélique des estuaires, vison d'Europe et espèces piscicoles migratrices : grande alose, alose feinte, lamproie marine, lamproie de planer, lamproie de rivière, saumon atlantique, toxostome
Espèces non communautaires	brochet, anguille

Le site est soumis à différentes menaces. Celles-ci sont liées à des modifications du régime de mise en eau, les modifications du fonctionnement hydrographique, la pollution des eaux de surfaces (terrestres, marines et saumâtres) et les changements des conditions hydrauliques induits par l'homme. La partie estuarienne de l'Adour est soumise à de nombreuses pressions. La densité de population proche du littoral a pour conséquence de nombreux rejets de stations d'épuration et de rejets directs d'eau pluviale. La présence du port de Bayonne et de ses activités industrielles constitue également une menace sur la préservation des espèces recensées dans le site Natura 2000.

Dans le cadre du SAGE Adour aval, 15 orientations visent directement l'amélioration de la qualité de l'eau des cours et de la préservation de la biodiversité. Le SAGE promeut la gestion raisonnée des cours d'eau dans un principe de fonctionnement naturel (C1D2) et vise spécifiquement, dans le cadre de la disposition C1D5, la valorisation de l'estuaire de l'Adour et l'amélioration de son état. L'orientation B5 comprend trois dispositions visant la réduction des pressions des activités nautiques sur la qualité des milieux. Cette orientation vient limiter les menaces identifiées pour ce site Natura 2000 « l'Adour ».

Site Natura 2000 ZSC « l'Arday »

Le site couvre 625 ha dont l'intégralité est incluse dans le périmètre du SAGE. Le site est composé à plus de 60% de milieux aquatiques (eaux stagnantes et eaux courantes), on trouve également des forêts caducifoliées, prairies semi naturelles humides, prairies mésophiles améliorées, marais, bas marais et tourbières. 3 espèces sont inscrites à l'annexe II dont l'écrevisse à pattes blanches, le vison d'Europe et le toxostome.

Les menaces pour le site Natura 2000 sont liées principalement à l'utilisation de produits phytosanitaires en agriculture. D'autres activités pouvant porter atteinte au site sont mentionnées comme la pollution des eaux de surface, la surexploitation d'eau, la pêche, la chasse ou encore les inondations.

L'interaction du SAGE avec ce site Natura 2000 est forte de par sa nature et sa localisation dans le périmètre du SAGE. Le SAGE aura des incidences très positives sur le site Natura 2000. L'orientation A5 vise à réduire la pression des activités agricoles sur la qualité de l'eau et des milieux. Les orientations C1 et C2 consacrent 10 dispositions à la gestion des cours d'eau et des zones humides. Concernant la gestion des inondations, le SAGE, à travers l'orientation E3, traite de cet enjeu.

Site Natura 2000 ZSC « la Joyeuse »

Le site couvre 1 445 ha dont l'intégralité est incluse dans le périmètre du SAGE. Composé à près de 90% de surface humide d'eaux douces intérieures (eaux stagnantes et eaux courantes), marais



(végétation de ceinture), bas-marais et de tourbières. 3 espèces sont inscrites à l'annexe II dont la mouette naine, l'écrevisse à pattes blanches et le vison d'Europe.

Les menaces pour le site Natura 2000 sont liées principalement à l'utilisation de produits phytosanitaires en agriculture. D'autres activités pouvant porter atteinte au site sont mentionnées comme la pollution des eaux de surface, la surexploitation d'eau, la pêche, la chasse ou encore les inondations.

L'interaction du SAGE avec ce site Natura 2000 est forte de par sa nature et sa localisation dans le périmètre du SAGE. Le SAGE aura des incidences très positives sur le site Natura 2000. L'orientation A5 vise à réduire la pression des activités agricoles sur la qualité de l'eau et des milieux. Les orientations C1 et C2 consacrent 10 dispositions à la gestion des cours d'eau et des zones humides.

Site Natura 2000 ZPS « Barthes de l'Adour » (directive Oiseau)

La ZPS des « barthes de l'Adour » occupe une surface de 15 651 hectares dans les barthes de l'Adour, dont 8000 hectares sont superposés avec la ZSC « barthes de l'Adour ». Environ la moitié de la superficie est couverte par des cultures, des boisements humides et riverains et des prairies de fauche. L'autre moitié est couverte par des boisements caducifoliés des coteaux, des eaux courantes, des plantations de peupliers, des chênaies alluviales, boisements mixtes, prairies humides eutrophes et des habitations. Les milieux aquatiques et humides ne représentent que 8% du site Natura 2000. Cependant, l'importance relative des zones humides ouvertes selon certains sous-secteurs de la ZPS conditionne l'importance de la présence des cortèges d'espèces d'oiseaux liées aux milieux aquatiques.

241 espèces aviaires ont été observées dans les barthes de l'Adour, dont 118 sont inscrites à l'annexe 1 de la Directive Oiseaux.

Au regard de la représentativité de chaque espèce sur le site par rapport à l'échelle nationale, il apparaît que le site des Barthes de l'Adour et de ses coteaux a une valeur significative au niveau national quant à la conservation de 25 espèces d'intérêt communautaire :

Rapaces	milan noir, aigle botté, bondrée apivore, élanion blanc, aigle criard, balbuzard pêcheur, busard des roseaux, circaète Jean-le-Blanc, pygargue à queue blanche, faucon émerillon
Pics	pic noir, pic mar
Passereaux	pie-grièche écorcheur, bruant des roseaux, marouette ponctuée, martin-pêcheur d'Europe, phragmite aquatique
Echassiers	bihoreau gris, crabier chevelu, spatule blanche, aigrette garzette, cigogne blanche, grue cendrée, grande aigrette, ibis falcinelle, combattant varié

Les interactions entre le SAGE et le site Natura 2000 ZPS Barthes de l'Adour sont globalement faibles du fait de la faible représentation des milieux humides et aquatiques dans la ZPS. Toutefois, la présence de zones humides, au regard des orientations que le SAGE porte à leur égard, va avoir des incidences positives sur ces milieux (C2). Les orientations visant la restauration écologique et la préservation et la valorisation de la biodiversité vont dans le même sens que les mesures de la ZPS des Barthes de l'Adour.

Site Natura 2000 ZSC « Massif du Baigoura »

D'une superficie de 3294 ha, ce site Natura 2000 est de type montagneux. Il est couvert à 65% de landes, broussailles, recrus, maquis et garrigues, et de phrygana. Des prairies semi-naturelles et humides et des prairies mésophiles améliorées sont également bien représentées, à hauteur de 20 % de la superficie du site. Viennent ensuite les forêts caducifoliées (10% de la superficie) ainsi que les



roches et rochers, éboulis, neige ou glace permanentes. Les marais et tourbières sont peu représentées sur le massif du Baygura (1%). Les espèces recensées à l'annexe 2 sont le lucane cerf-volant, et le grand capricorne pour les insectes et le trichomanès remarquable et la Grande Soldanelle pour les végétaux. Le site ne présente pas une forte vulnérabilité. Les menaces existantes concernent davantage la sur-fréquentation et le piétinement des habitats par les visiteurs et marcheurs. Les activités de la pêche et de la chasse peuvent constituer également une menace s'il existe une pratique intensive. Les activités liées au pastoralisme ne constituent pas une menace en l'état car il est de type extensif. Une menace peut exister suite à une modification des pratiques agricoles, même si ce paramètre reste faible.

Une faible surface du site Natura 2000 du Baigura est présente sur le périmètre de SAGE. Cette faible couverture, ajoutée à la faible présence de milieux humides sur lequel le SAGE peut avoir des effets, indique que les incidences du SAGE sont non significatives sur ce site Natura 2000.

Synthèse des incidences du SAGE sur les sites Natura 2000

Plusieurs orientations du SAGE Adour aval ont un lien avec les sites classés Natura 2000. Elles concernent principalement les axes thématiques relatifs à la qualité de l'eau et à la gestion des milieux naturels aquatiques et humides ou de la biodiversité. Certaines dispositions participent directement à la réduction de menaces identifiées dans les documents d'objectifs ou les formulaires standards de données édités pour les sites Natura 2000.

Le SAGE Adour aval n'apporte pas d'incidences négatives sur les sites Natura 2000, mais produira au contraire des effets positifs sur ces sites. Par conséquent, et au regard de la réglementation en vigueur relative à l'analyse des impacts des plans et programmes sur les sites Natura 2000, l'analyse du SAGE Adour aval sur les 5 sites présents sur son périmètre n'est pas poursuivie.



MESURES DE SUPPRESSION, DE CORRECTION OU DE COMPENSATION

Dans la mesure où l'analyse des incidences environnementales du PAGD et du règlement du SAGE n'a pas fait apparaître d'effets négatifs significatifs sur les différents enjeux environnementaux, aucune mesure de suppression, correction ou compensation n'est envisagée.

LIMITES DE L'ÉVALUATION

La démarche d'évaluation environnementale mise en œuvre dans le cadre de l'élaboration du SAGE Adour aval s'applique à un document de planification stratégique, fixant un cadre d'orientations et de dispositions pour la réalisation de travaux ou d'aménagements ou pour la mise en œuvre de politiques publiques.

Elle ne s'applique donc pas directement aux projets de travaux ou d'aménagement susceptibles d'être mis en œuvre sur le bassin versant, travaux et aménagement faisant eux-mêmes l'objet d'une évaluation environnementale spécifique à travers une étude d'impact ou une notice d'incidences.

Cette caractéristique de la démarche d'évaluation environnementale peut dans certains cas rendre l'analyse incertaine dans la mesure où les conditions de mise en œuvre et la localisation des projets n'est pas précisément connue.

Certains effets identifiés dans le cadre de la démarche d'évaluation environnementale pourront ainsi être accentués ou a contrario annulés selon les conditions de mise en œuvre des projets.



Chapitre 6 :

Dispositif de suivi environnemental

Article R.122-20 du code de l'environnement :

Le rapport environnemental comprend :

« la présentation des critères, indicateurs et modalités retenus pour vérifier, après l'adoption du schéma, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés et le caractère adéquat des mesures prises ; pour identifier, après l'adoption du schéma, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ».



MÉTHODE DE SUIVI : OBJECTIFS ET PRINCIPES

L'évaluation environnementale ne constitue pas un exercice autonome. Si elle doit permettre d'assurer la meilleure prise en compte des critères environnementaux au moment de l'élaboration du SAGE, l'analyse doit également permettre d'assurer la prise en compte de ces critères tout au long de la durée de vie du programme. Un dispositif de suivi et d'évaluation doit donc être intégré au SAGE, afin d'en évaluer les effets sur l'environnement au fur et à mesure de sa mise en application et d'envisager, le cas échéant, des étapes de réorientation ou de révision.

Le dispositif de suivi qui sera appliqué au SAGE est basé sur des indicateurs. On peut rappeler ici la difficulté à construire des indicateurs qui soient à la fois :

- pertinents au regard des enjeux environnementaux du territoire et des effets attendus du SAGE ;
- suffisamment significatifs pour être compréhensibles du plus grand nombre ;
- facilement renseignables afin de pouvoir établir un état zéro au moment du lancement du programme.

Au-delà du suivi de l'impact de chaque orientation et disposition, ce dispositif doit permettre d'appréhender l'incidence globale du SAGE sur le territoire. En effet l'appréciation des incidences probables au niveau des orientations et dispositions a mis en évidence la nécessité de porter une attention particulière à l'équilibre global des dispositions afin d'anticiper les effets cumulés du programme. Il paraît donc nécessaire de mettre en place un dispositif de suivi environnemental à l'échelle de l'ensemble du SAGE en définissant à la fois des indicateurs de réalisation et de résultats environnementaux.

Les indicateurs définis devront, dans la mesure du possible, être renseignés en fonction d'une année et d'une situation de référence. Pour chacun d'entre eux, un objectif quantifié sera déterminé. Toutes les données recueillies devront être intégrées à une base de données et à un système d'information qui en permettra l'exploitation.

DÉFINITION D'INDICATEURS DE SUIVI

Le suivi du SAGE doit permettre de vérifier si les effets sont conformes aux prévisions afin le cas échéant de ré-orienter le PAGD. Les indicateurs choisis dans ce cadre doivent permettre le suivi des objectifs. Il n'est pas nécessaire d'en prévoir un très grand nombre mais ils doivent être facilement mis en œuvre et être simples à comprendre et à appréhender par les décideurs.

Le choix des indicateurs est important. Ils doivent être utilisables comme outil de suivi, adaptés à la nature de l'évaluation, représentatifs des enjeux considérés à l'échelle adaptée, suffisamment synthétiques, et pouvoir être cartographiés lorsqu'ils concernent des enjeux territoriaux. Les indicateurs sont basés autant que possible sur des données reflétant les pratiques réelles en lien étroit avec les dispositions du PAGD.

Pour permettre le suivi des effets du SAGE sur l'environnement et mesurer l'atteinte des objectifs, il paraît opportun de mettre en place un dispositif de suivi complémentaire à l'échelle des objectifs comportant une série d'indicateurs choisis pour leur pertinence vis-à-vis des incidences identifiées, leur facilité de mise en œuvre, leur précision et leur fiabilité. Trois séries d'indicateurs peuvent être utilisées pour ce type de suivi :

- les indicateurs de pression reflètent la pression exercée par les activités humaines,
- les indicateurs d'état offrent une description de la situation environnementale et des caractéristiques biophysiques du milieu,
- les indicateurs de réponse permettent d'évaluer les efforts consentis et les politiques mises en œuvre.



TABLEAU DE BORD DU SAGE ADOUR AVAL

Le PAGD prévoit la mise en place d'un tableau de bord du SAGE. Ce tableau de bord doit permettre de rendre compte de l'état d'avancement des dispositions du SAGE et de leurs effets sur l'atteinte des objectifs environnementaux afin d'orienter les programmes d'actions réalisés dans le domaine de l'eau. Il constitue l'outil de pilotage de la Commission Locale de l'Eau mais vise également à faire partager et informer les différents usagers et partenaires sur l'avancement et les effets du SAGE.

Au moment de la réalisation de ce rapport environnemental, le tableau de bord du SAGE Adour aval n'est pas élaboré. Il sera travaillé par la CLE durant les phases de consultation et enquête publique. Il est important de noter ici que le dispositif de suivi prévu par l'article R.122-20 du code de l'environnement concerne les éventuels effets négatifs. L'analyse environnementale a mis en évidence que le SAGE Adour aval n'aura aucun effet négatif sur l'environnement. Aussi, le tableau de bord qui sera élaboré permettra à la CLE d'évaluer la mise en œuvre du SAGE et l'évolution de l'environnement de manière plus générale.

Toutefois, pour pouvoir mettre en évidence d'éventuels effets négatifs sur les 9 compartiments de l'environnement étudiés, qui seraient supposés être liés à la mise en œuvre des dispositions ou règles du SAGE, la CLE met à disposition de tout acteur ou citoyen local le formulaire ci-dessous, à compléter et retourner à l'adresse de la structure porteuse de l'animation pour la mise en œuvre du SAGE.



DÉCLARATION D'EFFETS NÉGATIFS LIÉS À LA MISE EN ŒUVRE DU SAGE

<h3 style="margin: 0;">SAGE Adour aval</h3> <p style="margin: 5px 0 0 0;">Formulaire de déclaration d'incidence(s) négative(s) sur l'environnement liée(s) à la mise en œuvre des dispositions ou règles du SAGE</p> <p style="margin: 5px 0 0 40px;">au titre de l'article R.122-20 du code de l'environnement</p>	
Identification du dépositaire	Nom Prénom : Adresse : Email : Tel :
Localisation de l'impact constaté	Commune : Adresse :
Compartiment de l'environnement concerné	<input type="checkbox"/> qualité de l'eau <input type="checkbox"/> quantité d'eau <input type="checkbox"/> milieux aquatiques et humides <input type="checkbox"/> santé humaine <input type="checkbox"/> risques <input type="checkbox"/> paysages et cadre de vie <input type="checkbox"/> air et sols <input type="checkbox"/> énergie <input type="checkbox"/> changement climatique
Description de l'impact / effet négatif constaté	<i>Description la plus précise possible</i>
Disposition ou règle du SAGE Adour aval concernée	<i>Lister la ou les disposition(s) ou règle(s) du SAGE supposée(s) générer les effets négatifs constatés</i>
<p style="margin: 0;">Formulaire à retourner à la structure porteuse de l'animation pour la mise en œuvre du SAGE Adour aval</p> <p style="margin: 5px 0 0 0;">La Commission Locale de l'Eau du SAGE Adour aval sera informée et traitera cette demande dans les meilleurs délais</p>	



